



DIRECTION DE LA SÉANCE

LA SÉANCE PLÉNIÈRE ET L'ACTIVITÉ DU SÉNAT

(1^{er} octobre 2019 - 30 septembre 2020)



RAPPORT

présenté à M. LE PRÉSIDENT DU SÉNAT

par

Marion JOLIVET
Directrice de la Séance

TOME II
STATISTIQUES

SOMMAIRE

Pages

PROPOS INTRODUCTIF	7
LES CHIFFRES CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE	9
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE ANNÉE PARLEMENTAIRE 2019-2020 (1 ^{ER} OCTOBRE 2019 - 30 SEPTEMBRE 2020)	11
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION ORDINAIRE 2019-2020	13
LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2019-2020	15
STATISTIQUES RELATIVES À LA COMPOSITION DU SÉNAT	17
L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2018-2019	21
I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT	21
A. SÉANCE PUBLIQUE : NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES, DURÉE DES TRAVAUX SELON LEUR NATURE	21
B. RÉPARTITION DES SEMAINES DE SÉANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SÉNAT ..	23
C. ACTIVITÉ DU SÉNAT, HORS ORDRE DU JOUR GOUVERNEMENTAL	24
1. <i>Ordre du jour des « espaces réservés »</i>	24
2. <i>Ordre du jour des semaines sénatoriales de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques</i>	27
3. <i>Ordre du jour des semaines d'initiative sénatoriale</i>	33
4. <i>Ordre du jour à l'initiative du Sénat dans les semaines réservées au Gouvernement</i>	37
5. <i>« Superpriorité » gouvernementale</i>	37
6. <i>Discussion immédiate</i>	38
D. MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE	38
E. RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE EN SÉANCE PUBLIQUE	39
II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT	40
A. PROJETS DE LOI DÉPOSÉS EN PREMIER LIEU SUR LE BUREAU DU SÉNAT	40
B. TEXTES ADOPTÉS PAR LE SÉNAT	43
1. <i>Bilan législatif</i>	43
2. <i>Propositions de loi sénatoriales</i>	47
3. <i>Décisions de rejet émises par le Sénat sur l'ensemble des propositions de loi issues de l'Assemblée nationale et des projets de loi</i>	51

C. MODALITÉS D'ADOPTION DES TEXTES.....	51
1. Commissions spéciales	51
2. Procédures accélérées	52
3. Motions.....	55
4. Modalités d'adoption des lois	58
5. Procédure de vote unique	60
6. Demandes de seconde délibération	60
7. Commissions mixtes paritaires	61
8. Nouvelle délibération (Article 10, alinéa 2, de la Constitution).....	63
9. Délibérations législatives	64
10. Adoptions définitives	66
D. AMENDEMENTS.....	68
1. « Braquet » d'examen des amendements (comparaison pluriannuelle).....	68
2. « Braquet » d'examen des amendements sur les principaux textes de l'année parlementaire 2019-2020.....	69
E. ACCROISSEMENT TOTAL DES TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS (HORS CONVENTIONS INTERNATIONALES).....	70
F. EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE (1 ^{RE} LECTURE)	73
G. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION.....	75
1. Propositions de résolution déposées (hors article 88-4 de la Constitution).....	75
2. Propositions de résolution adoptées (hors article 88-4 de la Constitution).....	78
H. CONSULTATION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	80
III. DÉBATS ET CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT	81
A. DÉBATS	81
1. Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement (6)	81
2. Débats consécutifs aux réunions du Conseil européen (3)	82
3. Interventions des forces armées à l'étranger	82
4. Débats d'initiative sénatoriale (Total : 44 débats)	83
B. QUESTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE	88
1. Questions d'actualité au Gouvernement	88
2. Questions orales	89
3. Questions écrites	90
C. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES	91
D. COMMISSIONS D'ENQUÊTE.....	94
E. MISSIONS D'INFORMATION.....	95
F. DÉPÔTS DE RAPPORTS AU PARLEMENT	95
1. Liste des rapports périodiques déposés sur le bureau du Sénat (total : 28 rapports).....	96
2. Liste des rapports uniques déposés sur le bureau du Sénat (total : 71 rapports).....	98
3. Liste des rapports sur la mise en application des lois déposés sur le bureau du Sénat (article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit)	106
D. LA PROCÉDURE D'AUDITION PUIS D'AVIS DES COMMISSIONS PERMANENTES	109
1. Nominations en application de l'article 13 de la Constitution Année parlementaire 2019-2020.....	109
2. Auditions ou avis de commissions en application de divers textes législatifs	111

IV. COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES : LES 61 ANS DU SÉNAT.....	112
1. Nombre et durée des séances	112
2. Projets et propositions de loi déposés	114
3. Déclarations d'urgence et procédures accélérées	116
4. Nombre de lois adoptées définitivement et nombre d'amendements de séance déposés et adoptés	118
5. Modalités d'adoption des lois (hors conventions)	121
6. Origine des lois promulguées depuis 1959.....	129
7. Taux de reprise par l'Assemblée nationale des amendements adoptés au Sénat depuis 1970	130
8. Questions d'actualité au Gouvernement	132
9. Questions orales	134
10. Questions écrites	136
11. Débats d'orientation des finances publiques	138
12. Comparaisons pluriannuelles sur l'activité du Sénat lors de la session ordinaire	151
13. Liste des 68 commissions de contrôle et commissions d'enquête créées par le Sénat depuis 1959....	162
14. Liste des 77 missions d'information créées par le Sénat depuis 1969	171
V. CALENDRIERS DE LA SESSION 2019-2020	181
1. Dates des réunions de la Conférence des Présidents	181
2. Date des espaces réservés et des séances de questions	181
3. Calendrier de la session 2019-2020	184

PROPOS INTRODUCTIF

Le présent document rassemble les statistiques établies par la direction de la Séance sur l'activité du Sénat au cours de l'année parlementaire 2019-2020 (du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020). Pour la quatrième année, il est entièrement dématérialisé.

Il comprend en introduction un **bilan général de l'année** (chiffres clés de la séance publique).

Quatre ensembles de séries statistiques présentent ensuite de façon synthétique l'activité du Sénat : son **activité générale en séance publique** (I), son **activité législative** (II), son **activité de contrôle ou de « prospective »** (III) et des **comparaisons statistiques sur plusieurs années** (IV).

Les calendriers des Conférences des Présidents, des séances réservées et des semaines de séance sont rappelés en fin de volume (V).

LES CHIFFRES CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE
ANNÉE PARLEMENTAIRE 2019-2020
(1^{ER} OCTOBRE 2019 - 30 SEPTEMBRE 2020)

	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Semaines de séance publique	39	38	39
- Semaines gouvernementales	15	19	20
dont PLFSS et PLF	4	4	4
- Semaines sénatoriales	14	14	15
dont semaines de contrôle	6,5	7,5	8,5
- Sessions extraordinaires	6	5	4
Jours de séance publique	125	125	110
Heures de séance publique	825 h 12	837 h 50	699 h 31
dont travaux législatifs	501 h 46	499 h 05	296 h 54
dont travaux de contrôle	152 h 09	153 h 39	176 h 22
dont lois de finances	126 h 17	139 h 12	197 h 55
dont lois de financement de la sécurité sociale	38 h 33	40 h 30	26 h 30
dont travaux divers	6 h 25	5 h 22	1 h 48
Durée moyenne du jour de séance	6 h 36	6 h 42	6 h 21
Heures de séances de soir/nuit	170 h 13 21 %	176 h 34 21 %	149 h 02 21 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	21 sur 61 34,4 %	24 sur 62 38,7 %	41 sur 88 47 %
Propositions de loi déposées au Sénat	157	163	166
Amendements déposés			
- En commission	4 115	5 059	2 152
- En séance	8 557	10 175	8 246
Amendements adoptés			
- En commission	2 121	2 189	1 016
- En séance	1 816	2 404	1 703
Taux de reprise des amendements du Sénat par l'Assemblée nationale	53 %	55 %	45 %
Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)	74	86	78
dont propositions de loi	42	58	51
(dont Sénat)	28	40	35
Procédures accélérées	34	45	49

	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	41	50	42
dont propositions de loi	12	25	18
(dont Sénat)	2	12	4
Conventions internationales	28	22	14
Total des textes adoptés	69	72	56
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	11	21	16
Adoptions texte CMP	18	17	18
Dernier mot à l'Assemblée nationale	12	12	8
Réunions CMP	35	28	23
Accords	19	18	16
Délai moyen d'adoption des textes¹ (en jours)	177	240	235

Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	3	4	6
Débats relatifs au Conseil européen	3	4	3
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	1	-	-
Débats d'initiative sénatoriale	33	34	44

Questions d'actualité au Gouvernement (nombre de séances)	35	37	38
Questions orales discutées	309	391	309
Questions écrites	5 580	5 405	5 571

Scrutins publics	231	181	146
Rappels au règlement	58	68	60

¹ Hors PLF, PLFR, PJJ de Règlement, PLFSS, PJJLC et conventions.

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSION ORDINAIRE 2019-2020

	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Semaines de séance publique	33	33	35
- Semaines gouvernementales	19	19	20
dont PLFSS et PLF	4	4	4
- Semaines sénatoriales	14	14	15
dont semaines de contrôle	6,5	7,5	8,5
Jours de séance publique	105	110	99
Heures de séance publique	659 h 34	734 h 23	626 h 52
dont travaux législatifs	349 h 04	410 h 33	276 h 45
dont travaux de contrôle	139 h 13	142 h 16	163 h 15
dont lois de finances	126 h 17	135 h 45	158 h 32
dont lois de financement de la Sécurité sociale	38 h 33	40 h 30	26 h 30
dont travaux d'ordre interne	6 h 25	5 h 16	1 h 48
Durée moyenne du jour de séance	6 h 16	6 h 40	6 h 19
Heures de séances de soir/nuit	127 h 19 19 %	153 h 44 21 %	136 h 44 22 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	21 sur 55 38,2 %	17 sur 40 42,5 %	30 sur 69 43,5 %
Propositions de loi déposées au Sénat	128	136	130
Amendements déposés			
- En commission	3 030	4 241	2 130
- En séance	6 316	8 814	7 094
Amendements adoptés			
- En commission	1 646	1 873	999
- En séance	1 355	2 009	1 466
Textes examinés par le Sénat (hors conventions internationales)	64	74	71
dont propositions de loi	37	53	49
dont Sénat	27	39	35
Procédures accélérées	34	36	39
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	29	29	31
dont propositions de loi	7	15	13
dont Sénat	1	6	4
Conventions internationales	23	18	14
Total des textes adoptés	52	47	45

	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	7	15	14
Adoptions texte CMP	14	5	13
Dernier mot à l'Assemblée nationale	8	9	4
Réunions CMP	25	19	15
(Accords)	14	11	11

Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	2	3	4
Débats relatifs au Conseil européen	3	4	3
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	1	-	-
Débats d'initiative sénatoriale	33	34	44

Questions d'actualité au Gouvernement (nombre de séances)	30	32	34
Questions orales discutées	233	320	281
Questions écrites	4 530	4 205	4 581

Scrutins publics	178	158	126
Rappels au règlement	30	57	57

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA SÉANCE PUBLIQUE SESSIONS EXTRAORDINAIRES 2019-2020

	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Semaines de séance publique	6	5	4
Jours de séance publique	20	15	11
Heures de séance publique	165 h 37	103 h 27	72 h 39
dont travaux législatifs	152 h 41	88 h 32	20 h 09
dont travaux de contrôle	12 h 56	11 h 23	13 h 07
dont lois de finances	-	3 h 26	39 h 23
dont lois de financement de la sécurité sociale	-	-	-
dont travaux d'ordre interne	-	0 h 05	-
Durée moyenne du jour de séance	8 h 23	6 h 53	6 h 36
Heures de séances de soir/nuit	42 h 54 25,6 %	22 h 49 32 %	13 h 42 19 %
Projets de loi déposés au Sénat (hors conventions internationales)	0 sur 6 0 %	7 sur 22 32 %	11 sur 19 58° %
Propositions de loi déposées au Sénat	29	27	36
Amendements déposés			
- En commission	1 085	818	22
- En séance	2 241	1361	1 152
Amendements adoptés			
- En commission	475	316	17
- En séance	461	395	237
Procédures accélérées	-	9	10
Textes adoptés définitivement (hors conventions internationales)	12	21	11
dont propositions de loi	5	10	5
dont Sénat	1	6	-
Conventions internationales	5	4	-
Total des textes adoptés	17	25	11

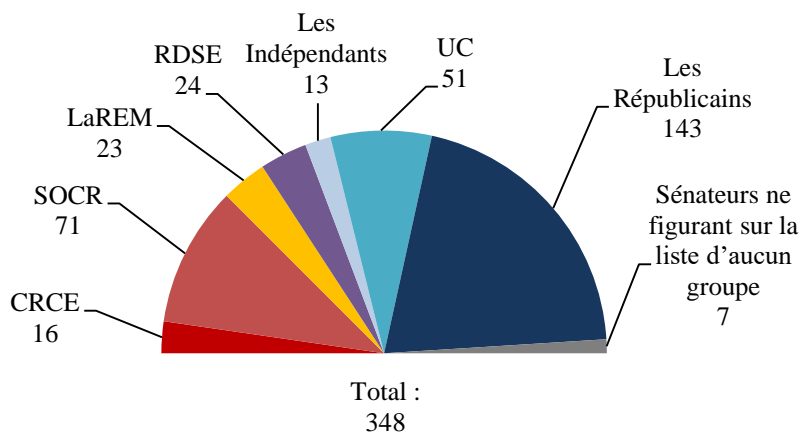
	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Modalités d'adoption des textes (hors conventions internationales)			
Adoption par la navette	4	6	2
Adoption texte CMP	4	12	5
Dernier mot à l'Assemblée nationale	4	3	4
Réunions CMP	10	9	8
(Accords)	5	7	5
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	1	1	2
Débats relatifs au Conseil européen	-	-	-
Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger	-	-	-
Débats d'initiative sénatoriale	-	-	-

Questions d'actualité au Gouvernement (nombre de séances)	5	5	4
Questions orales discutées	76	71	28
Questions écrites	1 050	1 200	990

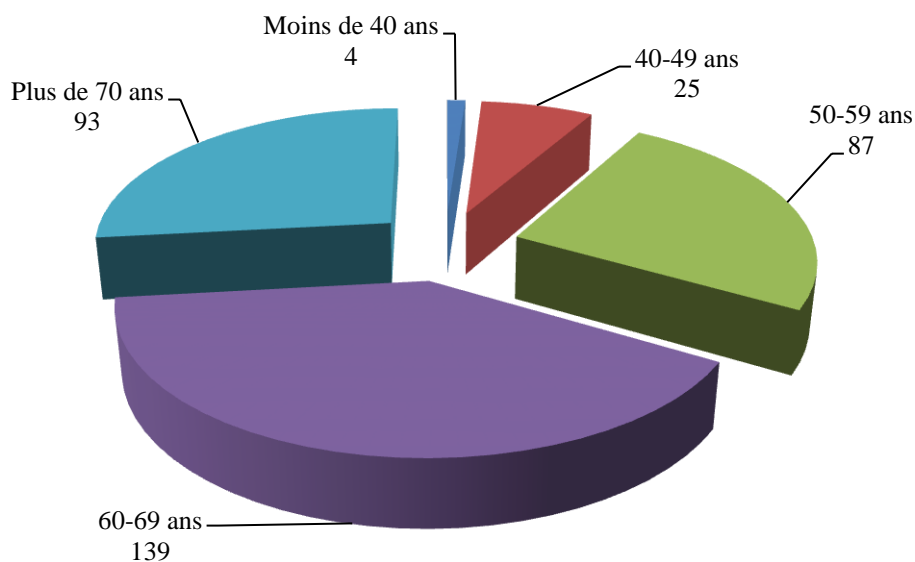
Scrutins publics	53	23	20
Rappels au règlement	28	11	3

STATISTIQUES RELATIVES À LA COMPOSITION DU SÉNAT

**Effectifs des groupes au 26 septembre 2020
(348 sénateurs)**



**Les sénateurs par âge au 26 septembre 2020
(348 sénateurs)
Moyenne d'âge : 63 ans et 7 mois**



**Missions temporaires des sénateurs
lors de l'année parlementaire 2019-2020**

(4 missions)

Nom des parlementaires	Intitulé de la mission	Ministre auprès duquel s'exerce la mission	Date du décret de nomination	Fin de la mission
Mme Patricia SCHILLINGER	Lutte contre la précarité menstruelle	Mme Marlène SCHIAPPA, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations	08.07.2019	17.10.2019
M. Georges PATIENT	Finances des collectivités locales en outre-mer	Mmes Jacqueline GOURAULT, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et Annick GIRARDIN, ministre des Outre-Mer	19.06.2019	17.12.2019
Mme Nathalie GOULET	Fraude sociale	Mme Agnès BUZYN, ministre des solidarités et de la santé, et M. Gérald DARMANIN, ministre de l'action et des comptes publics	06.05.2019	05.11.2019
Mme Corinne IMBERT	Adoption	Mme Agnès BUZYN, ministre des solidarités et de la santé	15.04.2019	14.10.2019

**Évolution des effectifs des groupes politiques
au cours de la session 2019-2020, hors élections sénatoriales**

Date	Groupes politiques																		
	Les Républicains			SOCR		UC			LaREM			RDSE		CRCE		Les Indépendants		NI	Sièges vacants
	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	App.	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	App.	Ratt.	Memb.	Ratt.	Memb.	Ratt.	Memb.	App.		
01/10/2019	129	7	8	70	2	42	5	3	22	1	-	21	2	12	4	12	1	7	-
02/10/2019	129	7	8	70	2	43	5	3	22	1	-	21	2	12	4	12	1	6	-
03/10/2019	128	7	9	70	2	43	5	3	22	1	-	21	2	12	4	12	1	6	-
17/10/2019	128	7	9	70	2	44	5	2	22	1	-	21	2	12	4	12	1	6	-
28/10/2020	128	7	9	69	2	44	5	2	22	1	-	21	2	12	4	12	1	7	-
07/11/2019	128	7	9	69	2	44	5	2	22	1	1	21	2	12	4	12	1	6	-
27/12/2020	128	7	9	69	2	44	5	2	21	2	1	21	2	12	4	12	1	6	-
03/03/2020	128	7	9	69	2	44	5	2	20	2	1	20	2	12	4	13	1	7	-
24/03/2020	128	7	9	69	2	44	5	2	20	2	1	21	2	12	4	13	1	6	-
20/04/2020	128	7	9	69	2	44	5	2	21	2	-	21	2	12	4	13	1	6	-
18/06/2020	127	7	9	69	2	44	5	2	21	2	-	21	2	12	4	13	1	7	-
25/06/2020	127	7	9	68	2	44	5	2	21	2	-	21	2	12	4	13	1	8	-
26/06/2020	127	7	9	69	2	44	5	2	21	2	-	21	2	12	4	13	1	7	-
28/06/2020	126	7	9	69	2	44	5	2	21	2	-	21	2	12	4	13	1	8	-
30/06/2020	127	7	9	69	2	44	5	2	21	2	-	21	2	12	4	13	1	7	-
08/07/2020	127	7	9	69	2	44	6	2	21	2	-	21	2	12	4	13	1	6	-
14/07/2020	126	7	9	69	2	44	6	2	21	2	-	21	2	12	4	13	1	7	-
15/07/2020	127	7	9	69	2	44	6	2	21	2	-	21	2	12	4	13	1	6	-
03/08/2020	128	7	9	69	2	43	6	2	21	2	-	21	2	12	4	12	1	7	-
06/08/2020	128	7	9	69	2	43	6	2	21	2	-	22	2	12	4	12	1	6	-
07/08/2020	128	7	9	69	2	43	6	2	20	2	-	22	2	12	4	12	1	7	-
08/08/2020	128	7	9	69	2	43	6	2	21	2	-	22	2	12	4	12	1	6	-
25/09/2020	127	7	9	69	2	43	6	2	21	2	-	22	2	12	4	12	1	7	-

- 1^{er} octobre 2019 : M. Charles REVET (Les Républicains), démissionnaire, est remplacé par M. Pascal MARTIN (NI), qui adhère au groupe UC le 2 octobre 2019 ;
- 3 octobre 2019 : M. Olivier PACCAUD se rattache administrativement au groupe Les Républicains ;
- 17 octobre 2019 : M. Pierre LOUAULT devient membre à part entière du groupe UC ;
- 28 octobre 2019 : M. Xavier IACOVELLI cesse d'appartenir au groupe SOCR pour figurer sur la liste des sénateurs n'appartenant à aucun groupe ; il se rattache administrativement au groupe LaREM le 7 novembre 2019 ;
- 27 décembre 2019 : Mme Agnès CONSTANT s'apparente au groupe LaREM ;
- 3 mars 2020 : M. Michel AMIEL devient membre du groupe Les Indépendants et M. Alain BERTRAND (RDSE), décédé, est remplacé par Mme Guylène PANTEL (NI), qui adhère au groupe du RDSE le 24 mars 2020 ;
- 20 avril 2020 : M. Xavier IACOVELLI devient membre à part entière du groupe LaREM ;
- 16 juin 2020 : M. Martial BOURQUIN (SOCR), démissionnaire, est remplacé par Mme Marie-Noëlle SCHOELLER, qui adhère le même jour au groupe SOCR ;
- 18 juin 2020 : Mme Pascale BORIES (Les Républicains), démissionnaire, est remplacée par M. Stéphane CARDENES (NI) ;
- 25 juin 2020 : Mme Nadine GRELET-CERTENAIS (SOCR), démissionnaire, est remplacée par M. Christophe CHAUDUN (NI) ; démissionnaire, il est remplacé le 26 juin 2020 par Mme Muriel CABARET, qui adhère au groupe SOCR ;
- 28 juin 2020 : M. Jacques GENEST (Les Républicains), démissionnaire, est remplacé par Mme Catherine ANDRÉ (NI), qui adhère au groupe Les Républicains le 30 juin 2020 ;
- 8 juillet 2020 : M. Stéphane CARDENES (NI) s'apparente au groupe UC ;
- 14 juillet 2020 : M. François GROSDIDIER (Les Républicains), démissionnaire, est remplacé par Mme Catherine BELRHITI (NI), qui adhère au groupe Les Républicains le 15 juillet 2020 ;
- 3 août 2020 : M. Michel AMIEL (Indépendants), démissionnaire, est remplacé par Mme Danièle GARCIA (NI), et Mme Sophie JOISSAINS (UC), démissionnaire, est remplacée par M. Patrick BORÉ, qui adhère au groupe Les Républicains ;
- 4 août 2020 : Mme Samia GHALI (SOCR), dont le mandat a pris fin de plein droit, est remplacée par Mme Michèle EINAUDI, qui adhère au groupe SOCR ;
- 6 août 2020 : Mme Danièle GARCIA (NI) adhère au groupe du RDSE ;
- 7 août 2020 : M. Bernard BUIS (LaREM) est remplacé par M. Didier GUILLAUME (NI), dont les fonctions ministérielles ont cessé ; ce dernier, démissionnaire, est remplacé le lendemain par M. BUIS, qui adhère au groupe LaREM ;
- 25 septembre 2020 : Mme Colette GIUDICELLI (Les Républicains), décédée, est remplacée par Mme Danièle TUBIANA (NI).

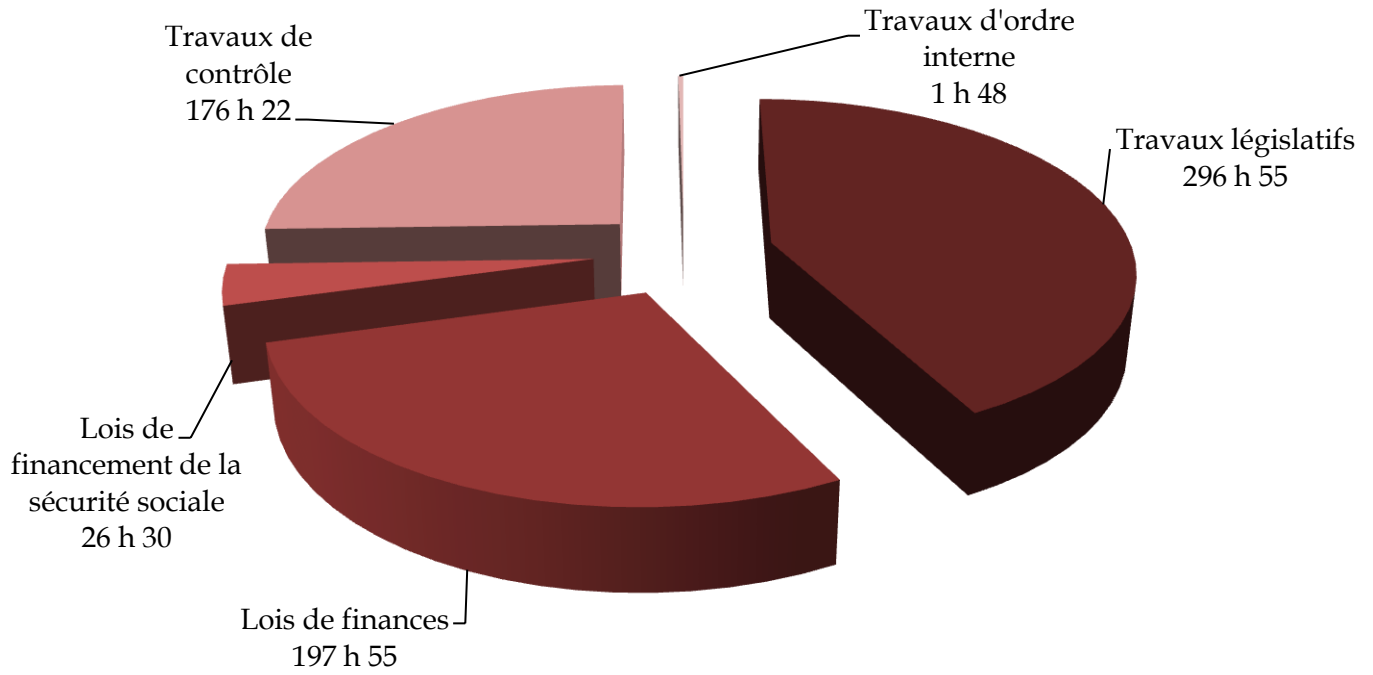
L'ACTIVITÉ DU SÉNAT EN SÉANCE PUBLIQUE 2018-2019

I. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT

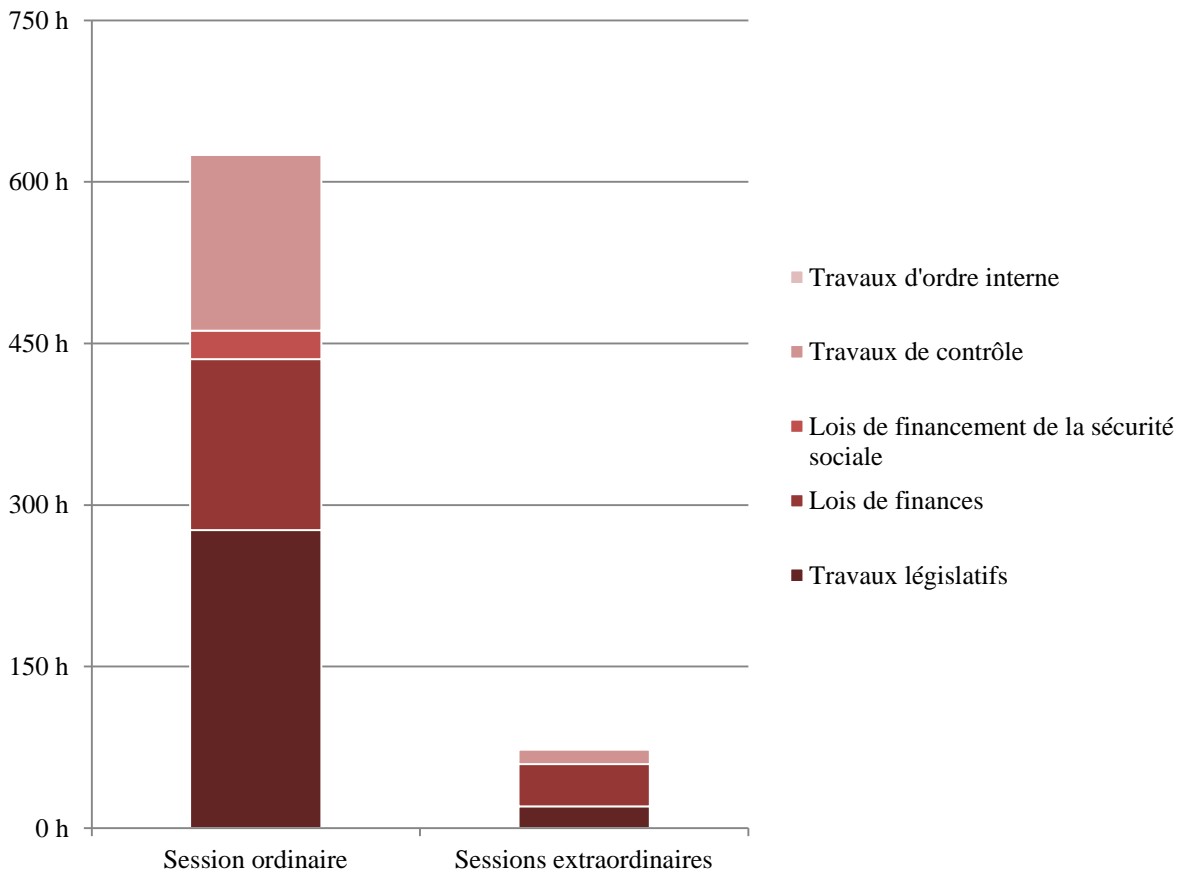
A. SÉANCE PUBLIQUE : NOMBRE ET DURÉE DES SÉANCES, DURÉE DES TRAVAUX SELON LEUR NATURE

SESSIONS		Session ordinaire de 2019-2020	Session extraordinaire de 2019-2020	TOTAL
SEANCE	Semaines	35	4	39
	Jours	99	11	110
TRAVAUX LEGISLATIFS (hors textes financiers)	Sem. Gouv.	194 h 31	20 h 10	214 h 41
	Sem. Sénat	82 h 13	-	82 h 13
	Sous-total	276 h 45	20 h 10	296 h 55
LOIS DE FINANCES	LFI (toutes lectures)	130 h 11	-	130 h 11
	Autres	28 h 21	39 h 23	67 h 44
	Sous-total	158 h 33	39 h 22	197 h 55
LOIS DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE	LFSS	26 h 30	-	26 h 30
	LFSS rect.	-	-	-
	Sous-total	26 h 30	-	26 h 30
TRAVAUX DE CONTROLE	QO	25 h 44	2 h 36	28 h 20
	QAG	38 h 59	5 h 14	44 h 13
	Débats d'initiative sénatoriale	67 h 47	-	67 h 47
	Débats européens	6 h 17	-	6 h 17
	Déclarations et messages	10 h 42	5 h 17	15 h 59
	PPR 34-1	13 h 46	-	13 h 46
	PPR européenne	-	-	-
	Sous-total	163 h 15	13 h 07	176 h 22
TRAVAUX D'ORDRE INTERNE	Divers	1 h 48	-	1 h 48
TOTAL GÉNÉRAL		626 h 52	72 h 39	699 h 31

Répartition des heures de séance par nature des travaux Année parlementaire 2019-2020



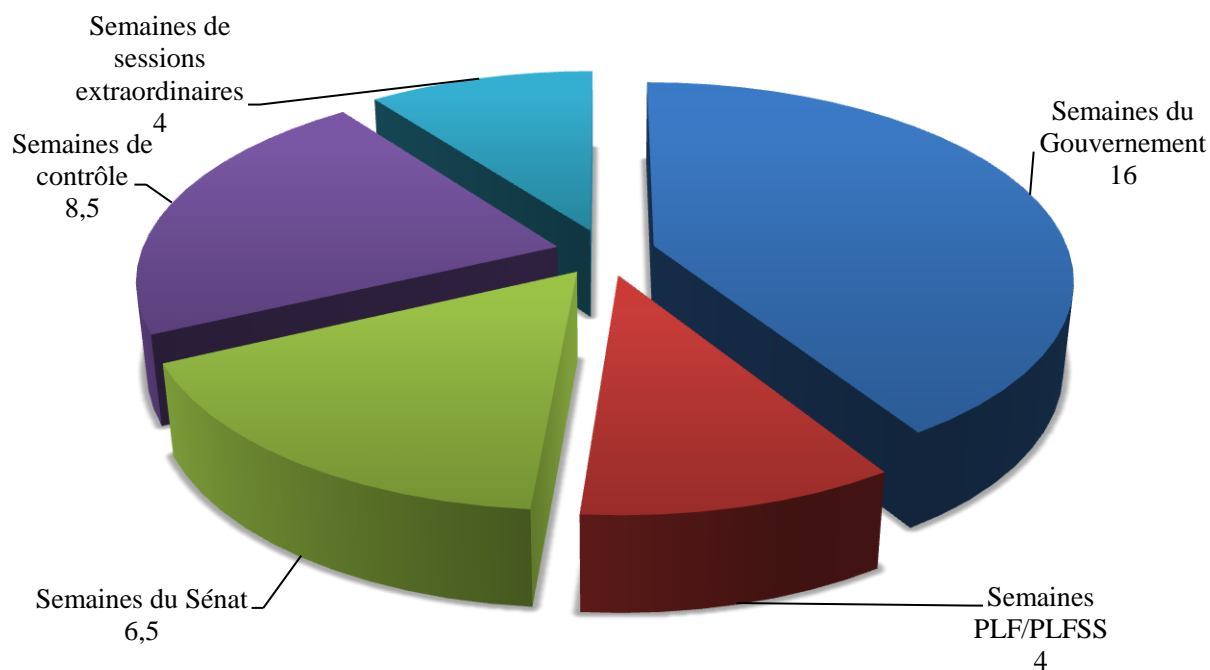
Activité par session



B. RÉPARTITION DES SEMAINES DE SÉANCE ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE SÉNAT

Partage des semaines d'ordre du jour Gouvernement/Sénat en 2019-2020

Semaines de séance publique	2019-2020	2018-2019
Semaines de séance en session ordinaire	35	33
Semaines gouvernementales	20	19
• dont semaines du Gouvernement	16	15
• dont semaines PLF/PLFSS	4	4
Semaines sénatoriales	15	14
• dont semaines sénatoriales de contrôle	8,5	7,5
• dont semaines du Sénat	6,5	6,5
Semaines de séance en sessions extraordinaires	4	5



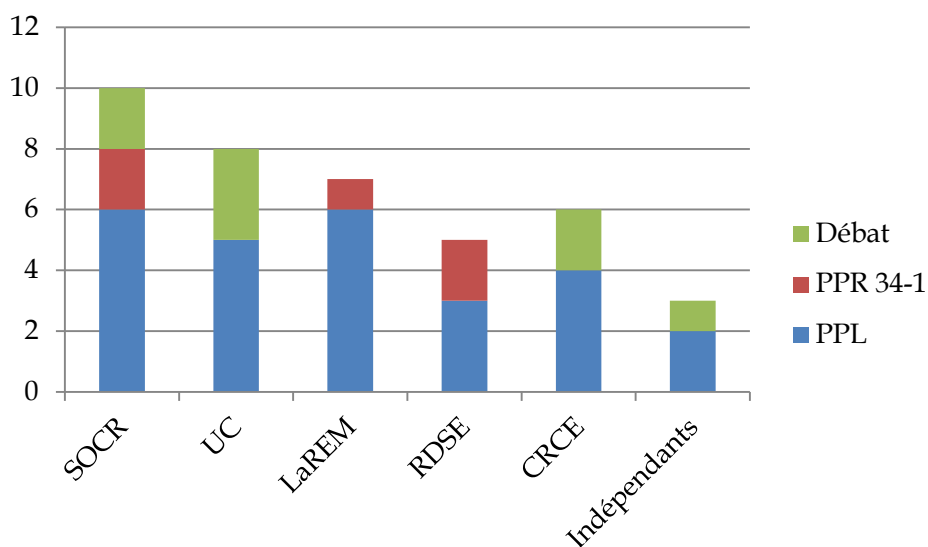
C. ACTIVITÉ DU SÉNAT, HORS ORDRE DU JOUR GOUVERNEMENTAL

1. Ordre du jour des « espaces réservés »

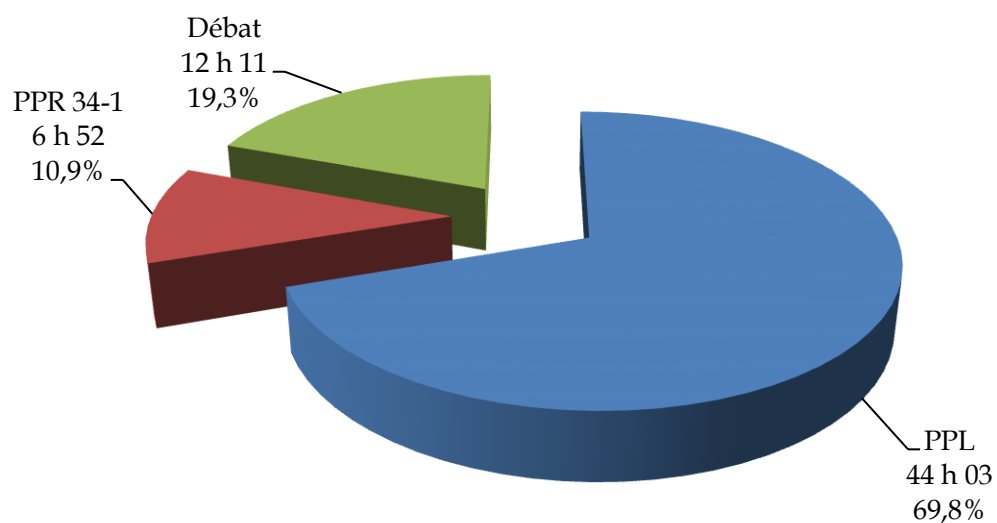
Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort si texte
23.10.2019	SOCR	PPL	Fiscalité de la succession et de la donation	2 h 21	Adoption
		PPL	Changement d'assurance emprunteur	1 h 20	Adoption
24.10.2019	LaREM	PPL et PPLO	Clarification de dispositions du droit électoral (<i>deuxième lecture</i>)	1 h 01	Adoption définitive
		PPL	Statut de citoyen sauveteur	0 h 54	Adoption
20.11.2019	CRCE	Débat	« Pour répondre à l'urgence climatique par le développement ferroviaire : promovons les auto-trains et les intercités de nuit »	1 h 24	-
		PPL	Délégations parlementaires aux droits des enfants	2 h 05	Rejet
21.11.2019	Les Indépendants	PPL	Sites naturels et culturels patrimoniaux	1 h 20	Adoption
11.12.2019	UC	Débat	« Quelle politique énergétique pour la France ? Quelle place pour EDF ? »	1 h 34	-
		PPL	Usages dangereux du protoxyde d'azote	1 h 54	Adoption
12.12.2019	RDSE	PPR 34-1	Résilience alimentaire des territoires et sécurité nationale	1 h 21	Rejet
		PPL	Prévention du suicide des agriculteurs	1 h 38	Renvoi en commission
15.01.2020	SOCR	PPL	Réformer le régime des catastrophes naturelles	2 h 34	Adoption
		PPL	Droits sociaux des travailleurs numériques	1 h 19	Rejet
16.01.2020	UC	PPL	Créer un droit à l'erreur des collectivités locales	1 h 22	Adoption
		PPL	Déclaration de naissance au lieu de résidence des parents	1 h 25	Adoption
05.02.2020	LaREM	PPR 34-1	Enfants franco-japonais	1 h 08	Adoption
		PPL	Sécurité sanitaire	2 h 02	Adoption
06.02.2020	CRCE	Débat	« L'organisation d'un référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris est-elle une exigence démocratique ? »	1 h 26	-
		PPL	Accès à l'énergie et lutte contre la précarité énergétique	2 h 07	Rejet
06.02.2020	Les Indépendants	Débat	« Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ? »	1 h 30	-
		PPL	Propagande électorale	1 h 56	Adoption

Date	Groupe	Type de sujet	Sujet	Durée	Sort si texte
27.05.2020	UC	Débat	« La crise du Covid-19 : révélateur de la dimension cruciale du numérique dans notre société : quels enseignements et quelles actions ? »	1 h 32	-
		Débat	« La crise du Covid-19 : relocalisation des productions stratégiques pour assurer notre souveraineté. Lesquelles, où, comment ? »	1 h 36	-
28.05.2020	RDSE	PPL	Mineurs vulnérables sur le territoire français	3 h 19	Adoption
28.05.2020	SOCR	Débat	« Les conditions de la reconstruction du pacte social national dans le cadre de la sortie de la crise sanitaire »	1 h 29	-
		PPL	Rendre effectif et renforcer le plafonnement des frais bancaires	2 h 32	Adoption
03.06.2020	SOCR	Débat	« Quelles nouvelles politiques publiques à destination de la jeunesse afin d'aider ces publics particulièrement exposés dans la prise en charge des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire actuelle ? »	1 h 35	-
		PPR 34-1	Mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital	1 h 17	Rejet
04.06.2020	CRCE	PPL	Statut des travailleurs des plateformes numériques	2 h 06	Rejet
		PPL	Efficacité des aides personnelles au logement	1 h 45	Adoption
04.06.2020	UC	PPL	Démarchage téléphonique et lutte contre les appels frauduleux (<i>deuxième lecture</i>)	2 h 25	Adoption
		PPL	Création de Points d'accueil pour soins immédiats	1 h 33	Rejet
24.06.2020	RDSE	PPR 34-1	Assurance récolte	1 h 23	Adoption
		PPL	Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme	1 h 03	Adoption définitive
25.06.2020	SOCR	PPR 34-1	Pour une nouvelle ère de la décentralisation	1 h 40	Adoption
		PPL	Création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19	1 h 44	Rejet
25.06.2020	LaREM	PPL	Statut de citoyen sauveteur (<i>deuxième lecture</i>)	0 h 48	Adoption définitive
		PPL	Exploitation commerciale de l'image d'enfants sur les plateformes en ligne	1 h 18	Adoption

Répartition par nature de sujet selon l'auteur de l'inscription



Répartition horaire par catégorie de sujets des points inscrits à l'ordre du jour



2. Ordre du jour des semaines sénatoriales de contrôle de l'action du Gouvernement et d'évaluation des politiques publiques¹

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
Première semaine de contrôle					
01.10.2019	Débat	La régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux et les conséquences en termes de qualité et de protection du consommateur de produits importés qui ne correspondent pas aux normes françaises	-	Groupe Les Républicains	1 h 32
	PPL	Adoption de règlements locaux de publicité intercommunaux	M. Serge BABARY	Groupe Les Républicains	0 h 47
	PPL	Entraves à des libertés, à des événements et activités légales	M. Jean-Noël CARDOUX	Groupe Les Républicains	2 h 22
02.10.2019	Sujet d'ordre interne	Hommage au Président Jacques Chirac	-	Président du Senat	0 h 23
	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 21
	Débat	Conclusions du rapport d'information : « Sécurité des ponts : éviter un drame »	-	Commission de l'aménagement du territoire	1 h 16
	Débat	L'intelligence artificielle : enjeux politiques, stratégiques et économiques	-	Groupe RDSE	1 h 29
03.10.2019	Débat	Conclusions du rapport d'information : « Adapter la France aux dérèglements climatiques à l'horizon 2050 : urgence déclarée »	-	Délégation à la prospective	1 h 40
	Débat	Conclusions du rapport d'information : « Violences sexuelles sur mineurs en institutions : pouvoir confier ses enfants en toute sécurité »	-	Mission d'information	1 h 35
	Débat	La santé en Guyane	-	Commission des affaires sociales	1 h 20

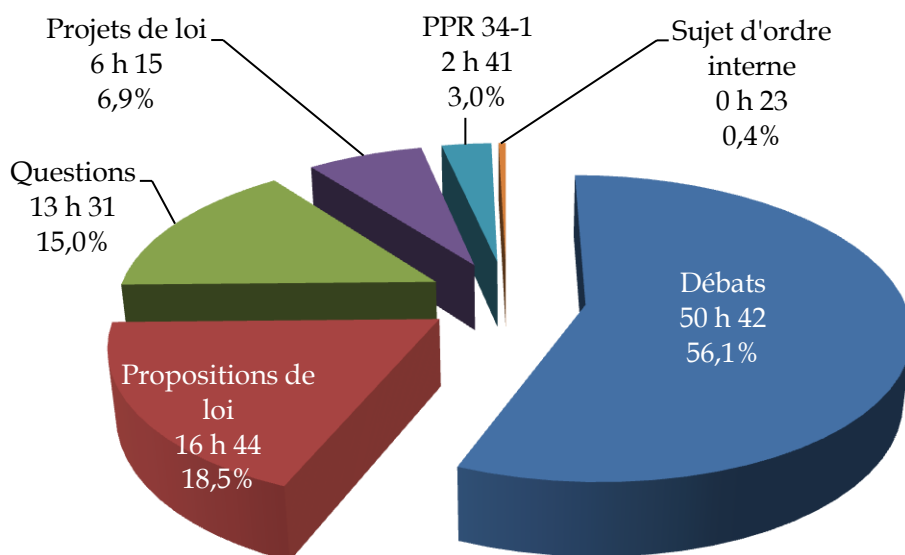
¹ Hors espaces réservés.

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
Deuxième semaine de contrôle					
29.10.2019	PPL	Service public de l'éducation et neutralité religieuse	Mme Jacqueline EUSTACHE-BRINIO	Groupe Les Républicains	4 h 41
	Débat	Assistons-nous au recul de l'État de droit en France ?	-	Groupe SOCR	1 h 13
	Débat	La politique sportive	-	Groupe Les Républicains	1 h 34
	Débat	Conclusions du rapport : « Catastrophes climatiques. Mieux prévenir, mieux reconstruire »	-	Mission d'information	1 h 34
30.10.2019	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 08
	Débat	Donner des armes à l'acier français - Accompagner la mutation d'une filière stratégique	-	Mission d'information	1 h 26
	Débat	Quel avenir pour l'enseignement agricole ?	-	Groupe CRCE	1 h 33
	PPR 34-1	Violations des droits humains au Venezuela	M. Olivier CADIC	Groupe UC	1 h 17
Troisième semaine de contrôle					
18.11.2019	PJL	Projet de loi de finances rectificative pour 2019	Gouvernement	Gouvernement	2 h 55
19.11.2019	Débat	Conclusions du rapport : « La gratuité totale des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? »	-	Mission d'information	1 h 28
	Débat	Bilan et perspectives de la compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations »	-	Groupe RDSE	1 h 25
	PPL	Carte Vitale biométrique	M. Philippe MOUILLER	Groupe Les Républicains	1 h 50
20.11.2019	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 17
Quatrième semaine de contrôle					
07.01.2020	Débat	L'avenir des Transports express régionaux (TER)	-	Groupe Les Républicains	1 h 21
	Débat	Le plan d'action en faveur des territoires ruraux	-	Groupe Les Républicains	1 h 31
	Débat	La réforme des retraites	-	Commission des affaires sociales	2 h 01
	Débat	Conclusions du rapport d'information « Sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision »	-	Mission d'information	1 h 15

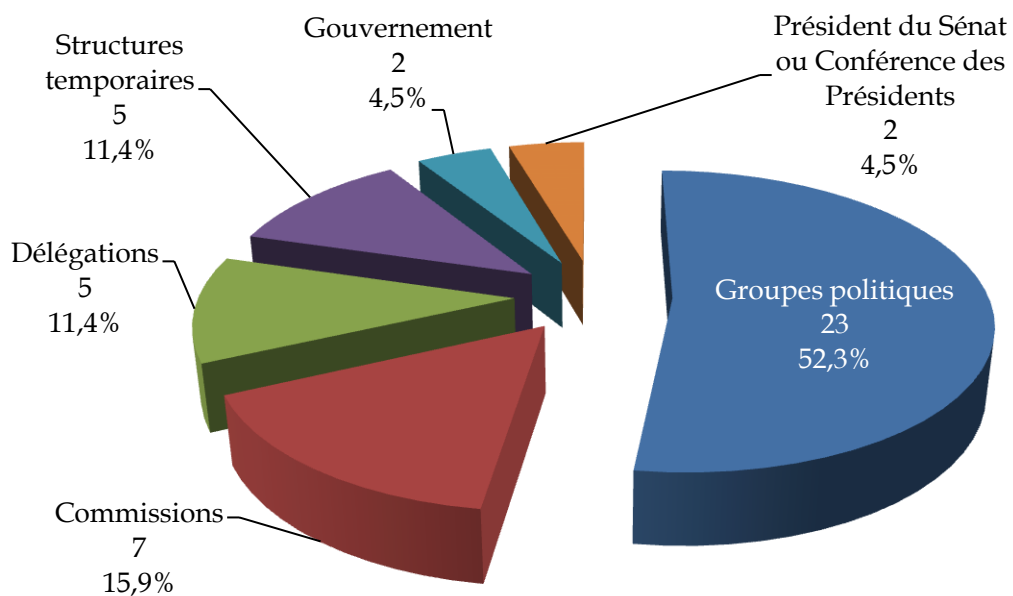
Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
08.01.2020	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 17
	PPR 34-1	Violences faites aux femmes en situation de handicap	Mme Annick BILLON, M. Roland COURTEAU, Mmes Chantal DESEYNE, Françoise LABORDE et Dominique VÉRIEN	Délégation aux droits des femmes	1 h 24
	Débat	La laïcité, garante de l'unité nationale	-	Groupe RDSE	1 h 35
	Débat	La pédopsychiatrie en France	-	Groupe CRCE	1 h 30
09.01.2020	Débat	Conclusions du rapport d'information « Demain les robots : vers une transformation des emplois de service »	-	Délégation à la prospective	1 h 31
Cinquième semaine de contrôle					
18.02.2020	Questions	Questions orales	-	-	3 h 08
	Débat	La politique familiale	-	Groupe Les Républicains	1 h 31
	Débat	L'irresponsabilité pénale »	-	Groupe UC	1 h 16
	Débat	Les risques naturels majeurs outre-mer	-	Délégation aux outre-mer	1 h 38
	Débat	Quelle doctrine d'emploi de la police et de la gendarmerie dans le cadre du maintien de l'ordre ?	-	Groupe CRCE	1 h 45
19.02.2020	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 14
	PPL	Libre choix du consommateur dans le cyberspace	Mme Sophie PRIMAS	Commission des affaires économiques	2 h 40
20.02.2020	Débat	L'action du Gouvernement en faveur de l'agriculture	-	Groupe Les Républicains	1 h 35
	Débat	La politique spatiale de l'Union européenne	-	Commission des affaires Européennes	1 h 28
Sixième semaine de contrôle					
25.03.2020	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 04
Septième semaine de contrôle					
15.04.2020	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 53

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
Huitième semaine de contrôle					
19.05.2020	Débat	Les perspectives de la saison estivale, notamment pour les activités touristiques et culturelles, au regard de la situation liée à l'épidémie	-	Groupe Les Républicains	1 h 37
	Débat	Les modalités de réouverture des établissements d'enseignement ainsi que les conditions d'organisation des concours et examens et de préparation de la prochaine rentrée scolaire	-	Commission de la culture	1 h 33
	PPL	Français établis hors de France	M. Bruno RETAILLEAU	Groupe Les Républicains	4 h 23
20.05.2020	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 58
Neuvième semaine de contrôle					
22.06.2020	PJL	Organiser la sortie de l'état d'urgence sanitaire	Gouvernement	Gouvernement	3 h 20
23.06.2020	Débat	La situation du logement et du bâtiment	-	Groupe Les Républicains	1 h 43
	Débat	Le bilan de l'application des lois	-	Conférence des Présidents	1 h 32
	Débat européen	Débat consécutif au Conseil européen des 18 et 19 juin 2020	-	Commission des affaires européennes	2 h 06
24.06.2020	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 11
	Débat	Quelle réponse de la France au projet d'annexion de la vallée du Jourdain par l'État d'Israël ?	-	Groupe CRCE	1 h 31
25.06.2020	Débat	Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ?	-	Délégation aux Entreprises	1 h 38

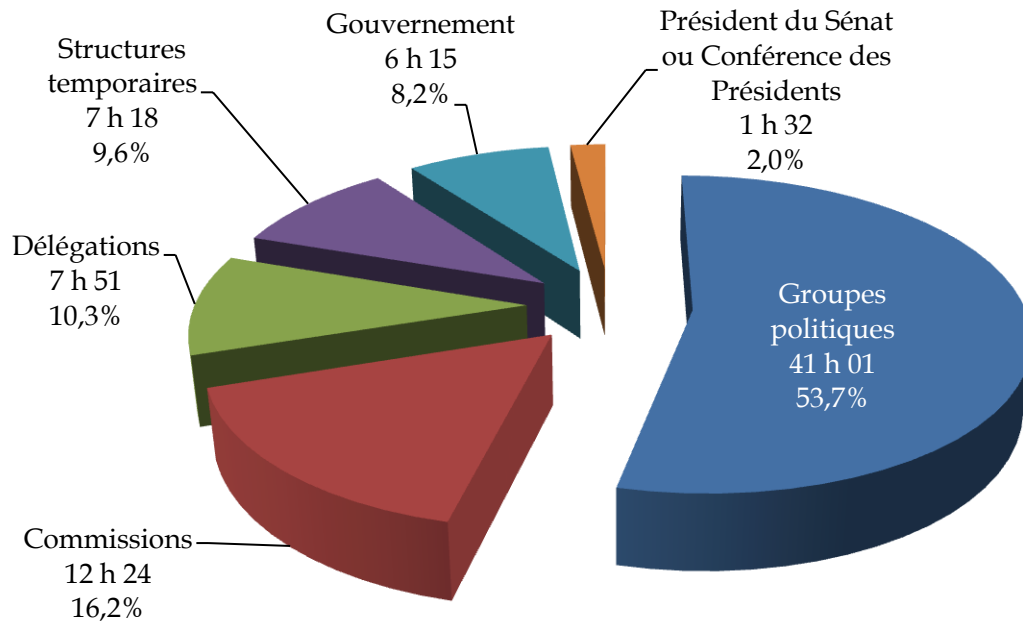
Semaines de contrôle 2019-2020
Répartition du temps de séance selon la nature des sujets
(hors espaces réservés)



Semaines de contrôle 2019-2020
Répartition des sujets par auteur de la demande d'inscription
(hors espaces réservés et hors questions)



Semaines de contrôle 2019-2020
Répartition des heures de séance par groupe auteur de la demande d'inscription
(hors espaces réservés et hors questions)



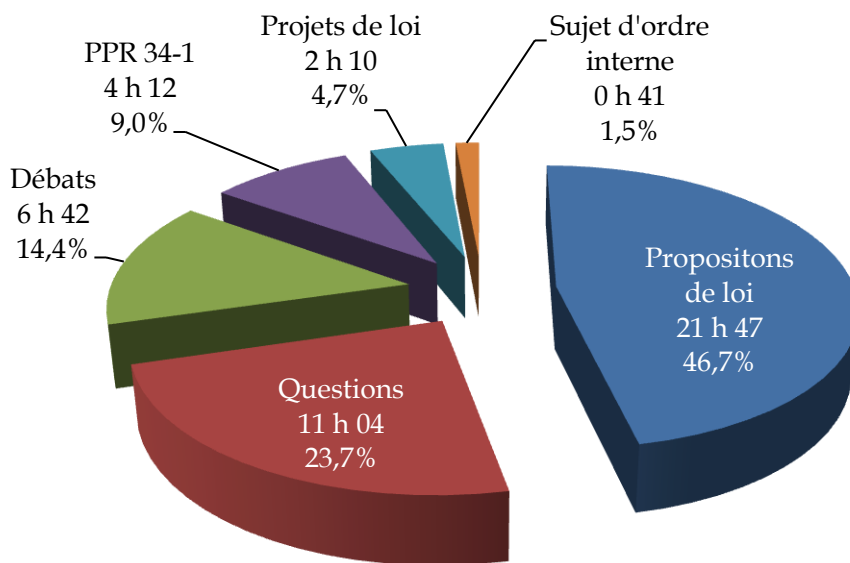
3. Ordre du jour des semaines d'initiative sénatoriale¹

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
Première semaine d'initiative					
22.10.2019	PJL	Engagement et proximité (<i>Explications de vote et vote solennel</i>)	Gouvernement	Gouvernement	1 h 03
	PPR 34-1	Offensive militaire au nord-est de la Syrie	MM. Bruno RETAILLEAU, Patrick KANNER, Christian CAMBON et Rémi FÉRAUD	Groupe Les Républicains	1 h 29
	PPL	Renforcer l'encadrement des rave-parties	Mme Pascale BORIES	Groupe Les Républicains	2 h 26
	Débat	À la suite du Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019	-	Commission des affaires européennes	2 h 11
23.10.2019	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 13
	PPL	Fondation du patrimoine	Mme Dominique VÉRIEN	Commission de la culture	1 h 02
	PPL	Modernisation de la régulation du marché de l'art	Mme Catherine MORIN-DESAILLY	Commission des lois	1 h 51
24.10.2019	PPR 34-1	Pouvoir de dérogation aux normes attribué aux préfets	MM. Jean-Marie BOCKEL et Mathieu DARNAUD	Délégation aux collectivités territoriales	1 h 11
Deuxième semaine d'initiative					
11.12.2019	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 20
12.12.2019	Débat	La situation et le rôle de l'OTAN et la place de la France en son sein	-	Groupe CRCE	1 h 28
Troisième semaine d'initiative					
14.01.2020	Questions	Questions orales	-	-	3 h 16
	PPL	Mitage des espaces forestiers en Île-de-France	Assemblée nationale	Commission des affaires économiques	0 h 47
	PPR 34-1	Barrière écologique aux frontières	MM. Jean-François HUSSON et Bruno RETAILLEAU	Groupe Les Républicains	1 h 31
	PPL	Préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises	M. Daniel GREMILLET	Commission des affaires économiques	1 h 57
15.01.2020	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 15

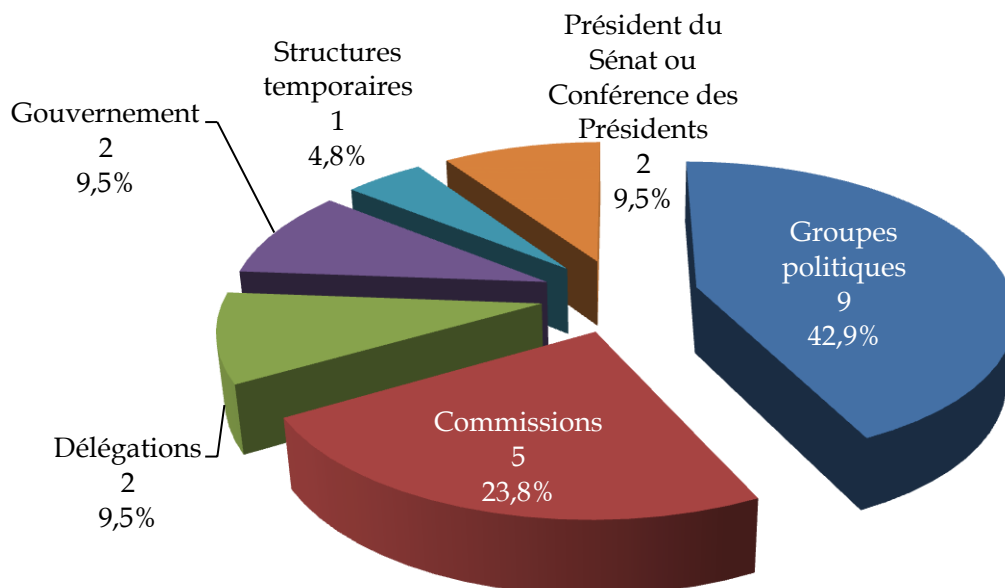
¹ Hors espaces réservés.

Date de séance	Type de débat	Sujet	Auteur	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
Quatrième semaine d'initiative					
04.02.2020	PJL	Bioéthique (<i>Explications de vote et vote solennel</i>)	Gouvernement	Gouvernement	1 h 07
	PPL	Améliorer les droits des usagers des transports en cas de grève	M. Bruno RETAILLEAU	Groupe Les Républicains	4 h 18
05.02.2020	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	1 h 14
Cinquième semaine d'initiative					
01.04.2020	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 54
Sixième semaine d'initiative					
29.04.2020	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 59
Septième semaine d'initiative					
02.06.2020	PPL	Soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure	MM. Jean-François HUSSON, Vincent SEGOUIN et Mme Catherine DUMAS	Groupe Les Républicains	2 h 00
	PPL	Procurations électorales	M. Cédric PERRIN	Groupe Les Républicains	3 h 12
03.06.2020	Questions	Questions d'actualité au Gouvernement	-	-	0 h 53
Huitième semaine d'initiative					
29.06.2020	PPL	Revalorisation des pensions de retraite agricoles (<i>Deuxième lecture</i>)	Assemblée nationale	Groupe CRCE	1 h 51
30.06.2020	Hommage	Éloge funèbre d'Alain BERTRAND	-	Conférence des Présidents	0 h 20
	Débat	Débat « Vers une alimentation durable »	-	Délégation sénatoriale à la prospective	1 h 34
	PPR commission d'enquête	Évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies	M. Gérard LARCHER, Président du Sénat	Président du Sénat	0 h 21
	PPL	Création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger	M. Ronan LE GLEUT	Groupe Les Républicains	2 h 19
	Débat	Débat Conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen	-	Commission d'enquête Incendie Lubrizol	1 h 27

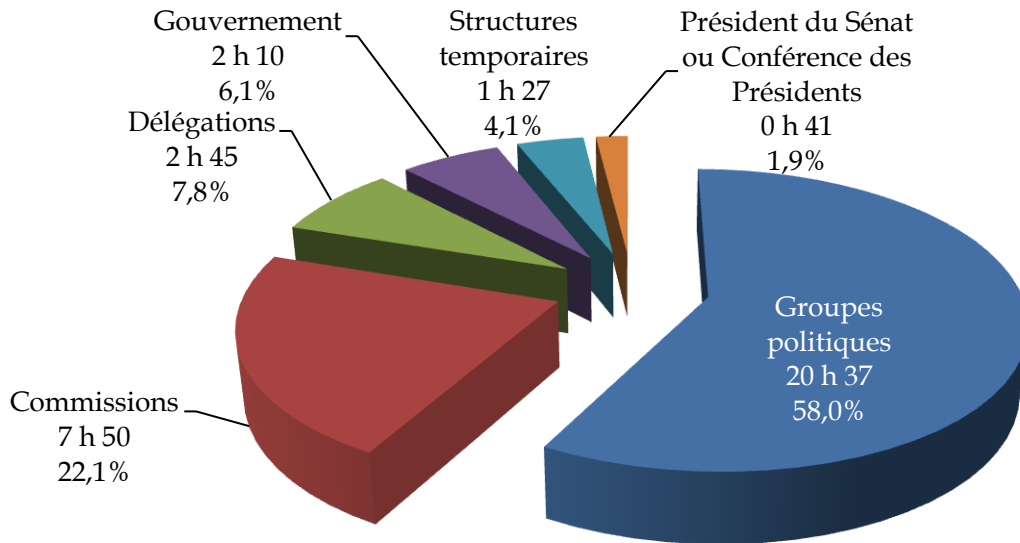
Semaines d'initiative 2019-2020 Répartition du temps de séance selon la nature des sujets



Semaines du Sénat 2019-2020 Répartition du nombre d'inscriptions à l'ordre du jour par auteur de la demande (hors questions)



Semaines du Sénat 2019-2020
Répartition des heures de séance par groupe auteur de la demande d'inscription
(hors questions)



4. Ordre du jour à l'initiative du Sénat dans les semaines réservées au Gouvernement

Date de séance	Type de débat	Sujet	Premier signataire	Auteur de la demande d'inscription	Temps de séance
08.10.2019	Sujet d'ordre interne	Éloge funèbre de Philippe MADRELLE	-	Conférence des Présidents	0 h 23
10.10.2019	PPR commission d'enquête	Conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen	Ensemble des présidents de groupe et de commission	Président du Senat	0 h 20
04.03.2020	Débat	Dépôt du rapport public annuel de la Cour des comptes pour 2019	-	Conférence des Présidents	2 h 07
27.05.2020	Débat	La crise du Covid-19 : révélateur de la dimension cruciale du numérique dans notre société. Quels enseignements et quelles actions ?	-	Groupe UC	1 h 32
	Débat	La crise du Covid-19 : relocalisation des productions stratégiques pour assurer notre souveraineté. Lesquelles, où, comment ?	-	Groupe UC	1 h 36
28.05.2020	PPL	Mineurs vulnérables sur le territoire français	Mme Josiane COSTES	Groupe RDSE	3 h 19
	PPL	Rendre effectif et renforcer le plafonnement des frais bancaires	M. Patrick KANNER	Groupe SOCR	2 h 32
	Débat	Les conditions de la reconstruction du pacte social national dans le cadre de la sortie de la crise sanitaire	-	Groupe SOCR	1 h 29

5. « Superpriorité » gouvernementale¹

Date de la séance	Semaine	Sujet	Auteur	Temps de séance
Année parlementaire 2019-2020				
18.11.2019	Contrôle	PLFR pour 2019	Gouvernement	2 h 54

¹ Examen dans les semaines réservées au Sénat des projets de loi de finances, des projets de loi de financement de la sécurité sociale, ainsi que, hors des semaines réservées au contrôle, des textes transmis depuis six semaines au moins, des projets de loi relatifs aux états de crise et des demandes d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger (article 48, alinéa 3 de la Constitution).

6. Discussion immédiate

a) Demande

Date de la demande de discussion immédiate	Texte inscrit en discussion immédiate	Origine de la demande	Durée de discussion	Position du Gouvernement	Décision du Sénat
<u>Année parlementaire 2019-2020</u>					
Néant					

b) Discussion

Date de la demande de discussion immédiate	Texte inscrit en discussion immédiate	Demande de discussion immédiate	Durée de discussion	Position du Gouvernement	Décision du Sénat
<u>Année parlementaire 2019-2020</u>					
Néant					

D. MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE¹

Date	Objet	Durée
<u>Année parlementaire 2019-2020</u>		
Néant		

¹ Depuis la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, l'article 18 de la Constitution dispose que le Président de la République « peut prendre la parole devant le Parlement réuni à cet effet en Congrès. Sa déclaration peut donner lieu, hors sa présence, à un débat qui ne fait l'objet d'aucun vote. » Avant 2008, le Président de la République ne pouvait adresser que des messages écrits au Parlement. Cette faculté a été utilisée pour la première fois par M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, le 22 juin 2009 à 15 heures.

E. RÉPARTITION DU TEMPS DE PAROLE EN SÉANCE PUBLIQUE

	Session ordinaire	Session extraordinaire	Année parlementaire
Gouvernement	25,5 %	22,3 %	25,1 %
Commissions	15,7 %	14,9 %	15,6 %
Non pris en compte et intervenants divers	0,1 %	-	0,1 %
Sénateurs	58,6 %	62,6 %	59,1 %
<i>dont groupe Les Républicains</i>	15,5 %	13,1 %	15,1 %
<i>dont groupe socialiste et républicain</i>	13,5 %	14,4 %	13,6 %
<i>dont groupe UC</i>	7,4 %	8,3 %	7,6 %
<i>dont groupe LaREM</i>	4,6 %	4,2 %	4,5 %
<i>dont groupe du RDSE</i>	5,5 %	7,9 %	5,8 %
<i>dont groupe CRCE</i>	7,9 %	11,1 %	8,3 %
<i>dont groupe Les Indépendants</i>	3,6 %	3,4 %	3,6 %
<i>dont NI</i>	0,6 %	0,2 %	0,6 %

II. ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT

A. PROJETS DE LOI DÉPOSÉS EN PREMIER LIEU SUR LE BUREAU DU SÉNAT

**Les 41 projets de loi
(hors conventions internationales)
déposés en premier lieu sur le Bureau du Sénat
au cours de l'année parlementaire 2019-2020**

** Textes examinés en séance publique par le Sénat en 2019-2020*

Date de dépôt	Projet de loi
02.10.2019	ratifiant l'ordonnance n° 2019-741 du 17 juillet 2019 portant extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna de diverses dispositions du code monétaire et financier issues de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises
02.10.2019	ratifiant l'ordonnance n° 2019-724 du 10 juillet 2019 relative à l'expérimentation de la dématérialisation des actes de l'état civil établis par le ministère des affaires étrangères
09.10.2019	ratifiant l'ordonnance n° 2019-761 du 24 juillet 2019 relative au régulateur des redevances aéroportuaires
09.10.2019	ratifiant l'ordonnance n° 2019-770 du 17 juillet 2019 relative à la partie législative du livre VIII du code de la construction et de l'habitation
09.10.2019	ratifiant l'ordonnance n° 2019-784 du 24 juillet 2019 modifiant les dispositions du code minier relatives à l'octroi et à la prolongation des titres d'exploration et d'exploitation des gîtes géothermiques
07.11.2019	ratifiant l'ordonnance n° 2019-738 du 17 juillet 2019 prise en application de l'article 28 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et portant diverses dispositions relatives au divorce et à la séparation de corps par consentement mutuel et en matière de protection juridique des majeurs
07.11.2019	ratifiant l'ordonnance n° 2019-848 du 21 août 2019 portant extension du code de commerce aux îles Wallis et Futuna
13.11.2019	modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet*
13.11.2019	organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution*
06.01.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2019-964 du 18 septembre 2019 prise en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice
15.01.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2019-1110 du 30 octobre 2019 portant adaptation du livre II du code rural et de la pêche maritime au droit de l'Union européenne
15.01.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2019-1101 du 30 octobre 2019 portant réforme du droit de la copropriété des immeubles bâtis
29.01.2020	relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée*

Date de dépôt	Projet de loi
05.02.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2019-1170 du 13 novembre 2019 relative au régime juridique du schéma d'aménagement régional
05.02.2020	d'accélération et de simplification de l'action publique*
12.02.2020	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière*
26.02.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2019-1335 du 11 décembre 2019 portant dispositions relatives à l'outre-mer du code de la défense et l'ordonnance n° 2020-7 du 6 janvier 2020 relative à la prise en compte des besoins de la défense nationale en matière de participation et de consultation du public, d'accès à l'information et d'urbanisme
18.03.2020	d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19*
18.03.2020	organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19*
15.04.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2020-307 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des mandats des conseillers consulaires et des délégués consulaires et aux modalités d'organisation du scrutin
02.05.2020	prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions*
13.05.2020	ratifiant diverses ordonnances prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 en matière de collectivités territoriales et de logement
13.05.2020	ratifiant diverses ordonnances pour faire face à l'épidémie de covid-19 en matière de responsabilité des comptables publics, d'adaptation du droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives et d'organisation des congés dans la fonction publique de l'État et la fonction publique territoriale
13.05.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2020-329 du 25 mars 2020 portant maintien en fonction des membres des conseils d'administration des caisses locales et de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole
13.05.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19
13.05.2020	ratifiant diverses ordonnances prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 en matière électorale, d'urgence sanitaire et de trêve des expulsions dans les collectivités d'outre-mer
27.05.2020	organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles*
03.06.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 fixant des délais particuliers applicables en matière d'urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d'urgence sanitaire
03.06.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 visant à adapter le fonctionnement des institutions locales et l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux à la prolongation de l'état d'urgence sanitaire dans le cadre de l'épidémie de covid-19
24.06.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2020-234 du 11 mars 2020 modifiant le champ d'application du permis d'armement et du régime des fouilles de sûreté des navires
07.07.2020	organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental*

Date de dépôt	Projet de loi
15.07.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2020-638 du 27 mai 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 et l'ordonnance n° 2020-737 du 17 juin 2020 modifiant les délais applicables à diverses procédures en matière sociale et sanitaire afin de faire face aux conséquences de la propagation de l'épidémie de covid-19
22.07.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2020-777 du 24 juin 2020 relative à l'adaptation, pour la saison 2019/2020, du régime applicable aux contrats des sportifs et entraîneurs professionnels salariés
22.07.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2020-770 du 24 juin 2020 relative à l'adaptation du taux horaire de l'allocation d'activité partielle
22.07.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2020-599 du 20 mai 2020 portant mise en œuvre de la convention sur le travail dans la pêche et d'amendements à la convention du travail maritime
29.07.2020	organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution
03.09.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2020-701 du 10 juin 2020 relative à la surveillance du marché des véhicules à moteur et l'ordonnance n° 2020-700 du 10 juin 2020 relative à la surveillance des émissions des gaz polluants et des particules polluantes des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers
03.09.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2019-1169 du 13 novembre 2019 relative aux marques de produits ou de services et l'ordonnance n° 2020-116 du 12 février 2020 portant création d'un droit d'opposition aux brevets d'invention
09.09.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020 relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale et l'ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicable aux documents d'urbanisme
16.09.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2020-773 du 24 juin 2020 relative aux fourrières automobiles
28.09.2020	ratifiant l'ordonnance n° 2020-866 du 15 juillet 2020 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de l'énergie et du climat

B. TEXTES ADOPTÉS PAR LE SÉNAT

1. Bilan législatif

a) Projets et propositions de loi déposés

Sessions	Projets de loi déposés			Propositions de loi		
	Déposés en 1 ^{er} lieu		Total	Déposées en 1 ^{er} lieu		Total
	À l'AN	Au Sénat		À l'AN	Au Sénat	
Session ordinaire	39	30	69	435	130	565
Sessions extraordinaires	8	11	19	98	36	134
TOTAL	47	41	88	533	166	699

b) Projets et propositions de loi définitivement adoptés (42)¹ (Hors conventions)

Sessions	Lois issues de projets de loi déposés			Lois issues de propositions de loi déposées		
	au Sénat	à l'AN	TOTAL	au Sénat	à l'AN	TOTAL
Session ordinaire	11	7	18	4	9	13
Sessions extraordinaires	1	5	6	-	5	5
TOTAL	12	12	24	4	14	18

¹ 14 conventions définitivement adoptées soit un total de 56 textes définitivement adoptés.

c) Projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales examinées au Sénat (16)

Dates	Procédure simplifiée		Procédure normale			Total conventions examinées	
	nombre	durée	nombre	durée	orateurs ¹	nombre	durée
17.10.19	2	0 h 02	1	1 h 08	8	3	1 h 10
18.12.19	2	0 h 03	-	-	-	2	0 h 03
30.01.20	2	0 h 02	2	1 h 51	15	4	1 h 53
04.03.20	4	0 h 05	-	-	-	4	0 h 05
22.07.20	2	0 h 02	1	0 h 53	7	3	0 h 55
Total	12	0 h 14	4	3 h 52	30	16	4 h 06

Liste des conventions examinées par le Sénat au cours de l'année parlementaire 2019-2020

Dépôt	Date d'examen	Convention	Procédure
<u>Session ordinaire</u>			
AN	17.10.19	autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti relatif aux compétences de la prévôté sur le territoire de la République de Djibouti*	Simplifiée
AN	17.10.19	autorisant l'approbation du protocole d'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers*	Simplifiée
S	17.10.19	autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord*	Normale
S	18.12.19	autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale et de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger	Simplifiée
AN	18.12.19	autorisant la ratification de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part*	Simplifiée

¹ Hors Gouvernement et commissions.

Dépôt	Date d'examen	Convention	Procédure
AN	30.01.20	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie relatif aux services aériens, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica relatif aux services aériens et de l'accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mozambique*	Simplifiée
AN	30.01.20	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad relatif aux services aériens et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Angola relatif aux services aériens*	Simplifiée
AN	30.01.20	autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale et de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso	Normale
AN	30.01.20	autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 15 avril 1999 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu	Normale
S	04.03.20	autorisant la ratification du deuxième protocole additionnel à la convention européenne d'extradition, du troisième protocole additionnel à la convention européenne d'extradition et du quatrième protocole additionnel à la convention européenne d'extradition	Simplifiée
S	04.03.20	autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil Fédéral suisse relative à la reconnaissance réciproque des poinçons officiels apposés sur les ouvrages en métaux précieux et les ouvrages multimétaux	Simplifiée
AN	04.03.20	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif aux modalités de financement des infrastructures et de l'acquisition des outils de formation dans le cadre de la coopération franco-allemande dans le domaine du transport tactique aérien*	Simplifiée

Dépôt	Date d'examen	Convention	Procédure
S	04.03.20	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan sur l'octroi de l'autorisation d'exercer une activité professionnelle aux membres de la famille des agents des représentations diplomatiques ou des postes consulaires et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'emploi des personnes à charge des agents officiels	Simplifiée
<u>Sessions extraordinaires</u>			
S	22.07.20	autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, la région flamande et la région wallonne relative à l'aménagement de la Lys mitoyenne entre Deûlémont en France et Menin en Belgique	Simplifiée
S	22.07.20	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération bilatérale en matière d'instruction militaire	Simplifiée
S	22.07.20	autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 20 mars 2018 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune	Normale

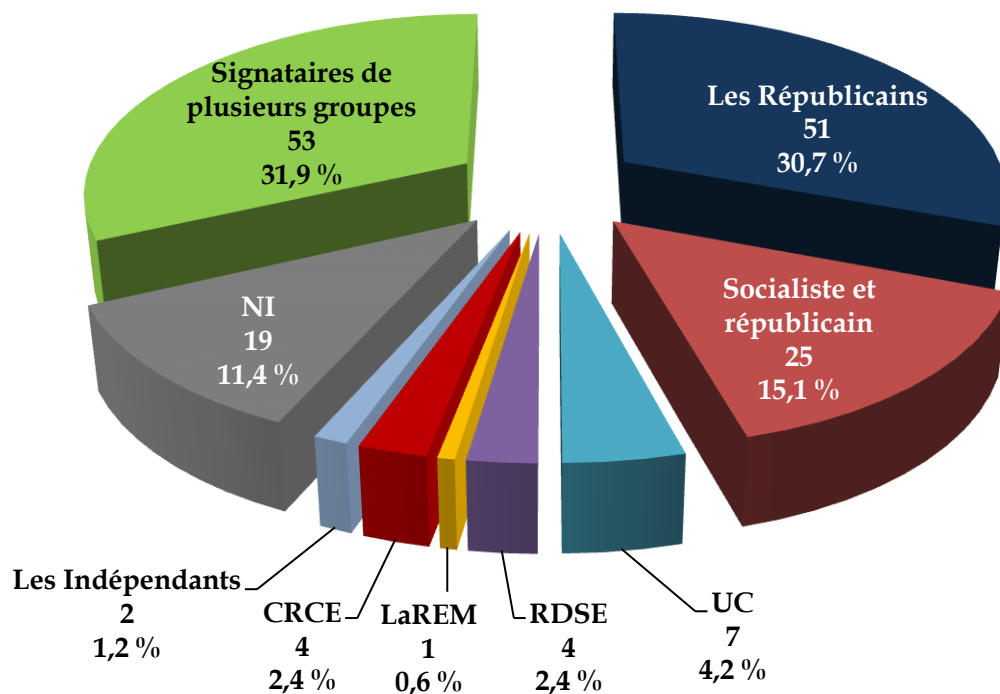
Sur ces 16 projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales examinés au Sénat en 2019-2020, **7 ont été définitivement adoptés par le Parlement** en 2019-2020 (6 déposés à l'Assemblée nationale et 1 déposé au Sénat). Ils sont marqués d'un astérisque dans le tableau ci-dessus.

En tout, ce sont **14 projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales qui ont été adoptés définitivement** pendant l'année 2019-2020.

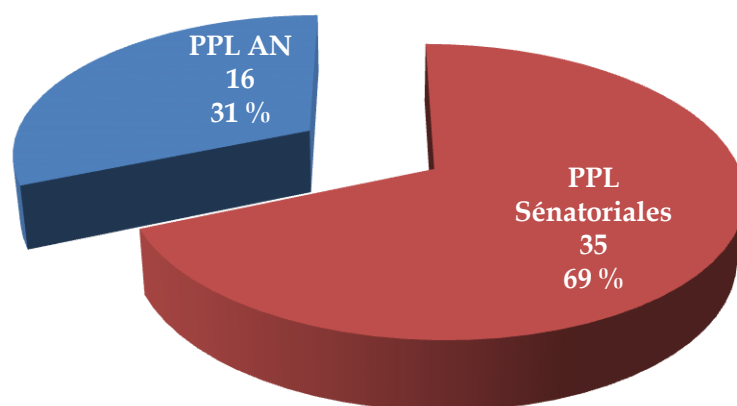
**Propositions de loi adoptées définitivement par le Parlement
en 2019-2020**

SESSION ORDINAIRE											
	Les Républicains	Socialiste et républicain	UC	RDSE	LaREM	CRCE	Les Indépendants	NI	Signataires de plusieurs groupes	TOTAL	PPL AN
PPL adoptées définitivement	1	-	-	-	2	-	-	-	1	4	9
SESSIONS EXTRAORDINAIRES											
PPL adoptées définitivement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0	5

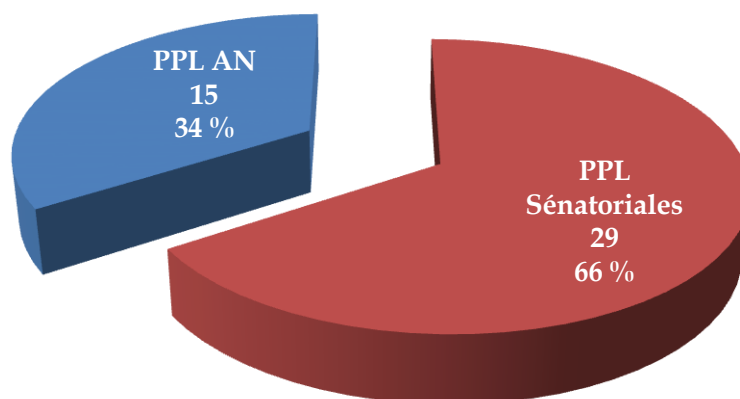
166 propositions de loi déposées au Sénat



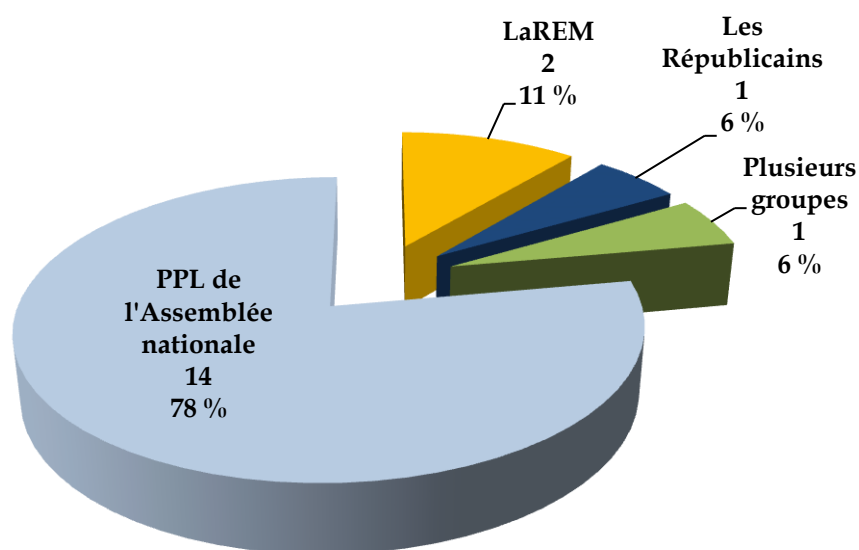
51 propositions de loi examinées par le Sénat



44 propositions de loi adoptées par le Sénat



18 propositions de loi définitivement adoptées



b) Propositions de loi sénatoriales définitivement adoptées (4)

Proposition de loi...	Premiers signataires	Commission saisie	Adoption définitive
<u>Session ordinaire 2019-2020</u>			
Clarification de diverses dispositions du droit électoral	M. Alain RICHARD (LaREM)	Lois	24.10.2019
Clarification de diverses dispositions du droit électoral (PPLO)	M. Alain RICHARD (LaREM)	Lois	24.10.2019
Amélioration de la lisibilité du droit	M. Vincent DELAHAYE et Mme Valérie LÉTARD (UC)	Lois	28.11.2019
Amélioration de l'accès à la prestation de compensation du handicap	M. Alain MILON (Les Républicains)	Affaires sociales	26.02.2020
<u>Sessions extraordinaires 2019-2020</u>			
-			

c) Propositions de loi sénatoriales soumises pour avis au Conseil d'État

Date de la saisine	Texte concerné	Premier signataire	Commission saisie	Suites
<u>Année parlementaire 2019-2020</u>				
22.10.2019	Libre choix du consommateur dans le cyberspace	Mme Sophie PRIMAS (Les Républicains)	Affaires économiques	Avis du 19.12.2019

3. Décisions de rejet émises par le Sénat sur l'ensemble des propositions de loi issues de l'Assemblée nationale et des projets de loi

Total textes rejetés : 8
2 PJJ et 1 PPL AN rejetés en première lecture
4 PJJ rejetés en nouvelle lecture
1 PJJ rejeté en première et nouvelle lectures

Texte en discussion	Auteur	Niveau de lecture	Mode de rejet	Date
<u>Session ordinaire 2019-2020</u>				
PJJ d'orientation des mobilités	Gouvernement	Nouvelle	Question préalable	05.11.2019
PLFSS pour 2020	Gouvernement	Première	Rejet de la troisième partie	14.11.2019
PLF pour 2020	Gouvernement	Nouvelle	Question préalable	18.12.2019
PPL visant à répondre à la demande des patients par la création de Points d'accueil pour soins immédiats	M. Cyrille ISAAC-SIBILLE (MoDem)	Première	Rejet des articles	04.06.2020
<u>Session extraordinaire 2019-2020</u>				
PJJ visant à organiser la sortie de l'état d'urgence sanitaire	Gouvernement	Nouvelle	Question préalable	02.07.2020
PJJ de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019	Gouvernement	Première	Rejet des articles	08.07.2020
PJJ de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019	Gouvernement	Nouvelle	Rejet des articles	22.07.2020
PJJ relatif à la dette sociale et à l'autonomie	Gouvernement	Nouvelle	Question préalable	22.07.2020
PJLO relatif à la dette sociale et à l'autonomie	Gouvernement	Nouvelle	Question préalable	22.07.2020

C. MODALITÉS D'ADOPTION DES TEXTES

1. Commissions spéciales

Date de création	Texte concerné	Initiative	Opposition
<u>Année parlementaire 2019-2020</u>			
16.10.2019	Projet de loi relatif à la bioéthique	Président du Sénat	-
05.02.2020	Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique	Président du Sénat	-

2. Procédures accélérées

a) Procédures accélérées engagées (49)

Date d'engagement de la procédure accélérée	Texte concerné
<u>Session ordinaire 2019-2020</u>	
11.10.2019	PPL (S) visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap
30.10.2019	PJL (AN) ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs
13.11.2019	PJL (AN) ratifiant diverses ordonnances prévues par la loi n° 2018 771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel et portant diverses mesures d'ordre social
13.11.2019	PJL (S) modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet
13.11.2019	PJLO (AN) modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution
20.11.2019	PJL (AN) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes
27.11.2019	PJL (AN) autorisant la ratification de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part
05.12.2019	PJLO (AN) relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique
05.12.2019	PJL (AN) relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique
05.12.2019	PJL (AN) autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire
05.12.2019	PPL (AN) visant à protéger les victimes de violences conjugales
11.12.2019	PJL (AN) autorisant la ratification du protocole portant amendement de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs
11.12.2019	PJL (S) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil Fédéral suisse relative à la reconnaissance réciproque des poinçons officiels apposés sur les ouvrages en métaux précieux et les ouvrages multimétaux
06.01.2020	PJL (AN) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre et de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay relatif à l'emploi rémunéré des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État
06.01.2020	PJL (S) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, la région flamande et la région wallonne relative à l'aménagement de la Lys mitoyenne entre Deûlémont en France et Menin en Belgique
24.01.2020	PJLO (AN) relatif au système universel de retraite

Date d'engagement de la procédure accélérée	Texte concerné
24.01.2020	PJJL (AN) instituant un système universel de retraite
24.01.2020	PJJL (S) autorisant la ratification des deuxième, troisième et quatrième protocoles additionnels à la convention européenne d'extradition
29.01.2020	PJJL (S) relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée
05.02.2020	PJJL (S) d'accélération et de simplification de l'action publique
12.02.2020	PJJL (S) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière
12.02.2020	PJJL (S) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan sur l'octroi de l'autorisation d'exercer une activité professionnelle aux membres de la famille des agents des représentations diplomatiques ou des postes consulaires et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'emploi des personnes à charge des agents officiels
18.03.2020	PJJLO (S) d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19
18.03.2020	PJJL (S) d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19
18.03.2020	Première lettre rectificative au PJJL (S) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière
02.05.2020	PJJL (S) prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions
02.05.2020	PJJL (AN) de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019
07.05.2020	PJJL (AN) portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19
19.05.2020	PPL (AN) permettant le don de congés payés sous forme de chèques-vacances aux membres du secteur médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19
27.05.2020	PJJLO (AN) relatif à la dette sociale et à l'autonomie
27.05.2020	PJJL (AN) relatif à la dette sociale et à l'autonomie
27.05.2020	PJJLO (S) portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles
27.05.2020	PJJL (AN) tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires
27.05.2020	PJJL (AN) autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne
01.06.2020	PPL (AN) instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine
10.06.2020	PJJL (AN) organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire
15.06.2020	PPL (AN) pour une éthique de l'urgence
17.06.2020	PJJL (AN) relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure
17.06.2020	Seconde lettre rectificative au PJJL (S) portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière

Date d'engagement de la procédure accélérée	Texte concerné
<u>Sessions extraordinaires 2019-2020</u>	
07.07.2020	PJLO (AN) relatif au Conseil économique, social et environnemental
07.07.2020	PJLO (S) prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental
15.07.2020	PJL (AN) relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal
21.07.2020	PPL (AN) relatif au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée »
22.07.2020	PJL (AN) de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur
22.07.2020	PJL (AN) ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020 290 du 23 mars 2020 pour faire face à l'épidémie de covid-19
22.07.2020	PJL (AN) ratifiant l'ordonnance n° 2020-71 du 29 janvier 2020 relative à la réécriture des règles de construction et recodifiant le livre I ^{er} du code de la construction et de l'habitation
29.07.2020	PJLO (S) relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution
03.09.2020	PJL (AN) relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire
16.09.2020	PJL (AN) prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire

b) Opposition à la procédure accélérée

Date	Auteur de la demande	Texte concerné	Décision de la Conférence des Présidents	Suite à l'Assemblée nationale
<u>Année parlementaire 2019-2020</u>				
28.01.20	Groupes CRCE et Les Républicains	Projet de loi organique relatif au système universel de retraite	Opposition	Pas d'opposition
28.01.20	Groupes CRCE et Les Républicains	Projet de loi relatif au système universel de retraite	Opposition	Pas d'opposition

3. Motions

Nature de la motion	Session ordinaire	Sessions extraordinaires	TOTAL
Exception d'irrecevabilité (dont adoptées)	8 3	- -	8 3
Question préalable (dont adoptées)	5 2	3 3	8 5
Renvoi en commission (dont adoptées)	5 2		5 2
Préjudicielle (dont adoptées)	-	-	-
Référendaire (dont adoptées)	-	-	-
TOTAL	18 7	3 3	21 10

a) Motions de procédure déposées

Date de dépôt	Texte	Nature	Premier signataire	Statut
Session ordinaire 2019-2020				
09.10.19	PJL Engagement et proximité – Amendements 664, 573, 951 et 929	EI	M. Mathieu DARNAUD (Lois)	Adoptée
23.10.19	PJL Orientation des mobilités (nouvelle lecture)	QP	M. Didier MANDELLI (Aménagement du territoire)	Adoptée
29.10.19	PPL Service public de l'éducation et neutralité religieuse	RC	M. Jean Louis MASSON (NI)	Rejetée
08.11.19	PLFSS pour 2020	EI	Mme Laurence COHEN (CRCE)	Rejetée
12.11.19	PLFSS pour 2020	RC	M. Alain MILON (Affaires sociales)	Adoptée
20.11.19	PLF pour 2020	QP	M. Pascal SAVOLDELLI (CRCE)	Rejetée
28.11.19	PLFSS 2020 (nouvelle lecture)	EI	Mme Laurence COHEN (CRCE)	Rejetée
09.12.19	PPL Prévenir le suicide des agriculteurs	RC	Mme Françoise FÉRAT (Affaires économiques)	Adoptée
18.12.19	PLF 2020 (nouvelle lecture)	QP	M. Albéric de MONTGOLFIER (Finances)	Adoptée

Date de dépôt	Texte	Nature	Premier signataire	Statut
30.01.20	PPL Améliorer les droits des usagers des transports en cas de grève	EI	Mme Éliane ASSASSI (CRCE)	Rejetée
24.02.20	PJL Parquet européen et justice pénale spécialisée	RC	M. Jérôme DURAIN (SOCR)	Rejetée
19.03.20	PJL Urgence covid-19 - Amendements n° 23, 43, 54 et 58	EI	M. Philippe BAS (Lois)	Adoptée
04.05.20	PJL Prorogation de l'état d'urgence sanitaire	EI	Mme Éliane ASSASSI (CRCE)	Rejetée
20.05.20	PJL Dispositions urgentes face à l'épidémie de covid-19	QP	M. Patrick KANNER (SOCR)	Rejetée
20.05.20	PJL Dispositions urgentes face à l'épidémie de covid-19	RC	M. Patrick KANNER (SOCR)	Retirée avant séance
26.05.20	PJL Dispositions urgentes face à l'épidémie de covid-19 - Amendements n° 154, 223, 40, 161, 213 et 148	EI	Mme Muriel JOURDA (Lois)	Adoptée
29.06.20	PJLO Dette sociale et autonomie	EI	Mme Cathy APOURCEAU-POLY (CRCE)	Rejetée
29.06.20	PJLO Dette sociale et autonomie	QP	M. Yves DAUDIGNY (SOCR)	Rejetée
<u>Sessions extraordinaires 2019-2020</u>				
01.07.20	PJL Organiser la sortie de l'état d'urgence sanitaire (<i>nouvelle lecture</i>)	QP	M. Philippe BAS (Lois)	Adoptée
21.07.20	PJLO Dette sociale et autonomie (<i>nouvelle lecture</i>)	QP	M. Jean-Marie VANLERENBERGHE (Affaires sociales)	Adoptée
21.07.20	PJL Dette sociale et autonomie (<i>nouvelle lecture</i>)	QP	M. Jean-Marie VANLERENBERGHE (Affaires sociales)	Adoptée

Récapitulation des motions déposées lors des différentes lectures et adoptées au cours de l'année parlementaire 2019-2020

		Exceptions d'irrecevabilité		Questions préalables		Renvois en commission		Total	
		déposées	adoptées	déposées	adoptées	déposées	adoptées	déposées	adoptées
1 ^{ère} lecture	PJL	6	3	3	-	3	1	12	4
	PPL (AN)	-	-	-	-	-	-	-	-
	PPL (S)	1	-	-	-	2	1	3	1
2 ^{ème} lecture	PJL	-	-	-	-	-	-	-	-
	PPL (AN)	-	-	-	-	-	-	-	-
	PPL (S)	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle lecture	PJL	1	-	5	5	-	-	6	5
	PPL (AN)	-	-	-	-	-	-	-	-
	PPL (S)	-	-	-	-	-	-	-	-
PPR		-	-	-	-	-	-	-	-
Total		8	3	8	5	5	2	21	10

b) Motions référendaires

Date de discussion	Texte en discussion	Premiers signataires	Décision du Sénat	Suite éventuelle à l'Assemblée nationale
<u>Année parlementaire 2019-2020</u>				
Néant				

4. Modalités d'adoption des lois

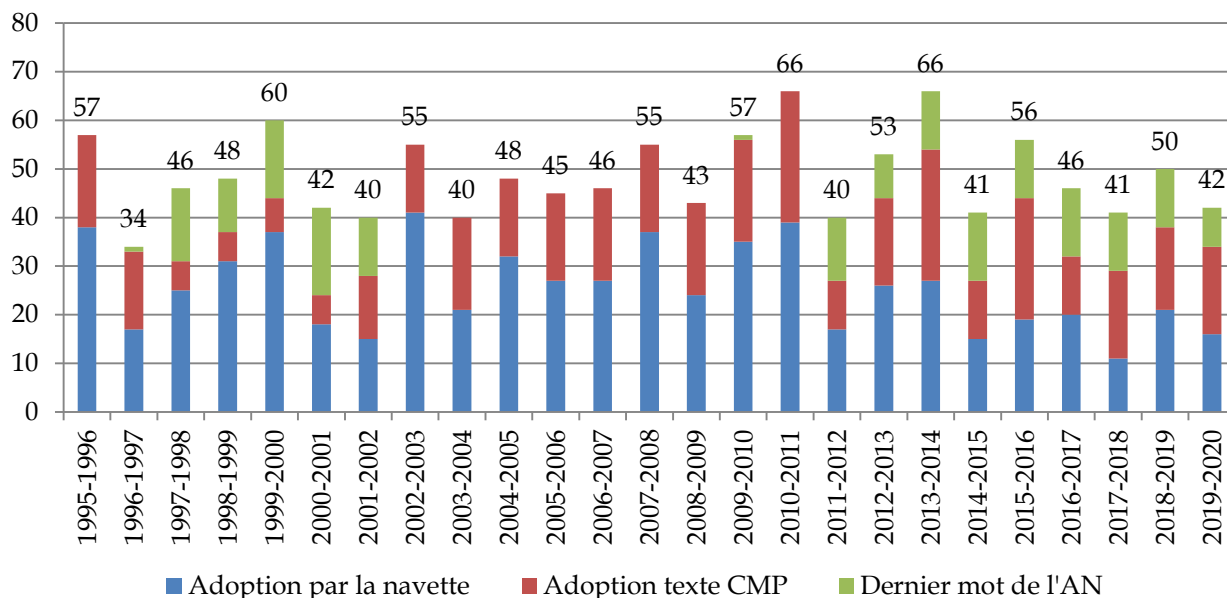
a) Tableau récapitulatif

Adoptions définitives du 1 ^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	Sur rapport CMP	Nouvelle lecture	Décision définitive à l'A.N.	Total
Projets de loi hors conventions	SÉNAT premier dépôt	4	0	0	7	0	1	12
	ASSEMBLÉE NATIONALE premier dépôt	1	0	0	5	0	6	12
Propositions de loi	SÉNAT premier dépôt	1	3	0	0	0	0	4
	ASSEMBLÉE NATIONALE premier dépôt	3	4	0	6	0	1	14
Total hors conventions		9	7	0	18	0	8	42
Conventions	SÉNAT premier dépôt	8	0	0	0	0	0	8
	ASSEMBLÉE NATIONALE premier dépôt	6	0	0	0	0	0	6
Total conventions		14	0	0	0	0	0	14
Total tous textes		23	7	0	18	0	8	56

b) Comparaisons pluriannuelles

Année	Total des textes définitivement adoptés (hors conventions)	Adoption par la navette	Adoption textes commission mixte paritaire	Dernier mot de l'Assemblée nationale
1995-1996	57	38	19	(0 %)
1996-1997	34	17	16	1 (2,9 %)
1997-1998	46	25	6	15 (32 %)
1998-1999	48	31	6	11 (22 %)
1999-2000	53	37	7	16 (30 %)
2000-2001	42	18	6	18 (43 %)
2001-2002	40	15	13	12 (30 %)
2002-2003	55	41	14	- (0 %)
2003-2004	40	21	19	- (0 %)
2004-2005	48	32	16	(0 %)
2005-2006	45	27	18	- (0 %)
2006-2007	46	27	19	- (0 %)
2007-2008	55	37	18	- (0 %)
2008-2009	43	24	19	- (0 %)
2009-2010	57	35	21	1 (1,7 %)
2010-2011	66	39	27	- (0 %)
2011-2012	40	17	10	13 (32,5 %)
2012-2013	53	26	18	9 (17 %)
2013-2014	66	27	27	12 (18,2%)
2014-2015	41	15	12	14 (34,1 %)
2015-2016	56	19	25	12 (21,4 %)
2016-2017	46	20	12	14 (30,4 %)
2017-2018	41	11	18	12 (29,3 %)
2018-2019	50	21	17	12 (24 %)
2019-2020	42	16	18	8 (19 %)

Modalités d'adoption des lois (hors conventions)



5. Procédure de vote unique

Date	Texte en discussion	Lecture	Dispositions soumises au vote unique	Amendements ¹		Résultat du vote
				retenus	exclus	
Année parlementaire 2019-2020						
<i>Néant</i>						

6. Demandes de seconde délibération

Date	Texte en discussion	Auteur de la demande	Objet de la seconde délibération	Position du Gouvernement ou de la commission	Nombre d'amendements	
					déposés	adoptés
Année parlementaire 2019-2020						
-						

¹ Article 42, alinéa 9, du Règlement du Sénat.

7. Commissions mixtes paritaires

a) Tableau récapitulatif

Sessions ¹	Adoption définitive du texte CMP			Échec de la procédure CMP		Suite de la procédure	
	Non amendé	Amendé	Total adoption	Sans conclusions	Texte CMP rejeté	Accord en nouvelle lecture	Lecture déf. AN
Session ordinaire	10	1	11	4	-	-	4
Sessions extraordinaires	5	-	5	4	-	-	4
Total	15	1	16	8	-	-	8

b) Liste des textes adoptés définitivement en 2019-2020 ayant fait l'objet d'une commission mixte paritaire

Texte en discussion	Date et résultat de la CMP	Date d'adoption du texte de la CMP (ou nouvelle lecture si échec)			Date de l'éventuelle lecture définitive (AN)
		Amendements déposés (si accord CMP)	de l'AN	du Sénat	
Session ordinaire 2019-2020					
PJL (S) d'orientation des mobilités	10.07.2019 échec		17.09.2019	05.11.2019 Rejet QP	19.11.2019
PLFSS pour 2020	19.11.2019 échec	-	26.11.2019	30.11.2019 Adoption	03.12.2019
PLFR pour 2019	19.11.2019 accord	-	25.11.2019	26.11.2019	-
PPL (AN) visant à agir contre les violences au sein de la famille	28.11.2019 accord	2	11.12.2019	18.12.2019	-
PJL (S) relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique	11.12.2019 accord	-	19.12.2019	18.12.2019	-
PLF pour 2020	11.12.2019 échec	-	17.12.2019	18.12.2019 Rejet QP	19.12.2019
PJL (S) relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	08.01.2020 accord	-	21.01.2020	30.01.2020	-
PPL (AN) visant à lutter contre la haine sur internet	08.01.2020 échec	-	22.01.2020	28.01.2020 Adoption	13.05.2020
PJL (S) modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet	04.02.2020 accord	-	11.02.2020	26.02.2020	-

¹ La session prise en compte est celle de l'adoption définitive du texte.

Texte en discussion	Date et résultat de la CMP	Date d'adoption du texte de la CMP (ou nouvelle lecture si échec)			Date de l'éventuelle lecture définitive (AN)
		Amendements déposés (si accord CMP)	de l'AN	du Sénat	
PJLO (S) modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution	04.02.2020 accord	-	11.02.2020	26.02.2020	-
PJL (S) d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19	22.03.2020 accord	-	22.03.2020	22.03.2020 (en premier)	-
PLFR pour 2020 (2)	23.04.2020 accord	-	23.04.2020 (en premier)	23.04.2020	-
PJL (S) prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions	09.05.2020 accord	-	09.05.2020	09.05.2020 (en premier)	-
PJL (AN) portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19	02.06.2020 accord	-	03.06.2020	10.06.2020	-
PJL (AN) second tour des municipales	15.06.2020 accord	-	16.06.2020	17.06.2020	-
Sessions extraordinaires 2019-2020					
PJL (AN) organiser la sortie de l'état d'urgence sanitaire	25.06.2020 échec	-	30.06.2020	02.07.2020 Rejet QP	02.07.2020
PPL (AN) visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux	01.07.2020 accord	-	15.07.2020	08.07.2020	-
PPL (AN) permettant le don de congés payés sous forme de chèques-vacances aux membres du secteur médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19	02.07.2020 accord	-	16.07.2020	22.07.2020	-
PJLO (AN) relatif à la dette sociale et à l'autonomie	08.07.2020 échec	-	16.07.2020	22.07.2020 Rejet QP	23.07.2020
PJL (AN) relatif à la dette sociale et à l'autonomie	08.07.2020 échec	-	16.07.2020	22.07.2020 Rejet QP	23.07.2020
PJL de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019	09.07.2020 échec	-	16.07.2020	22.07.2020 Rejet	23.07.2020
PPL (AN) visant à protéger les victimes de violences conjugales	09.07.2020 accord	-	16.07.2020	21.07.2020	-
PLFR pour 2020 (3)	21.07.2020 accord	-	23.07.2020	23.07.2020 (en premier)	-
PPL (AN) instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine	22.07.2020 accord	-	27.07.2020	23.07.2020	-

8. Nouvelle délibération (Article 10, alinéa 2, de la Constitution)

Date de la demande	Texte soumis à nouvelle délibération	Examen	
		À l'Assemblée nationale	Au Sénat
<u>Année parlementaire 2019-2020</u>			
<i>Néant</i>			

9. Délibérations législatives

	Adoption en premier lieu	Adoption conforme					Adoption non conforme				Adoption CMP en premier lieu	Rejet			Total
		1ère lecture	2ème lecture	3ème lecture	CMP	Nvelle lecture	1ère lecture	2ème lecture	3ème lecture	Nvelle lecture		1ère lecture	CMP	Nvelle lecture	
SESSION ORDINAIRE 2019-2020															
Projets de loi A.N.		7	0	0	4	0	7	0	0	1	0	1	0	1	21
<i>dont conventions</i>		6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<i>dont examinées selon PES</i>		6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Projets de loi Sénat	17	0	0	0	3	0	0	0	0	0	3	0	0	1	24
<i>dont conventions</i>	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<i>dont examinées selon PES</i>	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Propositions de loi A.N.		2	3	0	1	0	8	1	0	1	0	1	0	0	17
Propositions de loi Sénat	27	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30
<i>Total (non compris 19 résolutions : 3 au titre de l'article 34-1 de la Constitution, 14 résolutions européennes [1 avec débat] et 2 résolutions modifiant le Règlement du Sénat)</i>	44	9	6	0	8	0	15	1	0	2	3	2	0	2	92

	Adoption en premier lieu	Adoption conforme					Adoption non conforme				Adoption CMP en premier lieu	Rejet			Total
		1ère lecture	2ème lecture	3ème lecture	CMP	Nvelle lecture	1ère lecture	2ème lecture	3ème lecture	Nvelle lecture		1ère lecture	CMP	Nvelle lecture	
SESSION EXTRAORDINAIRE 2019-2020															
Projets de loi A.N.		0	0	0	0	0	3	0	0	0	1	1	0	4	9
<i>dont conventions</i>		<i>0</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<i>dont examinées selon PES</i>		<i>0</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Projets de loi Sénat	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
<i>dont conventions</i>	<i>3</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<i>dont examinées selon PES</i>	<i>2</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Propositions de loi A.N.		1	0	0	2	0	1	0	0	0	2	0	0	0	6
Propositions de loi Sénat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total (non compris 1 résolution européenne)	5	1	0	0	2	0	4	0	0	0	3	1	0	4	20

Total (non compris 28 résolutions : 8 au titre de l'article 34-1 de la Constitution, 18 résolutions européennes [0 avec débat] et 2 résolutions créant des CE)	49	10	6	0	10	0	19	1	0	2	6	3	0	6	112
---	-----------	-----------	----------	----------	-----------	----------	-----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	------------

10. Adoptions définitives

Lieu de l'adoption définitive	Nature des textes Lieu du 1 ^{er} dépôt	Lecture			CMP	Nouvelle lecture	Lecture définitive	Total
		1ère	2ème	3ème				
SESSION ORDINAIRE 2019-2020								
SENAT	Projets de loi A.N.	7			4			11
	<i>Dont conventions</i>	6						6
	Projets de loi Sénat				3			3
	Propositions de loi A.N.	2	2		2			6
	Propositions de loi Sénat		3					3
	Total Sénat	9	5	0	9	0	0	23
ASSEMBLEE NATIONALE	Projets de loi A.N.						2	2
	Projets de loi Sénat	11			4		1	16
	<i>Dont conventions</i>	8						8
	Propositions de loi A.N.		2				1	3
	Propositions de loi Sénat	1						1
	Total A.N.	12	2	0	4	0	4	22
TOTAL SESSION	21	7	0	13	0	4	45	
<i>dont conventions</i>	<i>14</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>14</i>	

Lieu de l'adoption définitive	Nature des textes Lieu du 1 ^{er} dépôt	Lecture			CMP	Nouvelle lecture	Lecture définitive	Total
		1 ^{ère}	2 ^{ème}	3 ^{ème}				
SESSION EXTRAORDINAIRE 2019-2020								
SENAT	Projets de loi A.N.							0
	<i>Dont conventions</i>							<i>0</i>
	Projets de loi Sénat							0
	Propositions de loi A.N.	1			2			3
	Propositions de loi Sénat							0
	Total Sénat		1	0	0	2	0	0
ASSEMBLEE NATIONALE	Projets de loi A.N.				1		4	5
	Projets de loi Sénat	1						1
	<i>Dont conventions</i>							<i>0</i>
	Propositions de loi A.N.				2			2
	Propositions de loi Sénat							0
	Total A.N.		1	0	0	3	0	4
TOTAL SESSION		2	0	0	5	0	4	11
<i>dont conventions</i>		<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
TOTAL SESSION		23	7	0	18	0	8	56
<i>dont conventions</i>		<i>14</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>14</i>

D. AMENDEMENTS

1. « Braquet » d'examen des amendements (comparaison pluriannuelle)

Année parlementaire	Nombre moyen d'amendements examinés à l'heure
1998-1999	15
1999-2000	17
2000-2001	17
2001-2002	17
2002-2003	17
2003-2004	17
2005-2006	16
2006-2007	17
2007-2008	14
2008-2009	13
2009-2010	13
2010-2011	13
2011-2012	13
2012-2013	16,1
2013-2014	16,9
2014-2015	14,9
2015-2016	15,6
2016-2017	14,6
2017-2018	16,4
2018-2019	17,8
2019-2020	19,7

2. « Braquet » d'examen des amendements sur les principaux textes de l'année parlementaire 2019-2020

Texte	Durée de la discussion des articles	Amendements			Taux d'adoption	Braquet
		déposés	examinés	adoptés		
PLF 2020	123 h 26	2 463	2 019	687	34,0 %	16,4
PJL relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique	42 h 21	984	691	140	20,3 %	16,3
PLFR 2020 (3)	32 h 51	1 085	990	225	22,7 %	30,1
PJL relatif à la bioéthique	28 h 33	331	383	51	13,3 %	13,4
PLFR 2020 (2)	15 h 31	343	281	53	18,9 %	18,1
PLFSS 2020	13 h 54	946	250 ¹	54	21,6 %	18,0
PJL portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19	12 h 55	275	195	68	34,9 %	15,1
PJL prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions	12 h 48	212	160	22	13,8 %	12,5
PJL d'accélération et de simplification de l'action publique	11 h 18	200	164	51	31,1 %	14,5
PPL visant à agir contre les violences au sein de la famille	5 h 02	133	121	13	10,7 %	24,0
PLFSS 2020 (<i>nouvelle lecture</i>)	7 h 10	237	165	68	41,2 %	23,0
PJL d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19	6 h 20	110	94	41	43,6 %	14,8
PPL visant à protéger les victimes de violences conjugales	7 h 05	92	82	17	20,7 %	11,6

¹ Hors les 325 amendements tombés à la suite du rejet de la troisième partie du projet de loi.

**E. ACCROISSEMENT TOTAL DES TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS
(HORS CONVENTIONS INTERNATIONALES)**

	Textes définitivement adoptés	Nombre de caractères			Nombre d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)	Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)
1	<i>PJL relatif à la modernisation de la distribution de la presse</i>	40 004	64 812	62,01%	8	13	62,50%
2	<i>PPL relative à la création du Centre national de la musique</i>	3 051	7 420	143,20%	9	10	11,11%
3	<i>PPL visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral</i>	7 679	16 072	109,30%	8	15	87,50%
4	<i>PPLO visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral</i>	3 126	3 492	11,71%	4	5	25,00%
5	<i>PJL d'orientation des mobilités *</i>	222 716	587 008	163,57%	52	190	265,38%
6	<i>PLFR pour 2019</i>	383 675	390 192	1,70%	14	14	0,00%
7	<i>PPL Tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes</i>	5 854	7 126	21,73%	1	3	200,00%
8	<i>PLFSS pour 2020</i>	615 624	583 998	-5,14%	67	97	44,78%
9	<i>PPL visant à agir contre les violences au sein de la famille</i>	11 347	25 294	122,91%	11	19	72,73%
10	<i>PJL relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique</i>	51 598	182 976	254,62%	33	118	257,58%
11	<i>PLF pour 2020</i>	464 288	817 702	76,12%	81	281	246,91%
12	<i>PPL visant à lutter contre le mitage des espaces forestiers en Île-de-France</i>	915	723	-20,98%	2	2	0,00%
13	<i>PJL relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire</i>	36 879	192 982	423,28%	13	130	900,00%

	Textes définitivement adoptés	Nombre de caractères			Nombre d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)	Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)
14	<i>PJL ratifiant l'ordonnance n° 2019-235 du 27 mars 2019 relative aux dispositions pénales et de procédure pénale du code de l'urbanisme de Saint-Martin</i>	210	260	23,81%	1	1	0,00%
15	<i>PJL modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet</i>	884	1 213	37,22%	2	3	50,00%
16	<i>PJLO modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution</i>	416	855	105,53%	1	1	0,00%
17	<i>PPL visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap</i>	2 339	3 289	40,62%	4	4	0,00%
18	<i>PLFR n° 1 pour 2020</i>	4 926	9 750	97,93%	5	8	60,00%
19	<i>PJLO d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19</i>	259	346	33,59%	1	1	0,00%
20	<i>PJL d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19</i>	33 615	58 664	74,52%	11	22	100,00%
21	<i>PLFR n° 2 pour 2020</i>	7 530	31 532	318,75%	10	28	180,00%
22	<i>PJL prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions</i>	10 582	29 545	179,20%	7	13	85,71%
23	<i>PPL visant à lutter contre la haine sur internet</i>	7 336	28 753	291,94%	8	19	137,50%
24	<i>PPL visant à instaurer un congé de deuil de douze jours consécutifs pour le décès d'un enfant mineur</i>	207	20 673	9886,96%	1	9	800,00%

	Textes définitivement adoptés	Nombre de caractères			Nombre d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)	Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)
25	<i>PPL relative à plusieurs articles de la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, sûre et durable</i>	5 544	9 209	66,11%	8	12	50,00%
26	<i>PJL portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19</i>	20 153	95 220	372,49%	4	61	1425,00%
27	<i>PJL second tour des municipales</i>	18 326	49 299	169,01%	4	19	375,00%
28	<i>PPL relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions</i>	606	357	-41,09%	2	1	-50,00%
29	<i>PPL visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent</i>	6 460	6 307	-2,37%	13	9	-30,77%
30	<i>PJLO portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles</i>	904	2 141	136,84%	3	3	0,00%
31	<i>PPL visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer</i>	2 535	4 546	79,33%	5	4	-20,00%
32	<i>PJL organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire</i>	3 999	10 562	164,12%	2	5	150,00%
33	<i>PPL visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux</i>	3 776	14 987	296,90%	6	12	100,00%
34	<i>PPL visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie</i>	1 687	2 751	63,07%	1	4	300,00%

	Textes définitivement adoptés	Nombre de caractères			Nombre d'articles		
		Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)	Texte initial	Texte définitif	Accroissement (en %)
35	<i>PPL visant à protéger les victimes de violences conjugales</i>	8 407	17 430	107,33%	14	29	107,14%
36	<i>PPL permettant le don de congés payés sous forme de chèques-vacances aux membres du secteur médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19</i>	1 179	3 333	182,70%	2	1	-50,00%
37	<i>PJL relatif à la dette sociale et à l'autonomie</i>	6 018	8 827	46,68%	4	5	25,00%
38	<i>PJLO relatif à la dette sociale et à l'autonomie</i>	2 704	2 744	1,48%	2	2	0,00%
39	<i>PLFR n°3 pour 2020</i>	44 680	139 480	212,18%	19	77	305,26%
40	<i>PLR du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019</i>	3 551	3 655	2,93%	7	8	14,29%
41	<i>PJLO prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental</i>	227	552	143,17%	1	2	100,00%
42	<i>PPL instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine</i>	4 276	10 587	147,59%	1	4	300,00%
	MOYENNE TOTALE PONDEREE	2 050 092	3 446 664	68,12%	452	1 264	179,65%

F. EXAMEN DE LA LOI DE FINANCES INITIALE (1^{RE} LECTURE)

Loi de finances	Durée de discussion	Nombre d'amendements déposés
1971 (exercice 1972)	139 h 00	
1972 (exercice 1973)	145 h 45	
1973 (exercice 1974)	149 h 25	
1974 (exercice 1975)	147 h 45	
1975 (exercice 1976)	147 h 15	
1976 (exercice 1977)	151 h 00	
1977 (exercice 1978)	160 h 50	214

Loi de finances	Durée de discussion	Nombre d'amendements déposés
1978 (exercice 1979)	170 h 35	309
1979 (exercice 1980)	166 h 45	409
1980 (exercice 1981)	168 h 50	380
1981 (exercice 1982)	165 h 35	577
1982 (exercice 1983)	160 h 55	234
1983 (exercice 1984)	161 h 35	300
1984 (exercice 1985)	173 h 25	255
1985 (exercice 1986)	49 h 45	80
1986 (exercice 1987)	167 h 45	389
1987 (exercice 1988)	166 h 40	356
1988 (exercice 1989)	170 h 10	425
1989 (exercice 1990)	170 h 00	380
1990 (exercice 1991)	183 h 50	506
1991 (exercice 1992)	175 h 00	446
1992 (exercice 1993)	17 h 25	16
1993 (exercice 1994)	167 h 05	470
1994 (exercice 1995)	154 h 50	340
1995 (exercice 1996)	171 h 30	494
1996 (exercice 1997)	141 h 55	513
1997 (exercice 1998)	146 h 40	378
1998 (exercice 1999)	150 h 55	465
1999 (exercice 2000)	131 h 40	427
2000 (exercice 2001)	131 h 50	429
2001 (exercice 2002)	134 h 00	446
2002 (exercice 2003)	134 h 45	402
2003 (exercice 2004)	138 h 55	539
2004 (exercice 2005)	135 h 55	562
2005 (exercice 2006)	149 h 10	793
2006 (exercice 2007)	131 h 05	627
2007 (exercice 2008)	130 h 15	591
2008 (exercice 2009)	134 h 25	716
2009 (exercice 2010)	151 h 10	993

Loi de finances	Durée de discussion	Nombre d'amendements déposés
2010 (exercice 2011)	140 h 18	1 104
2011 (exercice 2012)	123 h 00	686
2012 (exercice 2013)	40 h 47	502
2013 (exercice 2014)	43 h 19	624
2014 (exercice 2015)	122 h 31	899
2015 (exercice 2016)	115 h 01	967
2016 (exercice 2017)	11 h 04	71
2017 (exercice 2018)	108 h 55	1 360
2018 (exercice 2019)	129 h 49	2 029
2019 (exercice 2020)	129 h 12	2 465

G. PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

1. Propositions de résolution déposées (hors article 88-4 de la Constitution)

a) Propositions de résolution de l'article 34-1 de la Constitution

Date	N° et objet	Premiers signataires
Session ordinaire 2019-2020		
01.10.19	N° 3 - Engager une campagne de prévention et de lutte contre les thérapies de conversion	Mme Françoise LABORDE (RDSE)
08.10.19	N° 29 - Enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental	M. Richard YUNG (LaREM)
15.10.19	N° 53 - Engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie	MM. Bruno RETAILLEAU (Les Républicains), Patrick KANNER (SOCR), Christian CAMBON (Les Républicains) et Rémi FÉRAUD (SOCR)
21.11.19	N° 149 - Garantie du système de retraite	Mme Claudine KAUFFMANN (NI)
25.11.19	N° 150 - Dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap	Mme Annick BILLON (UC), M. Roland COURTEAU (SOCR), Mmes Chantal DESEYNE (Les Républicains), Françoise LABORDE (RDSE), Dominique VÉRIEN (UC)

Date	N° et objet	Premiers signataires
29.11.19	N° 165 - Porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières	MM. Jean-François HUSSON et Bruno RETAILLEAU (Les Républicains)
20.04.20	N° 404 - Recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires	M. Patrick KANNER (SOCR)
15.05.20	N° 439 - Organisation d'états généraux pour une relance sociale et écologique	M. Claude BÉRIT-DÉBAT (SOCR)
25.05.20	N° 457 - Mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19	MM. Patrick KANNER, Vincent ÉBLÉ, Claude RAYNAL et Jacques BIGOT (SOCR)
16.06.20	N° 515 - Pour une nouvelle ère de la décentralisation	M. Éric KERROUCHE (SOCR)
Sessions extraordinaires 2019-2020		
30.07.20	N° 685 - Aménagement numérique des territoires	Mme Éliane ASSASSI et M. Guillaume GONTARD (CRCE)
07.09.20	N° 695 - Rendre l'accès gratuit aux masques et aux tests	Mmes Laurence COHEN, Cathy APOURCEAU-POLY et Michelle GRÉAUME (CRCE)
30.09.20	N° 727 - Mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite	Mme Élisabeth LAMURE (Les Républicains)

b) Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat

Date	N° et objet	Premiers signataires
Session ordinaire 2019-2020		
06.01.20	N° 220 - Tendait à ce que lors du vote électronique dorénavant en vigueur au Sénat pour les scrutins publics ordinaires, un sénateur ne puisse plus voter pour l'ensemble de son groupe et que tout sénateur puisse choisir librement le collègue porteur de sa procuration	M. Jean Louis MASSON (NI)
Session extraordinaire 2019-2020		
-		

c) Propositions de résolution tendant à créer une commission d'enquête

Date	N° et objet	Premiers signataires	Commission saisie au fond
Session ordinaire 2019-2020			
04.10.19	N° 20 - Évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques	Ensemble des présidents de groupe et de commission	Aménagement du territoire
15.10.19	N° 56 - Réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et moyens de la combattre	M. Bruno RETAILLEAU (Les Républicains)	Lois
15.01.20	N° 249 - Problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières et politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols	Mme Gisèle JOURDA, MM. Joël BIGOT, Roland COURTEAU, Patrick KANNER (SOCR)	Lois
28.02.20	N° 361 - Sincérité, exhaustivité et exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution	M. Patrick KANNER (SOCR) et Mme Éliane ASSASSI (CRCE)	Affaires sociales
03.04.20	N° 397 - Gestion de la crise sanitaire exceptionnelle du covid-19 par le Gouvernement et les autorités habilitées	M. Stéphane RAVIER (NI)	Affaires sociales

Date	N° et objet	Premiers signataires	Commission saisie au fond
13.05.20	N° 429 – Évaluer la gestion des stocks d'équipements de protection individuelle pendant la pandémie de coronavirus	Mme Nathalie DELATTRE (RDSE)	Affaires sociales
26.05.20	N° 458 – Dresser un bilan de l'épidémie de coronavirus dans la région Grand Est et recenser la différence de traitement constatée entre les départements qui en font partie	M. Jean Louis MASSON (NI)	Affaires sociales
16.06.20	N° 512 – Évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion	M. Gérard LARCHER (Les Républicains)	Affaires sociales
26.06.20	N° 576 – Protection des données de santé	Mme Nathalie GOULET (UC)	Affaires sociales
<u>Session extraordinaire 2019-2020</u>			
-			

2. Propositions de résolution adoptées (hors article 88-4 de la Constitution)

a) Propositions de résolution de l'article 34-1 de la Constitution (8)

N°, objet et date de dépôt	Premiers signataires	Date d'examen et d'adoption en séance publique
<u>Session ordinaire 2019-2020</u>		
N° 53- - Tendant à l'engagement résolu de la France en faveur de toute initiative concertée au niveau européen ou international visant à mettre un terme à l'offensive militaire menée par la Turquie au nord-est de la Syrie (15.10.2019)	MM. Bruno RETAILLEAU (Les Républicains), Patrick KANNER (SOCR), Christian CAMBON (Les Républicains) et Rémi FÉRAUD (SOCR)	22.10.2019
N° 664 (2018-2019) - Relative à la consolidation du pouvoir de dérogation aux normes attribué aux préfets (11.07.2019)	MM. Jean-Marie BOCKEL (UC) et Mathieu DARNAUD (Les Républicains)	24.10.2019
N° 639 (2018-2019) - Pour le renforcement des sanctions adoptées par le Conseil européen contre des responsables des violations des droits humains au Venezuela et pour soutenir les États signataires de l'enquête auprès de la Cour pénale internationale (08.07.2019)	M. Olivier CADIC (UC)	30.10.2019

N ^o , objet et date de dépôt	Premiers signataires	Date d'examen et d'adoption en séance publique
<u>Session ordinaire 2019-2020</u>		
N ^o 150 - Pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap (25.11.2019)	Mme Annick BILLON (UC), M. Roland COURTEAU (SOCR), Mmes Chantal DESEYNE (Les Républicains), Françoise LABORDE (RDSE), Dominique VÉRIEN (UC)	08.01.2020
N ^o 165 - Demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières (29.11.2019)	MM. Jean-François HUSSON et Bruno RETAILLEAU (Les Républicains)	14.01.2020
N ^o 29 - Relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental (08.10.2019)	M. Richard YUNG (LaREM)	05.02.2020
N ^o 708 (2018-2019) - Visant à encourager le développement de l'assurance récolte (02.09.2019)	MM. Yvon COLLIN, Henri CABANEL et Mme Nathalie DELATTRE (RDSE)	24.06.2020
N ^o 515 - Pour une nouvelle ère de la décentralisation (16.06.2020)	M. Éric KERROUCHE (SOCR)	25.06.2020
<u>Sessions extraordinaires 2019-2020</u>		
-		

b) Propositions de résolution modifiant le Règlement du Sénat (-)

N ^o , objet et date de dépôt	Premier signataire	Commission saisie et rapporteur	Date d'examen et d'adoption en séance publique
<u>Session ordinaire 2019-2020</u>			
-			
<u>Sessions extraordinaires 2019-2020</u>			
-			

c) Propositions de résolution tendant à créer une commission d'enquête (2)

N°, objet et date de dépôt	Premier signataire	Commission saisie et rapporteur	Date d'examen et d'adoption en séance publique
<u>Session ordinaire 2019-2020</u>			
N° 20 - Évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques (04.10.2019)	Ensemble des présidents de groupe et de commission	M. Hervé MAUREY (Aménagement du territoire)	10.10.2019
N° 512 - Pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion (16.06.2020)	M. Gérard LARCHER (Les Républicains)	M. Alain MILON (Affaires sociales)	30.06.2020
<u>Sessions extraordinaires 2019-2020</u>			
-			

H. CONSULTATION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Date	Objet de la saisine	Suite
<u>Année parlementaire 2019-2020</u>		
02.12.2019	Dimension territoriale des politiques de lutte contre le chômage de longue durée	Avis publié le 24.06.2020

III. DÉBATS ET CONTRÔLE DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

A. DÉBATS

1. Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement (6)

Date	Objet	Ministre(s) ayant lu la déclaration	Durée	
			Déclaration	Débat
<u>Session ordinaire 2019-2020</u>				
09.10.19	La politique migratoire de la France et de l'Europe (article 50-1 de la Constitution)	M. Édouard PHILIPPE, Premier ministre, M. Christophe CASTANER, ministre de l'intérieur, Mme Amélie de MONTCHALIN, secrétaire d'État chargée des affaires européennes, et Mme Christelle DUBOS, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé	0 h 55	1 h 41
04.03.20	Les mesures de santé publique prises face aux risques d'une épidémie de Coronavirus COVID-19 en France	M. Olivier VÉRAN, ministre des solidarités et de la santé	0 h 11	1 h 58
04.05.20	La stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19 (article 50-1 de la Constitution - vote)	M. Édouard PHILIPPE, Premier ministre	0 h 51	2 h 41
27.05.20	Les innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de covid-19 (article 50-1 de la Constitution, vote)	Mme Nicole BELLOUBET, garde des sceaux, ministre de la justice, Mme Christelle DUBOS, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, et M. Cédric O, secrétaire d'État chargé du numérique	0 h 41	1 h 42
<u>Sessions extraordinaires 2019-2020</u>				
16.07.20	Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution	M. Jean CASTEX, Premier ministre	1 h 05	1 h 34

Date	Objet	Ministre(s) ayant lu la déclaration	Durée	
			Déclaration	Débat
23.07.20	Débat sur l'orientation des finances publiques	M. Olivier DUSSOPT, ministre délégué chargé des comptes publics	0 h 12	1 h 30

2. Débats consécutifs aux réunions du Conseil européen (3)

Date	Objet	Ministre intéressé	Durée
<u>Session ordinaire 2019-2020</u>			
22.10.19	Conseil européen des 17 et 18 octobre 2019	Mme Amélie de MONTCHALIN, secrétaire d'État chargée des affaires européennes	2 h 09
18.12.19	Conseil européen des 12 et 13 décembre 2019	Mme Amélie de MONTCHALIN, secrétaire d'État chargée des affaires européennes	1 h 59
23.06.20	Conseil européen des 18 et 19 juin 2020	Mme Amélie de MONTCHALIN, secrétaire d'État chargée des affaires européennes	2 h 06
<u>Sessions extraordinaires 2019-2020</u>			
<i>Néant</i>			

3. Interventions des forces armées à l'étranger

a) Débats d'information sur la décision du Gouvernement de faire intervenir les forces armées à l'étranger

Date	Objet	Ministre intéressé	Durée	
			Déclaration	Débat
<u>Année parlementaire 2019-2020</u>				
<i>Néant</i>				

b) Demande d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger

Date	Objet	Ministre intéressé	Autorisation	Durée	
				Déclaration	Débat
<u>Année parlementaire 2019-2020</u>					
<i>Néant</i>					

4. Débats d'initiative sénatoriale (Total : 44 débats)

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Durée du débat
<u>Session ordinaire 2019-2020</u>				
01.10.2019	La régression de la place de l'agriculture française sur les marchés internationaux et les conséquences en termes de qualité et de protection du consommateur de produits importés qui ne correspondent pas aux normes françaises	Groupe Les Républicains	M. Didier GUILLAUME, ministre de l'agriculture et de l'alimentation	1 h 32
02.10.2019	Conclusions du rapport d'information : « Sécurité des ponts : éviter un drame »	Commission de l'aménagement du territoire	M. Jean-Baptiste DJEBBARI, secrétaire d'État chargé des transports	1 h 16
02.10.2019	L'intelligence artificielle : enjeux politiques, stratégiques et économiques	Groupe RDSE	M. Cédric O, secrétaire d'État chargé du numérique	1 h 29
03.10.2019	Conclusions du rapport d'information : « Adapter la France aux dérèglements climatiques à l'horizon 2050 : urgence déclarée »	Délégation à la prospective	Mme Élisabeth BORNE, ministre de la transition écologique et solidaire	1 h 40
03.10.2019	Conclusions du rapport d'information : « Violences sexuelles sur mineurs en institutions : pouvoir confier ses enfants en toute sécurité »	Mission commune d'information	M. Adrien TAQUET, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé	1 h 35
03.10.2019	La santé en Guyane	Commission des affaires sociales	M. Adrien TAQUET, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé	1 h 20

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Durée du débat
29.10.2019	Assistons-nous au recul de l'État de droit en France ?	Groupe SOCR	M. Marc FESNEAU, ministre chargé des relations avec le Parlement	1 h 13
29.10.2019	La politique sportive	Groupe Les Républicains	Mme Roxana MARACINEANU, ministre des sports	1 h 34
29.10.2019	Conclusions du rapport : « Catastrophes climatiques. Mieux prévenir, mieux reconstruire »	Mission d'information	Mme Élisabeth BORNE, ministre de la transition écologique et solidaire	1 h 34
30.10.2019	Donner des armes à l'acier français - Accompagner la mutation d'une filière stratégique	Mission d'information	Mme Agnès PANNIER-RUNACHER, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances	1 h 26
30.10.2019	Quel avenir pour l'enseignement agricole ?	Groupe CRCE	M. Didier GUILLAUME, ministre de l'agriculture et de l'alimentation	1 h 33
19.11.2019	Conclusions du rapport : « La gratuité totale des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? »	Mission d'information	Mme Emmanuelle WARGON, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire	1 h 28
19.11.2019	Bilan et perspectives de la compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations »	Groupe RDSE	M. Marc FESNEAU, ministre chargé des relations avec le Parlement	1 h 25
20.11.2019	Pour répondre à l'urgence climatique par le développement ferroviaire : promovons les auto-trains et les intercités de nuit	Groupe CRCE	M. Jean-Baptiste DJEBBARI, secrétaire d'État chargé des transports	1 h 24
11.12.2019	Quelle politique énergétique pour la France ? Quelle place pour EDF ?	Groupe UC	Mme Élisabeth BORNE, ministre de la transition écologique et solidaire	1 h 33
12.12.2019	La situation et le rôle de l'OTAN et la place de la France en son sein	Groupe CRCE	M. Jean-Yves LE DRIAN, ministre de l'Europe et des affaires étrangères	1 h 28

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Durée du débat
07.01.2020	L'avenir des Transports express régionaux (TER)	Groupe Les Républicains	M. Jean-Baptiste DJEBBARI, secrétaire d'État chargé des transports	1 h 21
07.01.2020	Le plan d'action en faveur des territoires ruraux	Groupe Les Républicains	Mme Jacqueline GOURAULT, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales	1 h 31
07.01.2020	La réforme des retraites	Commission des affaires sociales	M. Laurent PIETRASZEWSKI, secrétaire d'État chargé des retraites	2 h 01
07.01.2020	Conclusions du rapport d'information « Sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision »	Mission d'information	M. Jean-Baptiste DJEBBARI, secrétaire d'État chargé des transports	1 h 15
08.01.2020	La laïcité, garante de l'unité nationale	Groupe RDSE	M. Christophe CASTANER, ministre de l'intérieur	1 h 35
08.01.2020	La pédopsychiatrie en France	Groupe CRCE	M. Adrien TAQUET, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé	1 h 30
09.01.2020	Conclusions du rapport d'information « Demain les robots : vers une transformation des emplois de service »	Délégation à la prospective	M. Marc FESNEAU, ministre chargé des relations avec le Parlement	1 h 31
06.02.2020	L'organisation d'un référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris est-elle une exigence démocratique ?	Groupe CRCE	M. Adrien TAQUET, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé	1 h 26
06.02.2020	Le foncier agricole : les outils de régulations sont-ils toujours pertinents ?	Groupe Les Indépendants	M. Didier GUILLAUME, ministre de l'agriculture et de l'alimentation	1 h 30
18.02.2020	La politique familiale	Groupe Les Républicains	Mme Christelle DUBOS, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé	1 h 31

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Durée du débat
18.02.2020	L'irresponsabilité pénale	Groupe UC	Mme Nicole BELLOUBET, garde des sceaux, ministre de la justice	1 h 16
18.02.2020	Les risques naturels majeurs outre-mer	Délégation aux outre-mer	Mme Annick GIRARDIN, ministre des outre-mer	1 h 38
18.02.2020	Quelle doctrine d'emploi de la police et de la gendarmerie dans le cadre du maintien de l'ordre ?	Groupe CRCE	M. Laurent NUNEZ, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur	1 h 45
20.02.2020	L'action du Gouvernement en faveur de l'agriculture	Groupe Les Républicains	M. Didier GUILLAUME, ministre de l'agriculture et de l'alimentation	1 h 35
20.02.2020	La politique spatiale de l'Union européenne	Commission des affaires européennes	Mme Frédérique VIDAL, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	1 h 28
04.03.2020	Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes	Conférence des Présidents	-	2 h 07
19.05.2020	Les perspectives de la saison estivale, notamment pour les activités touristiques et culturelles, au regard de la situation liée à l'épidémie	Groupe Les Républicains	M. Jean-Baptiste LEMOYNE, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères	1 h 37
19.05.2020	Les modalités de réouverture des établissements d'enseignement ainsi que les conditions d'organisation des concours et examens et de préparation de la prochaine rentrée scolaire	Commission de la culture	M. Jean-Michel BLANQUER, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse	1 h 33
27.05.2020	La crise du Covid-19 : révélateur de la dimension cruciale du numérique dans notre société : quels enseignements et quelles actions ?	Groupe UC	M. Julien DENORMANDIE, ministre chargé de la ville et du logement	1 h 32
27.05.2020	La crise du Covid-19 : relocalisation des productions stratégiques pour assurer notre souveraineté. Lesquelles, où, comment ?	Groupe UC	Mme Agnès PANNIER-RUNACHER, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances	1 h 36

Date	Objet du débat	Auteur de l'initiative	Ministre	Durée du débat
28.05.2020	Les conditions de la reconstruction du pacte social national dans le cadre de la sortie de la crise sanitaire	Groupe SOCR	Mme Christelle DUBOS, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé	1 h 29
03.06.2020	Quelles nouvelles politiques publiques à destination de la jeunesse afin d'aider ces publics particulièrement exposés dans la prise en charge des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire actuelle ?	Groupe SOCR	M. Gabriel ATTAL, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse	1 h 35
23.06.2020	La situation du logement et du bâtiment	Groupe Les Républicains	M. Julien DENORMANDIE, ministre chargé de la ville et du logement	1 h 43
23.06.2020	Le bilan de l'application des lois	Conférence des Présidents	M. Marc FESNEAU, ministre chargé des relations avec le Parlement	1 h 32
24.06.2020	Quelle réponse de la France au projet d'annexion de la vallée du Jourdain par l'État d'Israël ?	Groupe CRCE	M. Jean-Yves LE DRIAN, ministre de l'Europe et des affaires étrangères	1 h 31
25.06.2020	Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ?	Délégation aux entreprises	Mme Muriel PÉNICAUD, ministre du travail	1 h 38
30.06.2020	Conclusions du rapport de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen	Commission d'enquête	Mme Élisabeth BORNE, ministre de la transition écologique et solidaire, et Mme Christelle DUBOS, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé	1 h 27
30.06.2020	Conclusions du rapport d'information : « Vers une alimentation durable : un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France	Délégation à la prospective	M. Didier GUILLAUME, ministre de l'agriculture et de l'alimentation	1 h 34

B. QUESTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

1. Questions d'actualité au Gouvernement

	Les Républicains	Socialiste et républicain	UC	Communiste républicain citoyen et écologiste	RDSE	Les Indépendants	La République En Marche	NI	TOTAL
Nombre de questions posées	152	101	76	38	51	38	51	9	516
Temps théorique des auteurs	5 h 04 m	3 h 22 m	2 h 32 m	1 h 16 m	1 h 42 m	1 h 16 m	1 h 42 m	0 h 18 m	17 h 12 m
Temps utilisé	05 h 28 m 44 s	03 h 36 m 49 s	02 h 39 m 34 s	01 h 23 m 06 s	01 h 48 m 21 s	01 h 18 m 19 s	01 h 43 m 02 s	00 h 18 m 43 s	18 h 16 m 38 s
Écart auteurs	24 m 44 s	14 m 49 s	7 m 34 s	7 m 06 s	6 m 21 s	2 m 19 s	1 m 02 s	43 s	1 h 04 m 38 s
Réponses :									
- des ministres interrogés	64	30	35	18	22	23	40	1	233
- d'autres ministres	88	71	41	20	29	15	11	8	283
Temps utilisé par les ministres	06 h 19 m 27 s	03 h 57 m 07 s	03 h 03 m 41 s	01 h 41 m 29 s	02 h 03 m 59 s	01 h 36 m 02 s	02 h 09 m 54 s	00 h 17 m 41 s	21 h 09 m 20 s
Écart ministres	1 h 15 m 27 s	35 m 07 s	31 m 41 s	25 m 29 s	21 m 59 s	20 m 02 s	27 m 54 s	- 19 s	3 h 57 m 20 s

Total auteurs et ministres : 39 h 25 m 58 s

Total théorique : 34 h 24 m

Dépassement total : 5 h 01 m 58 s

2. Questions orales

RÉPARTITION PAR GROUPES

Groupes	Questions déposées	Questions discutées
Les Républicains	137	128
Socialiste et républicain	71	61
UC	71	56
La République En Marche	22	20
RDSE	17	17
CRCE	24	17
Les Indépendants	7	7
Non-inscrits	5	3
Totaux	354	309

3. Questions écrites

RÉPARTITION PAR GROUPES

Groupes	Questions déposées	en % du total des questions	Réponses	en % du total des réponses
Les Républicains	2 115	38%	1 376	40%
Socialiste et républicain	1 027	18%	610	18%
UC	953	17%	575	17%
RDSE	285	5%	163	5%
CRCE	357	6%	175	5%
LaREM	124	2%	59	2%
Les Indépendants	128	2%	93	3%
NI	582	10%	425	12%
Total	5 571	100%	3 476	100%

C. PROPOSITIONS DE RÉOLUTION EUROPÉENNE DÉPOSÉES

**Tableau récapitulatif des propositions de résolution européenne déposées
et/ou ayant connu un aboutissement en 2019-2020**

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
720 (18-19)	11.09.2019	tendant à garantir, au sein de la PAC, le système d'autorisation préalable de plantation viticole jusqu'en 2050	73 <i>quinquies</i> , al. 2	Mme Gisèle JOURDA (SOCR)	Affaires économiques	Devenue résolution le 08.11.2019
147	20.11.2019	sur les enfants privés de tout lien avec leur parent européen à la suite d'un enlèvement commis par leur parent japonais	73 <i>quinquies</i> , al. 2	MM. Richard YUNG, François PATRIAT, André GATTOLIN et Claude HAUT (LaREM)	Lois	Devenue résolution le 24.01.2020
176	04.12.2020	visant à lutter contre la fraude sociale transfrontalière et améliorer la coopération européenne en matière de lutte contre la fraude aux prestations sociales	73 <i>quinquies</i> , al. 2	M. André REICHARDT (Les Républicains)	-	Retirée par son auteur le 05.12.2020
273	23.01.2020	sur le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2021-2027)	73 <i>quater</i>	MM. Jean BIZET et Simon SUTOUR (Aff. européennes)	Finances	Devenue résolution le 11.02.2020
275	27.01.2020	visant à lutter contre la fraude sociale transfrontalière et améliorer la coopération européenne en matière de lutte contre la fraude aux prestations sociales	73 <i>quinquies</i> , al. 2	M. André REICHARDT (Les Républicains)	Affaires sociales	Devenue résolution le 30.03.2020
298	04.02.2020	sur le Fonds européen de la défense	73 <i>quater</i>	Mme Gisèle JOURDA et M. Cyril PELLEVAL (Aff. européennes)	Affaires étrangères	Devenue résolution le 17.02.2020
309	06.02.2020	visant à améliorer la lutte contre la fraude aux financements européens dans le cadre des politiques de voisinage	73 <i>quinquies</i> , al. 2	Mme Nathalie GOULET (UC)	Finances	Devenue résolution le 10.04.2020

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
322	17.02.2020	relative au mandat de négociation en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni	73 <i>quinquies</i> , al. 2	MM. Jean BIZET et Christian CAMBON (Les Républicains)	Affaires étrangères	Devenue résolution le 06.03.2020
370	04.03.2020	sur le programme de travail de la Commission européenne pour 2020	73 <i>quater</i>	MM. Jean BIZET et Simon SUTOUR (Aff. européennes)	Lois	Devenue résolution le 10.04.2020
435	14.05.2020	tendant à préserver la pérennité des compagnies aériennes immatriculées dans l'Union, tout en garantissant les droits des passagers aériens	73 <i>quater</i>	M. Jean BIZET (Aff. européennes)	Aménagement du territoire	Devenue résolution le 19.06.2020
436	14.05.2020	demandant le renforcement des mesures exceptionnelles de la Politique agricole commune (PAC), pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19, et l'affirmation de la primauté effective des objectifs de la PAC sur les règles européennes de concurrence	73 <i>quater</i>	M. Jean BIZET (Aff. européennes)	Affaires économiques	Devenue résolution le 19.06.2020
437	14.05.2020	portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant le règlement (UE) 2018/1999 (loi européenne sur le climat)	73 <i>octies</i>	MM. Benoît HURÉ et Jean-Yves LÉCONTE (Aff. européennes)	Aménagement du territoire	Devenue résolution le 22.05.2020
497	09.06.2020	relative à la proposition révisée de cadre financier pluriannuel 2021-2027 et à la proposition de mise en place d'un instrument de relance pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19	73 <i>quater</i>	MM. Jean BIZET et Simon SUTOUR (Aff. européennes)	Finances	Devenue résolution le 22.06.2020
564	25.06.2020	sur la mobilité des professionnels de santé au sein de l'Union européenne	73 <i>quater</i>	M. Pierre MÉDEVIELLE (Aff. européennes)	Affaires sociales	Devenue résolution le 31.07.2020
565	25.06.2020	sur l'évaluation des technologies de santé	73 <i>quater</i>	Mmes Pascale GRUNY et Laurence HARRIBEY (Aff. européennes)	Affaires sociales	Devenue résolution le 31.07.2020

N° de dépôt	Date de dépôt	Objet	En app. de l'art.	Auteur(s)	Commission au fond	Suite donnée
571	25.06.2020	visant à modifier le classement dont bénéficie le loup au sein de la Convention de Berne	73 <i>quinquies</i> , al. 2	Mmes Sylviane NOËL, Frédérique PUISSAT, MM. Michel SAVIN, Jean-Pierre VIAL, Mme Colette GIUDICELLI, M. Cyril PELLEVAT et Mme Martine BERTHET (Les Républicains)	Aménagement du territoire	Devenue résolution le 21.08.2020
593	03.07.2020	sur la modernisation de la politique européenne de la concurrence	73 <i>quinquies</i> , al. 2	MM. Alain CHATILLON (Les Républicains) et Olivier HENNO (UC)	Affaires économiques	Devenue résolution le 20.07.2020
619	09.07.2020	sur la lutte contre la cybercriminalité	73 <i>quater</i>	Mme Sophie JOISSAINS et M. Jacques BIGOT (Aff. Européennes)	Lois	Devenue résolution le 14.08.2020
650	16.07.2020	tendant à préserver la souveraineté de l'Union européenne dans le domaine énergétique notamment	73 <i>quater</i>	MM. Claude KERN et Michel RAISON (Aff. Européennes)	Affaires économiques	Devenue résolution le 21.08.2020

D. COMMISSIONS D'ENQUÊTE

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage (art. 6 bis RS)	Objet	Président de la commission	Rapporteur de la commission
<u>Session ordinaire 2019-2020</u>					
16.10.19	Ensemble des présidents de groupe et de commission	Non	Évaluation de l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, recueil des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences, enseignements sur la prévention des risques technologiques	M. Hervé MAUREY (UC)	Mmes Christine BONFANTI-DOSSAT (Les Républicains) et Nicole BONNEFOY (SOCR)
14.11.19	Groupe Les Républicains	Oui	Les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre	Mme Nathalie DELATTRE (RDSE)	Mme Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (Les Républicains)
29.01.20	Groupe UC	Oui	Contrôle, régulation et évolution des concessions autoroutières	M. Éric JEANSANNETAS (RDSE)	M. Vincent DELAHAYE (UC)
05.02.20	Groupe SOCR	Oui	Problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols	M. Laurent LAFON (UC)	Mme Gisèle JOURDA (SOCR)
<u>Sessions extraordinaires 2019-2020</u>					
01.07.20	Président du Sénat	Non	Évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion	M. Alain MILON (Les Républicains)	Mme Catherine DEROCHÉ (Les Républicains), M. Bernard JOMIER (SOCR) et Mme Sylvie VERMEILLET (UC)

E. MISSIONS D'INFORMATION

Date de désignation des membres	Auteur de l'initiative	Droit de tirage (Art. 6 bis RS)	Objet	Président de la mission	Rapporteur de la mission
<u>Session ordinaire 2019-2020</u>					
19.02.20	Groupe CRCE	Oui	Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain ?	M. Arnaud BAZIN (Les Républicains)	Mme Cécile CUKIERMAN (CRCE)
04.03.20	Groupe RDSE	Oui	Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique	M. Jean-Marie MIZZON (UC)	M. Raymond VALL (RDSE)
04.03.20	Groupe Les Indépendants	Oui	Fonctionnement et organisation des fédérations sportives	M. Jean-Jacques LOZACH (SOCR)	M. Alain FOUCHÉ (Les Indépendants)
13.05.20	Groupe LaREM	Oui	Trafic de stupéfiants en provenance de Guyane	M. Olivier CIGIOTTI (UC)	M. Antoine KARAM (LaREM)
<u>Sessions extraordinaires 2019-2020</u>					
<i>Néant</i>					

F. DÉPÔTS DE RAPPORTS AU PARLEMENT

Type de rapports Session parlementaire	Rapports périodiques	Rapports uniques	Rapports d'application des lois (art. 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004)	Total des rapports déposés
2009-2010	49	23	24	96
2010-2011	39	29	22	90
2011-2012	46	26	44	116
2012-2013	38	26	13	67
2013-2014	33	37	17	87
2014-2015	19	79	17	115
2015-2016	27	80	14	121
2016-2017	26	81	14	121
2017-2018	35	56	9	100
2018-2019	31	60	6	97
2019-2020	28	71	28	127

1. Liste des rapports périodiques déposés sur le bureau du Sénat
(total : 28 rapports)

N°	Année parlementaire 2019-2020	Date du dernier dépôt
1419	RP n° 315 - Rapport annuel du Conseil supérieur de l'Agence France-Presse au Parlement (art. 3 de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 portant statut de l'agence France-Presse)	16.10.2019
1421	RP n° 316 - Rapport d'activité du Fonds d'intervention régional pour l'exercice 2018 (art. L. 1435-10 du code de la santé publique)	21.10.2019
1426	RP n° 317 - Rapport annuel du Gouvernement au Parlement relatif à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (2019) (art. 51 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016)	31.10.2019
1433	RP n° 318 - Rapport 2019 du Gouvernement au Parlement relatif au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) (art. 166 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016)	07.11.2019
1434	RP n° 319 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur la mise en application progressive du dégrèvement de la taxe d'habitation sur la résidence principale (IV de l'article 5 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	12.11.2019
1436	RP n° 320 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur le coût pour les collectivités territoriales des mesures d'exonération et d'abattement d'impôts directs locaux (XI de l'article 33 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017)	13.11.2019
1438	RP n° 321 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'évolution des dépenses et des ressources de la Société du Grand Paris (art. 167 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019)	18.11.2019
1440	RP n° 322 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les expérimentations innovantes en santé (art. 51 de la loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018)	02.12.2019
1441	RP n° 323 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur le contrôle a posteriori des préfetures sur les actes des collectivités territoriales et des établissements publics pour la période 2013-2015 - 23 ^{ème} édition (art. L. 2131-7, L. 3132-2 et L. 4142-2 du code général des collectivités territoriales)	04.12.2019
1442	RP n° 324 - Rapport 2019 sur la situation financière des organismes complémentaires assurant une couverture santé (e de l'article L. 862-7 du code de la sécurité sociale)	05.12.2019
1443	RP n° 324 - Rapport 2019 du Gouvernement au Parlement relatif aux contribuables quittant le territoire national (art. 29 de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012)	06.12.2019
1451	RP n° 326 - Rapport d'information au Parlement sur les remises et transactions à titre gracieux en matière fiscale pour l'année 2018 (art. L. 251 A du livre des procédures fiscales, créé par l'article 15 de la loi n° 2013-1117 du 6 décembre 2013 relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière)	02.01.2020

N°	Année parlementaire 2019-2020	Date du dernier dépôt
1452	RP n° 327 - 13 ^{ème} rapport du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire intitulé « <i>Revue annuelle de la condition militaire</i> » (art. L. 4111-1 du code de la défense)	13.01.2020
1457	RP n° 328 - Rapport du Gouvernement au Parlement et au Conseil économique, social et environnemental suite au premier rapport du Haut Conseil pour le Climat (art. L. 132-4 du code de l'environnement)	22.01.2020
1458	RP n° 329 - Seizième rapport sur les étrangers en France pour l'année 2018 (art. L. 111-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile)	23.01.2020
1459	RP n° 330 - Rapport sur la procédure d'admission au séjour pour soins réalisé par le service médical de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (art. L. 313-11 (11°) du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile)	05.03.2020
1461	RP n° 331 - Rapport relatif aux agréments des conventions et accords applicables aux salariés des établissements sociaux et médicaux-sociaux privés à but non lucratif pour 2019 et aux orientations en matière d'agrément des accords et d'évolution de la masse salariale pour 2020 (art. L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles)	13.03.2020
1480	RP n° 332- Rapport du Gouvernement au Parlement sur le bilan de l'exécution de la programmation militaire (art. 10 de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense)	14.04.2020
1485	RP n° 333 - Projet de contrat d'objectifs et de moyens 2020-2022 d'Expertise France (art. 1 ^{er} de la loi n° 2010-873 du 27 juillet 2010 relative à l'action extérieure de l'État)	07.05.2020
1495	RP n° 334 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les exportations d'armement de la France pour l'année 2020 (art. 11 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale)	02.06.2020
1499	RP n° 335 - Rapport sur l'exécution et le contrôle des contrats de concession d'autoroutes et d'ouvrages d'art pour l'année 2017 (art. L. 119-8 du code de la voirie routière)	11.06.2020
1503	RP n° 336 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au dispositif d'indemnisation des personnes étrangères aux administrations publiques qui ont fourni à l'administration fiscale des renseignements ayant permis la découverte de manquements à certaines dispositions fiscales pour l'année 2019 (art. 109 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017)	15.06.2020
1516	RP n° 337 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les opérations extérieures et les missions intérieures de la France (art. 4 de la loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense)	01.07.2020

N°	Année parlementaire 2019-2020	Date du dernier dépôt
1526	RP n° 338 - Rapport annuel sur l'application du régime d'autorisation préalable de l'exploitation de certains équipements constitutifs des futurs réseaux radioélectriques mobiles de cinquième génération, prévu par l'article 5 de la loi n°2019-810 du 1 ^{er} août 2019	03.08.2020
1529	RP n° 339 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les systèmes d'information développés aux fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19 (art. 11-IX de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions)	09.09.2020
1533	RP n° 340 - 14 ^{ème} rapport du Gouvernement au Parlement du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire sur « <i>Les pensions militaires de retraite : finalités, état des lieux, enjeux d'une réforme</i> » (art. L. 4111-1 du code de la défense)	15.09.2020
1535	RP n° 341 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux remises et transactions à titre gracieux et règlements d'ensemble en matière fiscale pour l'année 2019 (art. L. 251 A du livre des procédures fiscales, créé par l'art. 15 de la loi n° 2013-1117 du 6 décembre 2013 relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière)	17.09.2020
1536	RP n° 342 - Rapport au Parlement du Conseil supérieur de l'Agence France-Presse (art. 3 de la loi n° 57-32 du 10 janvier 1957 portant statut de l'agence France-Presse)	21.09.2020

2. Liste des rapports uniques déposés sur le bureau du Sénat
(total : 71 rapports)

N°	Année parlementaire 2019-2020	Date de dépôt
1411	RU n° 720 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les possibilités de rationalisation et d'évolution des dispositifs de soutien, direct et indirect, à l'export et au développement des entreprises françaises à l'étranger (art. 111 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	01.10.2019
1412	RU n° 721 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif au bilan pour l'exercice 2018 de la mise en œuvre de l'article 13 et de l'article 29 de la loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2018-2022 (art. 29 - VIII de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022)	01.10.2019
1413	RU n° 722 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la création d'un fonds d'indemnisation des victimes de produits phytopharmaceutiques (art. 81 de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous)	02.10.2019

N°	Année parlementaire 2019-2020	Date de dépôt
1414	RU n° 723 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les mutualisations et les rapprochements entre les réseaux des chambres de commerce et d'industrie (CCI) et des chambres des métiers et de l'artisanat (CMA) (art. 44 - VII de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	02.10.2019
1417	RU n° 724 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les concours de toute nature de l'État en soutien aux activités de recherche et d'exploitation des hydrocarbures en dehors des territoires définis à l'article L. 111-8 du code minier (art. 10 de la loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement)	09.10.2019
1418	RU n° 725 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évaluation de la revalorisation exceptionnelle de la prime d'activité (art. 4 de la loi n° 2018-1213 du 24 décembre 2018 portant mesures d'urgence économiques et sociales)	15.10.2019
1420	RU n° 726 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur les impacts budgétaires induits par l'application des règles prévues aux articles L. 230-5-1 à L. 230-5-5 du code rural et de la pêche maritime concernant la qualité des approvisionnements en restauration collective (art. 25 de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous concernant la qualité des approvisionnements en restauration collective - disposition retranscrite aux articles L. 230-5-4 à L. 230-5-5 du code rural et de la pêche maritime)	17.10.2019
1422	RU n° 727 - Avenant n° 3 à la convention du 28 décembre 2016 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative à la gestion des fonds du programme d'investissements d'avenir (action « Développement de l'économie numérique ») et du plan « France très haut débit » (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	24.10.2019
1423	RU n° 728 - Avenant n° 6 à la convention du 27 juillet 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « Valorisation - Instituts Carnot ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	29.10.2019
1424	RU n° 729 - Projet de rapport du Gouvernement au Parlement sur le financement de la politique de l'eau et de la biodiversité (art. 1 ^{er} de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement)	30.10.2019
1425	RU n° 730 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux propositions de pistes de modulation des garanties publiques pour le commerce extérieur (art. 8 de la loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement)	31.10.2019

N°	Année parlementaire 2019-2020	Date de dépôt
1427	RU n° 731 - Avenant n° 1 à la convention du 10 mai 2017 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Territoires d'innovation de grande ambition ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	05.11.2019
1428	RU n° 732 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur la soutenabilité pour les finances publiques et la gestion du dispositif d'indemnisation prévu pour les victimes de la Dépakine (art. 263 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019)	05.11.2019
1429	RU n° 733 - Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet de programme immobilier pénitentiaire, accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (art. 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	06.11.2019
1430	RU n° 734 - Avenant n° 1 à la convention du 20 décembre 2018 entre l'État et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « Intégration des SATT, incubateurs et accélérateurs ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	07.11.2019
1431	RU n° 735 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'évaluation du prêt à taux zéro (PTZ) (art. 83 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 codifié aux articles L. 31-10-1 à L. 31-10-12 du code de la construction et de l'habitation et 244 <i>quater</i> du code général des impôts)	07.11.2019
1432	RU n° 736 - Rapport du Gouvernement au Parlement, au titre de l'année 2019, relatif à l'analyse de la corrélation entre les coefficients logarithmiques utilisés dans le calcul de la dotation forfaitaire des communes et du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) et les charges des collectivités (art. 257 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019)	07.11.2019
1435	RU n° 737 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif à l'évaluation du dispositif d'aide fiscale à l'investissement locatif Pinel (V de l'art. 68 de la loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018)	13.11.2019
1437	RU n° 738 - Avenant n° 4 à la convention du 14 juillet 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « Santé et biotechnologies ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	14.11.2019
1439	RU n° 739 - Avenant n° 1 à la convention du 17 décembre 2014 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations (CDC) relative au programme d'investissements d'avenir (action « Fonds national d'innovation », « Culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	27.11.2019
1444	RU n° 740 - Convention entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations (CDC) relative au programme d'investissements d'avenir (action « Grands défis ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	11.12.2019

N°	Année parlementaire 2019-2020	Date de dépôt
1445	RU n° 741 - Convention (portant avenant n° 2) à la convention du 29 décembre 2017 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Accélération du développement des écosystèmes d'innovation performants » - volet « Technologies numériques ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	16.12.2019
1446	RU n° 742 - Avenant n° 1 à la convention du 18 juin 2014 entre l'État et le Centre national d'études spatiales (CNES) relative au Programme d'investissements d'avenir (action « espace ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	17.12.2019
1447	RU n° 743 - Avenant n° 1 à la Convention du 29 décembre 2017 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Territoires d'innovation pédagogique ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	17.12.2019
1448	RU n° 744 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'électrohypersensibilité (art. 8 de la loi n° 2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques)	18.12.2019
1449	RU n° 745 - Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet de modernisation des sites l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille (AP-HM), accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (art. 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	23.12.2019
1450	RU n° 746 - Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet NExTEO, accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (art. 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	23.12.2019
1453	RU n° 747 - Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet de modernisation du centre hospitalier d'Argenteuil, accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (art. 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	16.01.2020
1454	RU n° 748 - Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet immobilier judiciaire à Saint-Laurent-du-Maroni en Guyane, accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (art. 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	16.01.2020
1455	RU n° 749 - Convention portant avenant n° 1 à la convention du 19 août 2019 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Valorisation - Fonds national de valorisation ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	21.01.2020

N°	Année parlementaire 2019-2020	Date de dépôt
1456	RU n° 750 - Convention entre l'État, l'Agence nationale de la recherche et la Caisse des dépôts et consignations relative au Programme d'investissements d'avenir (action « Valorisation-Fonds national de valorisation », volet « Plan innovation Outre-mer ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	21.01.2020
1460	RU n° 751 - Rapport de contre-expertise de l'évaluation socio-économique du projet ligne 18 « Tronçon aéroport d'Orly - Versailles Chantiers », accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (art. 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	10.03.2020
1462	RU n° 752 - Avenant n° 3 à la convention du 27 juillet 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au Programme d'investissements d'avenir (action : « Valorisation, constitution de campus d'innovation technologique de dimension mondiale, instituts de recherche technologique ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	16.03.2020
1467	RU n° 753 -Avenant n° 1 à la convention du 22 décembre 2017 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Équipements structurants pour la recherche ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	20.03.2020
1468	RU n° 754 - Avenant n° 3 à la convention du 19 septembre 2014 entre l'État et le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Calcul intensif ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	26.03.2020
1471	RU n° 755 - Avenant n° 1 à la convention du 28 décembre 2017 entre l'État et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Fonds national post-maturation "Frontier venture" ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	02.04.2020
1483	RU n° 756 - Projet d'avenant n° 2 à la convention du 28 décembre 2017 entre l'État et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action : « Fonds national post-maturation "Frontier venture" ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	21.04.2020
1486	RU n° 757 - Rapport visant à dresser le bilan de l'expérimentation du dispositif « Justif'Adresse » (art. 44 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance)	07.05.2020
1491	RU n° 758 -Rapport du Gouvernement au Parlement évaluant l'impact du dispositif de la réduction de loyer de solidarité et l'impact de l'augmentation de la TVA (art. 229 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019)	27.05.2020
1492	RU n° 759 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur la répartition des moyens alloués par le Fonds de développement de la vie associative (FDVA) aux associations dans chaque département en 2019 (art. 271 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019)	27.05.2020

N°	Année parlementaire 2019-2020	Date de dépôt
1493	RU n° 760 - Rapport du Gouvernement formulé à la suite de l'avis du comité des scientifiques rendu le 18 mai 2020 et relatif aux « modalités sanitaires du processus électoral à la sortie du confinement » (II de l'article 19 et article 21 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19)	29.05.2020
1494	RU n° 761 - Rapport du Gouvernement formulé à la suite de l'avis du comité des scientifiques rendu le 8 mai 2020 et relatif aux conditions des réunions « d'installation des conseils municipaux et des établissements publics de coopération intercommunale » (II de l'article 19 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19)	29.05.2020
1500	RU n° 762 - Projet d'avenant n° 3 à la convention du 29 juillet 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « Opération Campus ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	11.06.2020
1501	RU n° 763 - Rapport du Gouvernement au Parlement autorisant l'expérimentation des maisons de naissance (art. 1 ^{er} et 4 de la loi n° 2013-1118 du 6 décembre 2013 autorisant l'expérimentation des maisons de naissance)	12.06.2020
1502	RU n° 764 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux enjeux liés à la requalification des agents techniques de l'environnement en techniciens de l'environnement et aux voies d'accès à la catégorie statutaire A d'une partie des personnels occupant des fonctions d'encadrement (art. 18 de la loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement)	12.06.2020
1504	RU n° 765 - Avenant n° 1 à la convention du 7 juillet 2010 entre l'État et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « prêts aux petites et moyennes entreprises » refinancement d'OSEO) (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	16.06.2020
1505	RU n° 766 - Avenant n° 5 à la convention du 3 août 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « Laboratoires d'excellence ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	16.06.2020
1506	RU n° 767 - Avenant n° 4 à la convention du 27 juillet 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « Instituts d'excellence - Programme : Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées (IEED) ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	16.06.2020
1507	RU n° 768 - Avenant n° 5 à la convention du 14 juillet 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « Santé et biotechnologies ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	16.06.2020

N°	Année parlementaire 2019-2020	Date de dépôt
1508	RU n° 769 - Avenant n° 4 à la convention du 27 juillet 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « Valorisation, constitution de campus d'innovation technologique de dimension mondiale, instituts de recherche technologique ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	16.06.2020
1509	RU n° 770 - Avenant n° 9 à la convention du 27 juillet 2010 entre l'État et l'Agence nationale de la recherche relative au programme d'investissements d'avenir (action « instituts hospitalo-universitaires ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	16.06.2020
1510	RU n° 771 - Projet de convention entre l'État et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « prêts pour l'industrialisation » - volet « garantie de place ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	17.06.2020
1511	RU n° 772 - Avenant n° 3 à la convention du 28 décembre 2017 entre l'État et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « Fonds national post-maturation "Frontier venture" ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	17.06.2020
1512	RU n° 773 - Avenant n° 2 à la convention du 14 juillet 2010 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Fonds national d'amorçage ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	22.06.2020
1513	RU n° 774 - Avenant n° 1 à la convention du 14 juillet 2010 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « financement de l'économie sociale et solidaire ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	22.06.2020
1514	RU n° 775 - Avenant n° 1 à la convention du 15 décembre 2017 entre l'État et l'ADEME relative au Programme d'investissements d'avenir (action « Accélération du développement des écosystèmes d'innovation performants » volet « transports et mobilité durable ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	30.06.2020
1515	RU n° 776 - Rapport sur l'application de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure (art. 25 de la loi n° 2015-912 du 24 juillet 2015 relative au renseignement)	30.06.2020
1517	RU n° 777 - Avenant n° 2 à la convention du 3 août 2010 entre l'État et l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs relative au programme d'investissements d'avenir (action « recherche en matière de traitement et de stockage de déchets ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	22.07.2020
1518	RU n° 778 - Avenant n° 2 à la convention du 7 avril 2017 entre l'État et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « Accompagnement et transformation des filières ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	24.07.2020

N°	Année parlementaire 2019-2020	Date de dépôt
1519	RU n° 779 - Projet de convention entre l'État et Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (action « Accompagnement et transformation des filières », volet « Plan Batteries ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	24.07.2020
1520	RU n° 780 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur le fonds de solidarité institué par l'ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation portant sur la participation des collectivités territoriales, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et des entreprises au financement du fonds de solidarité et présentant les montants prévus ainsi que ceux effectivement engagés (art. 25 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020)	27.07.2020
1521	RU n° 781 - Avenant n° 2 à la convention du 2 septembre 2010 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « France Brevets ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	27.07.2020
1522	RU n° 782 - Avenant n° 2 à la convention du 13 octobre 2010 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations (CDC) relative au programme d'investissements d'avenir (action « renforcement des pôles de compétitivité » et volet « plates-formes mutualisées d'innovation ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	27.07.2020
1523	RU n° 783 - Projet de convention (portant avenant n° 4) à la convention du 28 septembre 2010 entre l'État et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (« Action : Ville de demain ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	27.07.2020
1524	RU n° 784 - Rapport de contre-expertise du dossier d'évaluation socio-économique du quartier hospitalo-universitaire de l'Île de Nantes, accompagné de l'avis du Secrétariat général pour l'investissement (art. 17 de la loi n° 2012-1558 du 31 décembre 2012 de programmation des finances publiques pour les années 2012 à 2017)	27.07.2020
1527	RU n° 785 - Rapport relatif à l'expérimentation des hébergements temporaires non médicalisés pour patients	20.08.2020
1528	RU n° 786 - Rapport sur la fiscalité du commerce	27.08.2020
1530	RU n° 787 - Rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux dépenses de prévention des addictions (art. 58 de la loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019)	09.09.2020
1531	RU n° 788 - Avenant n° 4 à la convention du 22 septembre 2010 entre l'État et l'EPIC Bpifrance relative au programme d'investissements d'avenir (« action : financement des entreprises innovantes, états généraux de l'industrie » - mesure : « renforcement de la compétitivité des PMI et des filières industrielles stratégiques ») (art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010)	11.09.2020

N°	Année parlementaire 2019-2020	Date de dépôt
1532	RU n° 789 - Rapport du Gouvernement au Parlement sur l'évaluation des résultats de l'expérimentation prévoyant une nouvelle procédure de délivrance de duplicata du permis de conduire français depuis l'étranger pour les Français (art. 45 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance)	14.09.2020
1534	RU n° 790 - Rapport sur les modalités de mise en œuvre d'un nouveau risque et d'une nouvelle branche de la sécurité sociale relatifs au soutien à l'autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap (art. 5 de la loi n° 2020-992 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie)	16.09.2020

3. Liste des rapports sur la mise en application des lois déposés sur le bureau du Sénat (article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit) (total : 28 rapports)

N°	Année parlementaire 2019-2020	Date de dépôt
1415	Rapport art. 67 n° 294 du Gouvernement au Parlement relatif à l'application de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019	03.10.2019
1416	Rapport art. 67 n° 295 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application des dispositions de la loi n° 2018-898 du 23 octobre 2018 relative à la lutte contre la fraude	03.10.2019
1463	Rapport art. 67 n° 296 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi organique n° 2018-280 du 19 avril 2018 relative à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie	16.03.2020
1464	Rapport art. 67 n° 297 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des jeux olympiques et paralympiques de 2024	16.03.2020
1465	Rapport art. 67 n° 298 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-84 du 13 février 2018 créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap	16.03.2020
1466	Rapport art. 67 n° 299 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-527 du 28 juin 2018 relative au défibrillateur cardiaque	16.03.2020
1469	Rapport art. 67 n° 300 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-1214 du 24 décembre 2018 relative à la réforme de la caisse des Français de l'étranger	01.04.2020
1470	Rapport art. 67 n° 301 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2019-810 du 1 ^{er} août 2019 visant à préserver les intérêts de la défense et de la sécurité nationale de la France dans le cadre de l'exploitation des réseaux radioélectriques mobiles	01.04.2020

1472	Rapport art. 67 n° 302 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises	07.04.2020
1473	Rapport art. 67 n° 303 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites	08.04.2020
1474	Rapport art. 67 n° 304 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2017-1754 du 25 décembre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense	10.04.2020
1475	Rapport art. 67 n° 305 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022	10.04.2020
1476	Rapport art. 67 n° 306 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles	10.04.2020
1477	Rapport art. 67 n° 307 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-266 du 13 avril 2018 visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture et de contrôle des établissements privés hors contrat	10.04.2020
1478	Rapport art. 67 n° 308 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-670 du 30 juillet 2018 relative à la protection du secret des affaires	10.04.2020
1479	Rapport art. 67 n° 309 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-700 du 3 août 2018 ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015-2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur	10.04.2020
1481	Rapport art. 67 n° 310 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous	16.04.2020
1482	Rapport art. 67 n° 311 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2019-812 du 1 ^{er} août 2019 relative à la création de l'Agence nationale du sport et à diverses dispositions relatives à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024	21.04.2020
1484	Rapport art. 67 n° 312 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2019-803 du 29 juillet 2019 pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet	24.04.2020
1487	Rapport art. 67 n° 313 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-217 du 29 mars 2018 ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social	15.05.2020

1488	Rapport art 67 n° 314 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi organique n° 2019-706 du 5 juillet 2019 portant modification du statut d'autonomie de la Polynésie française	19.05.2020
1489	Rapport art 67 n° 315 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement	20.05.2020
1490	Rapport art 67 n° 316 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique	27.05.2020
1496	Rapport art 67 n° 317 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2019-72 du 5 février 2019 visant à améliorer la santé visuelle des personnes âgées en perte d'autonomie	10.06.2020
1497	Rapport art 67 n° 318 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2017-1841 du 30 décembre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé	11.06.2020
1498	Rapport art 67 n° 319 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2018-1203 du 22 décembre 2018 de financement de la sécurité sociale pour 2019	11.06.2020
1525	Rapport art 67 n° 320 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités	31.07.2020
1537	Rapport art 67 n° 321 du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	24.09.2020

D. LA PROCÉDURE D'AUDITION PUIS D'AVIS DES COMMISSIONS PERMANENTES

1. Nominations en application de l'article 13 de la Constitution - Année parlementaire 2019-2020

N°	Fonction	Personnalité concernée	Structure	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date avis commission ou audition	Date JO
153	Directeur général	M. Yves LE BRETON	Agence nationale de la cohésion des territoires	Art. L. 1232-1 du code général des collectivités territoriales	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (27 voix pour)	10/10/2019	06/11/2019	07/11/2019
154	Directeur général	M. Bertrand MUNCH	Office national des forêts	Art. D. 222-11 du code forestier	Affaires économiques	Défavorable (26 voix contre, 3 voix pour, 3 bulletins blancs)	08/11/2019	11/12/2019	12/12/2019
155	Directeur général	M. Pierre DUBREUIL	Office français de la biodiversité	Art. L. 131-13 du code de l'environnement	Aménagement du territoire et développement durable	Favorable (20 voix pour, 7 voix contre)	03/12/2019	18/12/2019	19/12/2019
156	Président du conseil d'administration	M. Philippe WAHL	La Poste	Art. 11 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom	Affaires économiques	Favorable (31 voix pour, 3 voix contre)	23/12/2019	29/01/2020	30/01/2020
157	Président	M. Didier MIGAUD	Haute Autorité pour la transparence de la vie publique	Art. 19 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique	Lois	Favorable (22 voix pour, 3 voix contre, 5 bulletins blancs)	15/01/2020	28/01/2020	29/01/2020

N°	Fonction	Personnalité concernée	Structure	Texte de référence	Commission concernée	Avis rendu	Date saisine PM	Date avis commission ou audition	Date JO
158	Président du collège	Mme Isabelle FALQUE-PIERROTIN	Autorité nationale des jeux	Art. 35 de la loi n° 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne	Finances	Favorable (9 voix pour, aucune contre)	22/04/2020	03/06/2020	04/06/2020
159	Président	M. Jean-Philippe VACHIA	Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques	Art. L. 52-14 du code électoral	Lois	Favorable (15 voix pour, 1 voix contre)	16/06/2020	01/07/2020	02/07/2020
160	Défenseur des droits	Mme Claire HÉDON	Défenseur des droits	Art. 71-1 de la Constitution	Lois	Favorable (14 voix pour, 1 voix contre)	01/07/2020	15/07/2020	16/07/2020
161	Président	M. Jean-Luc NEVACHE	Commission d'accès aux documents administratifs	Art. L. 341-1 du code des relations entre le public et l'administration	Lois	Favorable (18 voix pour)	17/07/2020	22/07/2020	23/07/2020
162	Président	M. Philippe MAUGUIN	Institut national de la recherche, de l'agriculture et de l'environnement	Art. R. 831-3-1 du code rural et de la pêche maritime	Affaires économiques	Favorable (33 voix pour, 2 bulletins blancs)	17/07/2020	14/10/2020	15/10/2020

2. Auditions ou avis de commissions en application de divers textes législatifs

N°	Fonction	Personnalité concernée	Structure	Texte de référence	Commission compétente	Date saisine PM (ou Pt Sénat)	Date d'audition	Date courriers aux PM et SGG
1	Directeur général	Mme Geneviève CHÊNE	Agence nationale de la santé publique	Art. L. 1413-1 et L. 1413-10 du code de la santé publique	Affaires sociales	15/10/2019	23/10/2019	19/10/2019
2	Directeur général	M. Sébastien LELOUP	Office national d'indemnisation des accidents médicaux	Art. L. 1142-22 et R. 1142-52 du code de la santé publique	Affaires sociales	18/02/2020	04/03/2020	05/03/2020
3	Président du conseil d'administration	M. Benoît VALLET	Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	Art. L. 1313-4 et R. 1313-6 du code de la santé publique	Affaires sociales	14/05/2020	04/06/2020 (en visioconférence)	08/06/2020
4	Vice-président	M. Jean-Paul FAUGÈRE	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution	Art. L. 612-5 du code monétaire et financier	Finances	09/06/2020	01/07/2020	02/07/2020
5	Président du conseil d'administration	M. François TOUJAS	Établissement français du sang	Art. L. 1222-5 et R. 1222-8 du code de la santé publique	Affaires sociales	21/07/2020	28/07/2020	28/07/2020

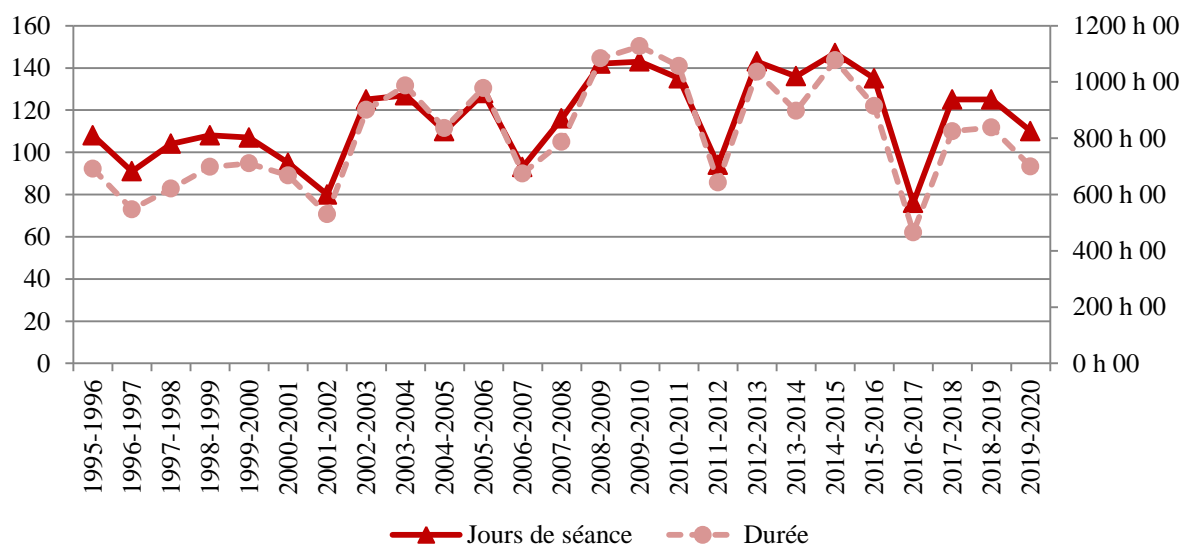
IV. COMPARAISONS STATISTIQUES PLURIANNUELLES : LES 61 ANS DU SÉNAT

1. Nombre et durée des séances

Années	SESSIONS						TOTAUX	
	Ordinaire printemps		Ordinaire automne		Extraordinaires et de droit			
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée
1958			2	5 h 00			2	5 h 00
1959	26	115 h 00	42	230 h 00	9	47 h 00	77	392 h 00
1960	39	216 h 00	43	185 h 00	2	19 h 00	84	420 h 00
1961	35	138 h 00	37	232 h 50	2	8 h 00	74	378 h 50
1962	31	131 h 30	12	25 h 00	7	29 h 10	50	185 h 40
1963	47	134 h 00	38	195 h 20	25	157 h 55	110	487 h 15
1964	31	126 h 20	38	232 h 15			69	358 h 35
1965	28	110 h 16	27	170 h 50	3	10 h 15	58	381 h 21
1966	33	137 h 02	37	222 h 40			70	359 h 42
1967	27	90 h 00	35	232 h 30			62	322 h 30
1968	13	23 h 15	36	233 h 05	12	50 h 00	61	306 h 20
1969	10	18 h 15	37	216 h 40	4	9 h 10	51	244 h 05
1970	33	161 h 30	37	239 h 20			70	400 h 50
1971	35	205 h 15	41	259 h 15			76	464 h 30
1972	32	179 h 10	39	245 h 45			71	424 h 55
1973	26	116 h 35	39	278 h 45			65	395 h 20
1974	12	36 h 15	45	312 h 45	11	48 h 00	68	397 h 00
1975	41	260 h 30	43	303 h 00	3	12 h 10	87	575 h 40
1976	37	190 h 50	43	284 h 10	7	37 h 05	87	512 h 05
1977	38	191 h 20	47	303 h 15			85	494 h 35
1978	42	196 h 35	50	396 h 55	5	16 h 40	97	610 h 10
1979	45	245 h 45	55	424 h 10	3	4 h 20	103	674 h 15
1980	48	309 h 25	54	378 h 55	14	89 h 35	116	777 h 55
1981	3	6 h 40	53	335 h 25	28	130 h 00	84	472 h 05
1982	47	259 h 20	53	346 h 25	31	123 h 05	131	728 h 50
1983	52	286 h 10	49	350 h 30	4	10 h 10	105	646 h 50
1984	49	241 h 35	50	339 h 50	22	88 h 55	121	670 h 20
1985	43	224 h 30	44	275 h 35	12	60 h 10	99	560 h 15
1986	38	225 h 50	48	378 h 00	43	324 h 30	129	928 h 20
1987	52	346 h 50	50	369 h 50	7	25 h 30	109	742 h 10
1988	5	14 h 05	51	350 h 20	12	48 h 40	68	413 h 05
1989	54	299 h 55	55	387 h 05	4	13 h 25	113	700 h 25
1990	51	294 h 30	51	407 h 55	1	4 h 50	103	707 h 15
1991	47	271 h 45	56	402 h 05	11	52 h 15	114	726 h 05
1992	45	209 h 35	40	216 h 20	21	105 h 20	106	531 h 15
1993	43	206 h 10	52	402 h 05	14	98 h 15	109	706 h 30
1994	45	248 h 35	54	409 h 25	24	155 h 30	123	813 h 30
1995* ¹	10	29 h 05	-	-	23	142 h 25	33	171 h 30

¹ Janvier à septembre.

Années	SESSIONS				TOTAUX	
	Ordinaire		Extraordinaires et de droit		Jours de séance	Durée
	Jours de séance	Durée	Jours de séance	Durée		
1995-1996	108	692 h 05	-	-	108	692 h 05
1996-1997	84	521 h 10	7	26 h 30	91	547 h 40
1997-1998	103	615 h 40	1	5 h 20	104	621 h 00
1998-1999	108	698 h 15	-	-	108	698 h 15
1999-2000	107	710 h 55	-	-	107	710 h 55
2000-2001	95	668 h 00	-	-	95	668 h 00
2001-2002	66	464 h 20	14	65 h 10	80	529 h 30
2002-2003	109	780 h 20	16	120 h 30	125	900 h 50
2003-2004	111	858 h 45	16	128 h 40	127	987 h 25
2004-2005	103	784 h 55	7	50 h 50	110	835 h 45
2005-2006	120	914 h 05	8	64 h 20	128	978 h 25
2006-2007	73	550 h 05	20	124 h 40	93	674 h 45
2007-2008	101	664 h 35	15	122 h 15	116	786 h 50
2008-2009	124	950 h 05	18	133 h 50	142	1083 h 55
2009-2010	123	984 h 41	20	142 h 22	143	1127 h 03
2010-2011	125	996 h 23	10	60 h 09	135	1056 h 32
2011-2012	75	512 h 48	19	129 h 59	94	642 h 47
2012-2013	122	866 h 28	21	169 h 49	143	1036 h 17
2013-2014	118	787 h 58	18	109 h 09	136	897 h 07
2014-2015	126	942 h 30	21	134 h 20	147	1076 h 50
2015-2016	121	847 h 57	14	67 h 04	135	915 h 01
2016-2017	60	381 h 14	16	84 h 04	76	465 h 18
2017-2018	105	659 h 34	20	165 h 38	125	825 h 12
2018-2019	110	734 h 23	15	103 h 27	125	837 h 50
2019-2020	99	626 h 52	11	72 h 39	110	699 h 31



2. Projets et propositions de loi déposés

ANNÉES	PROJETS DE LOI (hors conventions internationales)			PROPOSITIONS DE LOI	
	Assemblée Nationale	Sénat	Pourcentage Sénat	Assemblée Nationale	Sénat
1959	81	22	21 %	206	31
1960	85	26	23 %	165	30
1961	65	41	39 %	160	41
1962	51	11	18 %	85	28
1963	109	8	7 %	286	28
1964	91	9	9 %	119	19
1965	79	5	6 %	80	20
1966	88	10	10 %	134	18
1967	56	6	10 %	323	42
1968	90	5	5 %	421	31
1969	70	1	1,4 %	168	13
1970	72	18	20 %	196	53
1971	83	10	11 %	155	43
1972	71	27	27 %	217	48
1973	57	13	18 %	558	57
1974	49	28	36 %	227	82
1975	73	59	45 %	89	52
1976	87	31	26 %	167	66
1977	73	46	39 %	429	128
1978	60	36	37 %	469	130
1979	101	15	13 %	300	108
1980	48	17	26 %	286	121
1981	51	32	38 %	412	136
1982	83	42	33 %	147	107
1983	65	46	41 %	82	76
1984	74	37	34 %	99	76
1985	90	20	18 %	142	89
1986	41	34	45 %	362	153
1987	58	31	35 %	272	108
1988	37	27	42 %	366	126
1989	52	51	49,5 %	197	83
1990	56	38	40,4 %	202	84
1991	65	44	40,4 %	176	97
1992	56	36	39,1 %	194	57
1993	53	52	49,5 %	516	129
1994	58	52	47,3 %	390	98
1995*	31	20	39,2 %	160	80

* Janvier à septembre.

ANNÉES	PROJETS DE LOI (hors conventions internationales)			PROPOSITIONS DE LOI	
	Assemblée nationale	Sénat	Pourcentage Sénat	Assemblée nationale	Sénat
1995-1996	55	36	39,6 %	264	91
1996-1997	51	53	51 %	378	93
1997-1998	44	47	51,6 %	329	160
1998-1999	26	67	72 %	211	83
1999-2000	30	49	62 %	255	94
2000-2001	37	35	48,6 %	202	93
2001-2002	20	73	78,5 %	222	61
2002-2003	55	37	40 %	367	72
2003-2004	74	54	42,2 %	253	73
2004-2005	59	53	46,9 %	209	100
2005-2006	63	53	45,2 %	338	104
2006-2007	34	71	64,7 %	275	65
2007-2008	51	45	44,9 %	425	88
2008-2009	77	59	36,0 %	323	137
2009-2010	76	43	56,6 %	346	130
2010-2011	52	38	42 %	391	166
2011-2012	84	46	54,7 %	374	193
2012-2013	120	31	20,7 %	491	146
2013-2014	57	35	28,1 %	272	124
2014-2015	51	63	53,8 %	297	88
2015-2016	63	48	43,2 %	297	155
2016-2017	44	93	70,8 %	229	119
2017-2018	55	31	34,4 %	457	157
2018-2019	38	24	38,7 %	432	163
2019-2020	47	41	46,7 %	533	166

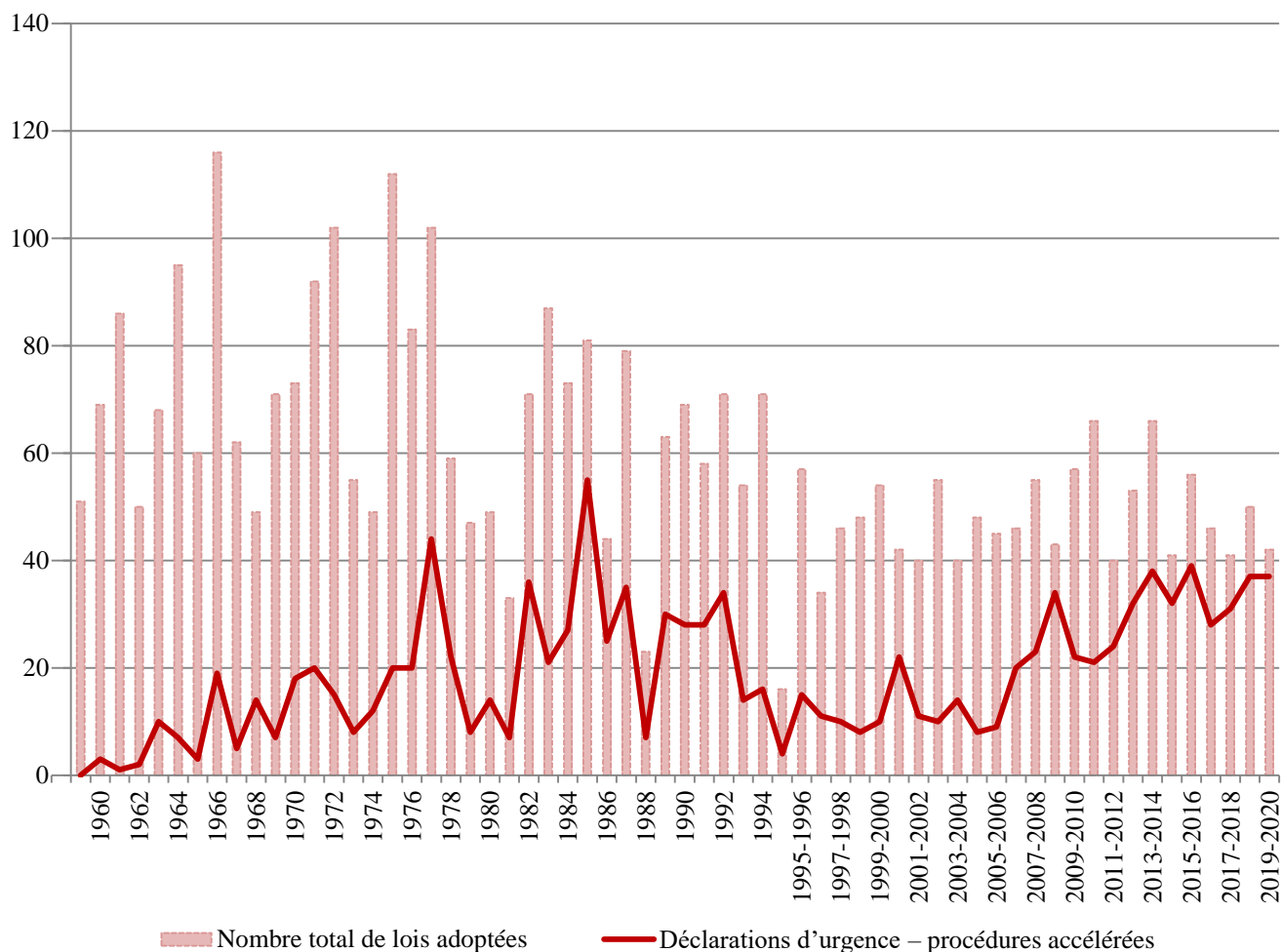
3. Déclarations d'urgence et procédures accélérées

ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une déclaration d'urgence ou procédure accélérée (Hors conventions)	Nombre total de lois adoptées (Hors conventions)	Rapport entre déclarations d'urgences et procédures accélérées sur le nombre de lois adoptées (Hors conventions)
1959	0	51	0,00%
1960	3	69	4,35%
1961	1	86	1,16%
1962	2	50	4,00%
1963	10	68	14,71%
1964	7	95	7,37%
1965	3	60	5,00%
1966	19	116	16,38%
1967	5	62	8,06%
1968	14	49	28,57%
1969	7	71	9,86%
1970	18	73	24,66%
1971	20	92	21,74%
1972	15	102	14,71%
1973	8	55	14,55%
1974	12	49	24,49%
1975	20	112	17,86%
1976	20	83	24,10%
1977	44	102	43,14%
1978	22	59	37,29%
1979	8	47	17,02%
1980	14	49	28,57%
1981	7	33	21,21%
1982	36	71	50,70%
1983	21	87	24,14%
1984	27	73	36,99%
1985	55	81	67,90%
1986	25	44	56,82%
1987	35	79	44,30%
1988	7	23	30,43%
1989	30	63	47,62%
1990	28	69	40,58%
1991	28	58	48,28%
1992	34	71	47,89%
1993	14	54	25,93%
1994	16	71	22,54%
1995*	4	16	25,00%

* Janvier à septembre.

ANNÉES	Textes ayant fait l'objet d'une déclaration d'urgence ou procédure accélérée (Hors conventions)	Nombre total de lois adoptées (Hors conventions)	Rapport entre déclarations d'urgences et procédures accélérées sur le nombre de lois adoptées (Hors conventions)
1995-1996	15	57	26,32%
1996-1997	11	34	32,35%
1997-1998	10	46	21,74%
1998-1999	8	48	16,67%
1999-2000	10	54	18,52 %
2000-2001	22	42	52,38 %
2001-2002	11	40	27,50 %
2002-2003	10	55	18,18 %
2003-2004	14	40	35,00 %
2004-2005	8	48	16,67 %
2005-2006	9	45	20,00 %
2006-2007	20	46	43,48 %
2007-2008	23	55	41,82 %
2008-2009*	34	43	79,07 %
2009-2010	22	57	38,6 %
2010-2011	21	66	31,8 %
2011-2012	24	40	60,0 %
2012-2013	32	53	60,4 %
2013-2014	38	66	57,6 %
2014-2015	32	41	78,0 %
2015-2016	39	56	69,6 %
2016-2017	28	46	60,9 %
2017-2018	31	41	75,6 %
2018-2019	37	50	74,0 %
2019-2020	37	42	88,1 %

* À compter du 1^{er} mars 2009 : la déclaration d'urgence devient l'engagement de la procédure accélérée.



4. Nombre de lois adoptées définitivement et nombre d'amendements de séance déposés et adoptés

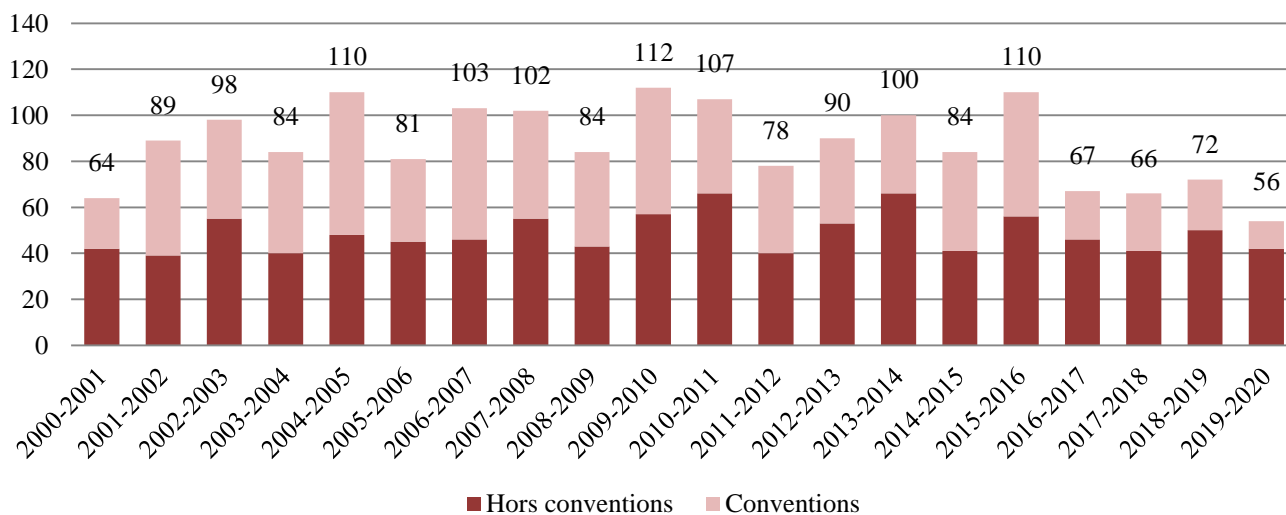
ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1959	51	-	51	-	-
1960	69	18	87	-	-
1961	86	17	103	-	-
1962	50	2	52	-	-
1963	68	30	98	-	-
1964	95	22	117	-	-
1965	60	15	75	-	-
1966	116	27	143	-	-
1967	62	18	80	-	-
1968	49	21	70	-	-
1969	71	7	78	576	211
1970	73	24	97	971	723
1971	92	23	115	1 745	1 178
1972	102	29	131	1 736	467

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1973	55	16	71	727	468
1974	49	21	70	1 058	536
1975	112	37	149	2 185	1 246
1976	83	27	110	2 189	1 102
1977	102	61	163	2 185	952
1978	59	32	91	2 603	1 240
1979	47	34	81	3 083	1 109
1980	49	38	87	4 084	1 529
1981	33	23	56	2 692	887
1982	71	41	112	4 857	2 525
1983	87	34	121	4 403	2 680
1984	73	47	120	4 752	2 647
1985	81	43	124	4 180	2 551
1986	44	16	60	8 553	900
1987	79	38	117	4 478	1 222
1988	23	27	50	1 991	826
1989	63	29	92	4 025	1 987
1990	69	38	107	6 129	1 911
1991	58	30	88	4 736	2 617
1992	71	24	95	5 232	3 316
1993	54	24	78	7 808	1 523
1994	71	63	134	5 598	2 301
1995*	16	4	20	1 292	409

* Janvier à septembre.

ANNÉES	LOIS			AMENDEMENTS EN SÉANCE	
	Hors conventions	Conventions	Total	déposés	adoptés
1995-1996	57	51	108	6 926	1 968
1996-1997	34	23	57	3 592	1 489
1997-1998	46	50	96	3 228	1 781
1998-1999	46	41	87	4 740	2 809
1999-2000	53	62	114	5 556	3 131
2000-2001	42	22	64	5 109	3 246
2001-2002	39	50	89	4 443	2 815
2002-2003	55	43	98	7 558	2 537
2003-2004	40	44	84	10 398	3 685
2004-2005	48	62	110	7 686	2 706
2005-2006	45	36	81	8 652	2 799
2006-2007	46	57	103	5 672	2 118
2007-2008	55	47	102	5 988	1 959
2008-2009	43	41	84	8 746	2 379
2009-2010	57	55	112	8 435	1 776
2010-2011	66	41	107	8 377	1 697
2011-2012	40	38	78	3 192	1 067
2012-2013	53	37	90	9 085	1 671
2013-2014	66	34	100	8 345	2 046
2014-2015	41	43	84	10 608	2 243
2015-2016	56	54	110	9 888	2 479
2016-2017	46	21	67	3 411	984
2017-2018	41	25	66	8 557	1 816
2018-2019	50	22	72	10 175	2 404
2019-2020	42	14	56	8 246	1 703

Nombre de lois adoptées définitivement



5. Modalités d'adoption des lois (hors conventions)

3 704 lois, hors conventions, ont été adoptées de 1959 au 30 septembre 2020.
894 lois ont été adoptées à partir du texte de la commission mixte paritaire et l'Assemblée nationale a statué en dernier lieu sur 462 textes.

a) Tableau récapitulatif

Année	Nombre total de lois adoptées	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1959	51	50	1	0	1
1960	69	64	2	3	5
1961	86	81	4	1	5
1962	50	48	1	1	2
1963	68	57	6	5	11
1964	95	84	5	6	11
1965	60	48	5	7	12
1966	116	102	8	6	14
1967	62	50	8	4	12
1968	49	38	6	5	11
1969	71	63	8	0	8
1970	73	55	16	2	18
1971	92	71	17	4	21
1972	102	86	9	7	16
1973	55	45	6	4	10
1974	49	36	13	0	13
1975	112	85	27	0	27
1976	83	59	23	1	24
1977	102	72	30	0	30
1978	59	29	29	1	30
1979	47	33	12	2	14
1980	49	33	13	3	16
1981	33	17	6	10	16
1982	71	28	11	32	43
1983	87	48	13	26	39
1984	73	31	16	26	42
1985	81	21	15	45	60
1986	44	24	19	1	20
1987	79	52	27	0	27
1988	23	13	2	8	10
1989	63	29	14	20	34
1990	69	32	18	19	37
1991	58	27	15	16	31
1992	71	25	30	16	46
1993	54	33	21	0	21
1994	71	42	28	1	29
1995*	16	7	9	0	9

* Janvier à septembre.

Année	Nombre total de lois adoptées	Nombre de lois adoptées			Nombre de CMP
		par la navette	à partir du texte de CMP	dernier mot de l'AN	
1995-1996	57	38	19	0	19
1996-1997	34	17	16	1	17
1997-1998	46	25	6	15	21
1998-1999	48	31	6	11	18
1999-2000	54	31	7	16	23
2000-2001	42	18	6	18	25
2001-2002	40	15	13	12	23
2002-2003	55	41	14	0	14
2003-2004	40	21	19	0	19
2004-2005	48	32	16	0	16
2005-2006	45	27	18	0	18
2006-2007	46	27	19	0	19
2007-2008	55	37	18	0	18
2008-2009	43	24	19	0	20
2009-2010	57	35	21	1	23
2010-2011	66	39	27	0	27
2011-2012	40	17	10	13	23
2012-2013	53	26	18	9	30
2013-2014	66	27	27	12	38
2014-2015	41	15	12	14	27
2015-2016	56	19	25	12	39
2016-2017	46	20	12	14	22
2017-2018	41	11	18	12	35
2018-2019	50	21	17	12	28
2019-2020	42	16	18	8	23
TOTAL	3 704	2 348	894	462	1 360

b) Les commissions mixtes paritaires réussies

Depuis 1959, deux tiers des commissions mixtes paritaires ont réussi (66 %)

Année	Pourcentage de CMP ayant abouti à un accord
1959	100 %
1960	40 %
1961	80 %
1962	50 %
1963	55 %
1964	45 %
1965	42 %
1966	57 %
1967	67 %
1968	55 %
1969	100 %
1970	89 %
1971	81 %
1972	56 %
1973	60 %
1974	100 %
1975	100 %
1976	96 %
1977	100 %
1978	97 %
1979	86 %
1980	81 %
1981	38 %
1982	26 %
1983	33 %
1984	38 %
1985	25 %
1986	95 %
1987	100 %
1988	20 %
1989	41 %
1990	49 %
1991	48 %
1992	65 %
1993	100 %
1994	97 %

Année	Pourcentage de CMP ayant abouti à un accord
1995 ¹	100 %
1995-1996	100 %
1996-1997	94 %
1997-1998	29 %
1998-1999	35 %
1999-2000	30 %
2000-2001	24 %
2001-2002	57 %
2002-2003	100 %
2003-2004	100 %
2004-2005	100 %
2005-2006	100 %
2006-2007	100 %
2007-2008	100 %
2008-2009	100 %
2009-2010	96 %
2010-2011	96 %
2011-2012	48 %
2012-2013	60 %
2013-2014	72 %
2014-2015	52 %
2015-2016	59 %
2016-2017	59 %
2017-2018	54 %
2018-2019	64 %
2019-2020	70 %
Moyenne	66 %

c) Les lois adoptées par accord entre les deux assemblées (soit par le jeu de la navette, soit à la suite d'une commission mixte paritaire)

Depuis 1959, 7 lois sur 8 (87,5 %) ont été adoptées par accord entre les deux assemblées, soit par le jeu de la navette, soit à la suite d'une commission mixte paritaire.

Année	Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées
1959	100 %
1960	95,65 %
1961	98,84 %
1962	98,00 %
1963	92,65 %

¹ Janvier à septembre

Année	Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées
1964	93,68 %
1965	88,33 %
1966	94,83 %
1967	93,55 %
1968	89,80 %
1969	100 %
1970	97,26 %
1971	95,65 %
1972	93,14 %
1973	92,73 %
1974	100 %
1975	100 %
1976	98,80 %
1977	100 %
1978	98,31 %
1979	95,74 %
1980	93,88 %
1981	69,70 %
1982	54,93 %
1983	70,11 %
1984	64,38 %
1985	44,44 %
1986	97,73 %
1987	100 %
1988	65,22 %
1989	68,25 %
1990	72,46 %
1991	72,41 %
1992	77,46 %
1993	100 %
1994	98,59 %
1995 ¹	100 %
1995-1996	100 %
1996-1997	97,06 %
1997-1998	67,39 %
1998-1999	77,08 %
1999-2000	70,37 %

¹ Janvier à septembre

Année	Pourcentage de lois adoptées par accord par rapport au nombre total de lois adoptées
2000-2001	57,14 %
2001-2002	70,00 %
2002-2003	100 %
2003-2004	100 %
2004-2005	100 %
2005-2006	100 %
2006-2007	100 %
2007-2008	100 %
2008-2009	100 %
2009-2010	98,3 %
2010-2011	100 %
2011-2012	67,5 %
2012-2013	83 %
2013-2014	81,81 %
2014-2015	65,85 %
2015-2016	78,58 %
2016-2017	69,57 %
2017-2018	70,73 %
2018-2019	76,00 %
2019-2020	81,00 %
Moyenne	87,53 %

d) Le dernier mot donné à l'Assemblée nationale

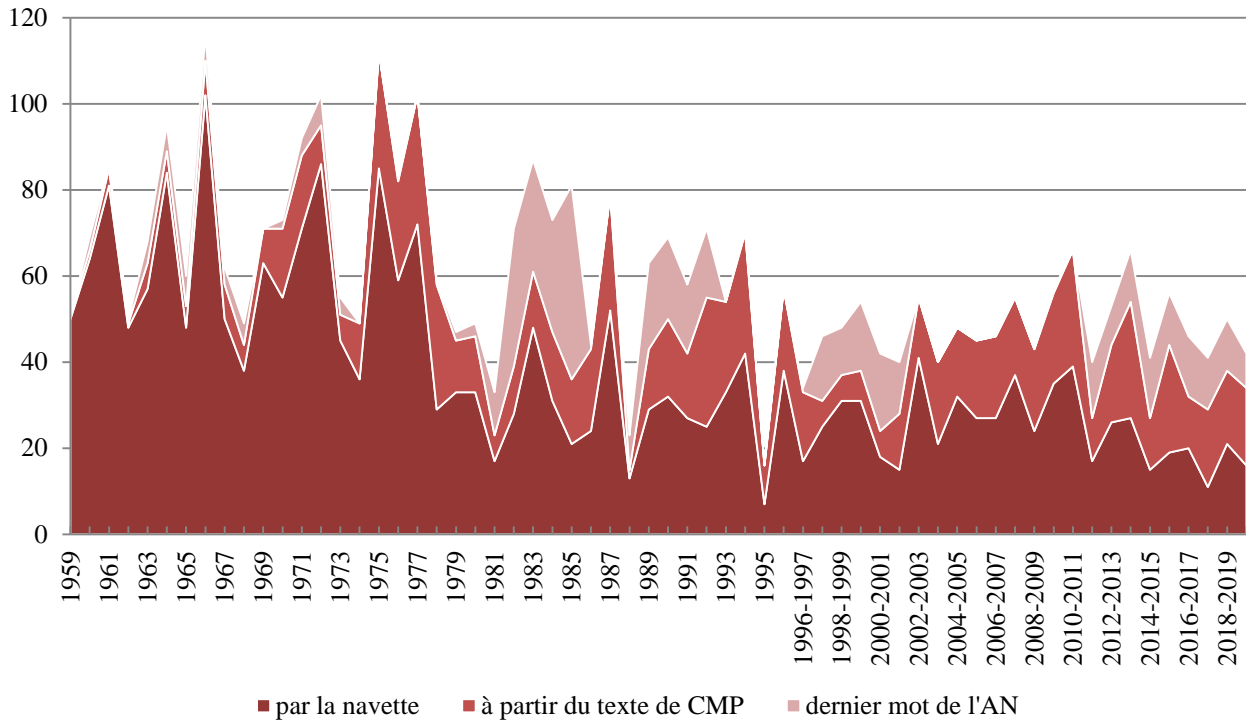
Depuis 1959, une loi sur huit (12,5 %) a été adoptée par l'Assemblée nationale statuant en dernier lieu.

Année	Pourcentage de derniers mots par rapport au total des lois adoptées
1959	0,00 %
1960	4,35 %
1961	1,16 %
1962	2,00 %
1963	7,35 %
1964	6,32 %
1965	11,67 %
1966	5,17 %
1967	6,45 %
1968	10,20 %
1969	0,00 %
1970	2,74 %
1971	4,35 %
1972	6,86 %
1973	7,27 %

Année	Pourcentage de derniers mots par rapport au total des lois adoptées
1974	0,00 %
1975	0,00 %
1976	1,20 %
1977	0,00 %
1978	1,69 %
1979	4,26 %
1980	6,12 %
1981	30,30 %
1982	45,07 %
1983	29,89 %
1984	35,62 %
1985	55,56 %
1986	2,27 %
1987	0,00 %
1988	34,78 %
1989	31,75 %
1990	27,54 %
1991	27,59 %
1992	22,54 %
1993	0,00 %
1994	1,41 %
1995 ¹	0,00 %
1995-1996	0,00 %
1996-1997	2,94 %
1997-1998	32,61 %
1998-1999	22,92 %
1999-2000	29,63 %
2000-2001	42,85 %
2001-2002	30,00 %
2002-2003	0,00 %
2003-2004	0,00 %
2004-2005	0,00 %
2005-2006	0,00 %
2006-2007	0,00 %
2007-2008	0,00 %
2008-2009	0,00 %
2009-2010	1,70 %
2010-2011	0,00 %
2011-2012	32,50 %
2012-2013	17,00 %
2013-2014	18,20 %
2014-2015	34,15 %
2015-2016	21,43 %
2016-2017	30,43 %

¹ Janvier à septembre

Année	Pourcentage de derniers mots par rapport au total des lois adoptées
2017-2018	29,27%
2018-2019	24,00 %
2019-2020	19,00 %
Moyenne	12,47 %



6. Origine des lois promulguées depuis 1959

ANNÉES	LOIS					
	PJL (hors conventions)	PPL AN	PPL Sénat	Total (hors conventions)	Conventions	Total
1959	50	1	-	51	-	51
1960	62	5	2	69	18	87
1961	82	3	1	86	17	103
1962	43	3	4	50	2	52
1963	55	9	4	68	30	98
1964	84	8	3	95	22	117
1965	49	9	2	60	15	75
1966	102	13	1	116	27	143
1967	43	15	4	62	18	80
1968	40	9	-	49	21	70
1969	62	9	-	71	7	78
1970	60	13	-	73	24	97
1971	69	20	3	92	23	115
1972	78	20	4	102	29	131
1973	40	14	1	55	16	71
1974	42	4	3	49	21	70
1975	94	14	4	112	37	149
1976	68	7	8	83	27	110
1977	82	10	10	102	61	163
1978	51	7	1	59	32	91
1979	38	8	1	47	34	81
1980	36	5	8	49	38	87
1981	30	1	2	33	23	56
1982	63	4	4	71	41	112
1983	82	3	2	87	34	121
1984	65	5	3	73	47	120
1985	79	2	0	81	43	124
1986	38	3	3	44	16	60
1987	60	11	8	79	38	117
1988	12	8	3	23	27	50
1989	58	4	1	63	29	92
1990	58	7	4	69	38	107
1991	48	6	4	58	30	88
1992	68	2	1	71	24	95
1993	46	2	6	54	24	78
1994	63	5	3	71	63	134

ANNÉES	LOIS					
	PJL (hors conventions)	PPL AN	PPL Sénat	Total (hors conventions)	Conventions	Total
1995	9	7	-	16	4	20
1995-1996	43	10	4	57	51	108
1996-1997	22	6	6	34	23	57
1997-1998	30	10	6	46	50	96
1998-1999	32	8	6	46	41	87
1999-2000	35	12	6	53	62	114
2000-2001	26	11	5	42	22	64
2001-2002	22	11	6	39	50	89
2002-2003	38	6	11	55	43	98
2003-2004	33	2	5	40	44	84
2004-2005	36	7	5	48	62	110
2005-2006	33	5	7	45	36	81
2006-2007	36	2	8	46	57	103
2007-2008	42	8	5	55	47	102
2008-2009	34	5	4	43	41	84
2009-2010	33	12	12	57	55	112
2010-2011	42	9	15	66	41	107
2011-2012	21	13	6	40	38	78
2012-2013	34	8	11	53	37	90
2013-2014	40	17	9	66	34	100
2014-2015	28	7	6	41	43	84
2015-2016	26	18	12	56	54	110
2016-2017	25	12	9	46	21	67
2017-2018	29	10	2	41	25	66
2018-2019	24	12	13	49	22	71
2019-2020	24	14	4	42	14	56
Total	2 897	511	290	3 698	2 013	5 711

7. Taux de reprise par l'Assemblée nationale des amendements adoptés au Sénat depuis 1970

ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE DES ANNÉES
1970-1971	68 %	80 %
1971-1972	75 %	
1972-1973	73 %	
1973-1974	73 %	

ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE DES ANNÉES
1974-1975	93 %	
1975-1976	85 %	
1976-1977	85 %	
1977-1978	86 %	
Octobre à décembre 1978	86 %	
1979	79 %	
1980	77 %	
1981	57 %	
1982	45 %	
1983	44 %	
1984	52 %	49,6 %
1985	50 %	
1986	89 %	
1987	88 %	
1988	58 %	
1989	60 %	
1990	64 %	57,4 %
1991	52 %	
1992	53 %	
1993	91 %	
1994	88 %	
Janvier à septembre 1995	78 %	
1995-1996	87 %	86,5 %
1996-1997	88 %	
1997-1998	46 %	
1998-1999	54 %	
1999-2000	48 %	
2000-2001	50 %	
2001-2002	65 %	52,6 %
2002-2003	92 %	
2003-2004	92 %	
2004-2005	93 %	
2005-2006	93 %	
2006-2007	94 %	
2007-2008	91 %	

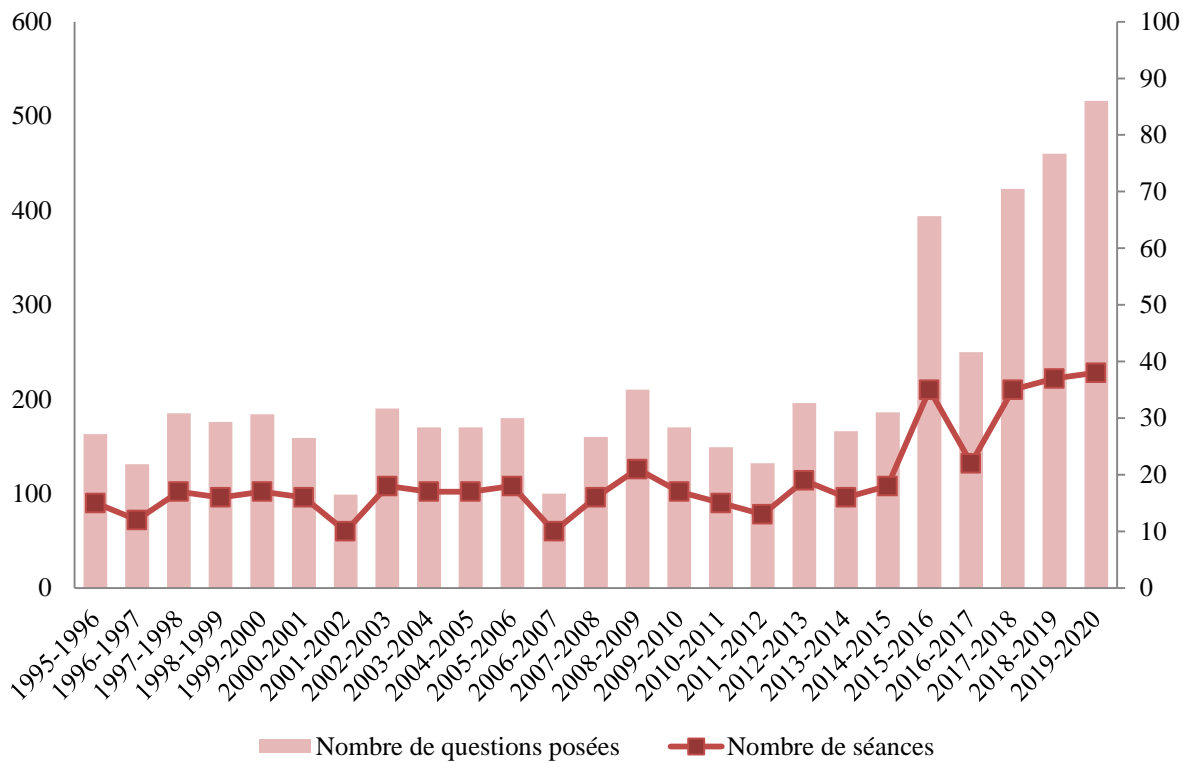
ANNÉE	TAUX DE REPRISE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE	MOYENNE DES ANNÉES
2008-2009	94 %	
2009-2010	94 %	
2010-2011	86 %	
2011-2012	49 %	62 %
2012-2013	65 %	
2013-2014	73 %	
2014-2015	60 %	63 %
2015-2016	61 %	
2016-2017	68 %	
2017-2018	53 %	51 %
2018-2019	55 %	
2019-2020	45 %	

8. Questions d'actualité au Gouvernement

ANNÉES	NOMBRE DE QUESTIONS POSÉES	NOMBRE DE SÉANCES	DURÉE DES SÉANCES
1995-1996	163	15	15 h 55
1996-1997	131	12	12 h 40
1997-1998	185	17	19 h 23
1998-1999	176	16	16 h 17
1999-2000	184	17	17 h 10
2000-2001	159	16	15 h 47
2001-2002	99	10	10 h 00
2002-2003	190	18	17 h 53
2003-2004	170	17	17 h 00
2004-2005	170	17	17 h 00
2005-2006	180	18	18 h 05
2006-2007	100	10	10 h 00
2007-2008	160	16	15 h 55
2008-2009	210	21	21 h 05
2009-2010	170	17	17 h 00
2010-2011	149	15	14 h 55
2011-2012	132	13	12 h 27

2012-2013	196	19	18 h 44
2013-2014	166	16	16 h 37
2014-2015	186	18	16 h 26
2015-2016	394	35	30 h 14
2016-2017	250	22	19 h 05
2017-2018	423	35	31 h 17
2018-2019	460	37	37 h 32
2019-2020	516	38	44 h 13

QUESTIONS D'ACTUALITÉ AU GOUVERNEMENT



9. Questions orales

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Dépôts	Réponses	Nombre de séances	Temps de séance
1959-1960	157	157	-	-
1960-1961	120	120	-	-
1961-1962	101	101	-	-
1962-1963	86	86	-	-
1963-1964	75	75	-	-
1964-1965	75	75	-	-
1965-1966	70	45	-	-
1966-1967	61	42	-	-
1967-1968	70	52	-	-
1968-1969	58	30	-	-
1969-1970	112	96	-	22 h 40
1970-1971	106	86	-	13 h 55
1971-1972	112	92	-	19 h 55
1972	125	102	19	21 h 25
1973	126	100	18	24 h 25
1974	92	78	12	16 h 05
1975	200	154	19	28 h 40
1976	209	178	18	33 h 15
1977	195	170	18	32 h 40
1978	244	184	17	33 h 25
1979	260	205	19	42 h 20
1980	292	219	16	41 h 35
1981	214	80	11	18 h 00
1982	140	105	16	20 h 20
1983	136	91	14	18 h 15
1984	135	92	17	16 h 45
1985	158	105	15	17 h 35
1986	145	96	14	14 h 30
1987	142	122	16	19 h 35
1988	53	28	4	5 h 15
1989	126	93	19	15 h 00
1990	108	81	15	17 h 10
1991	112	95	14	16 h 00
1992	128	111	13	20 h 00
1993	92	82	11	12 h 30
1994	94	89	12	13 h 30
1995 ¹	13	8	1	1 h 20
1995-1996	231	215	16	30 h 25
1996-1997	178	163	10	22 h 00
1997-1998	272	262	17	37 h 45

¹ Janvier à septembre.

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Dépôts	Réponses	Nombre de séances	Temps de séance
1998-1999	252	240	15	33 h 28
1999-2000	270	257	16	34 h 48
2000-2001	248	243	15	33 h 00
2001-2002	151	147	9	19 h 30
2002-2003	276	264	16	37 h 55
2003-2004	239	222	16	31 h 35
2004-2005	284	217	13	29 h 30
2005-2006	309	297	17	42 h 35
2006-2007	177	158	9	22 h 10
2007-2008	249	253	15	36 h 05
2008-2009	338	302	18	42 h 40
2009-2010	402	356	20	46 h 50
2010-2011	334	357	20	50 h 05
2011-2012	372	240	13	33 h 12
2012-2013	431	389	20	50 h 42
2013-2014	286	335	18	41 h 24
2014-2015	400	316	18	39 h 38
2015-2016	274	256	11	26 h 31
2016-2017	138	160	7	18 h 06
2017-2018	393	309	12	30 h 34
2018-2019	467	391	11	32 h 34
2019-2020	354	309	9	28 h 20

Les questions orales avec débat et les questions orales avec débat européennes ayant été supprimées par la résolution du 18 juin 2019 clarifiant et actualisant le Règlement du Sénat, les tableaux les récapitulant ne figurent plus dans le présent rapport annuel. Ils demeurent disponibles dans le rapport annuel 2018-2019 :

http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/seance/rapport_annuel/2018-2019/Tome_II_Elements_statistiques.pdf#page=137

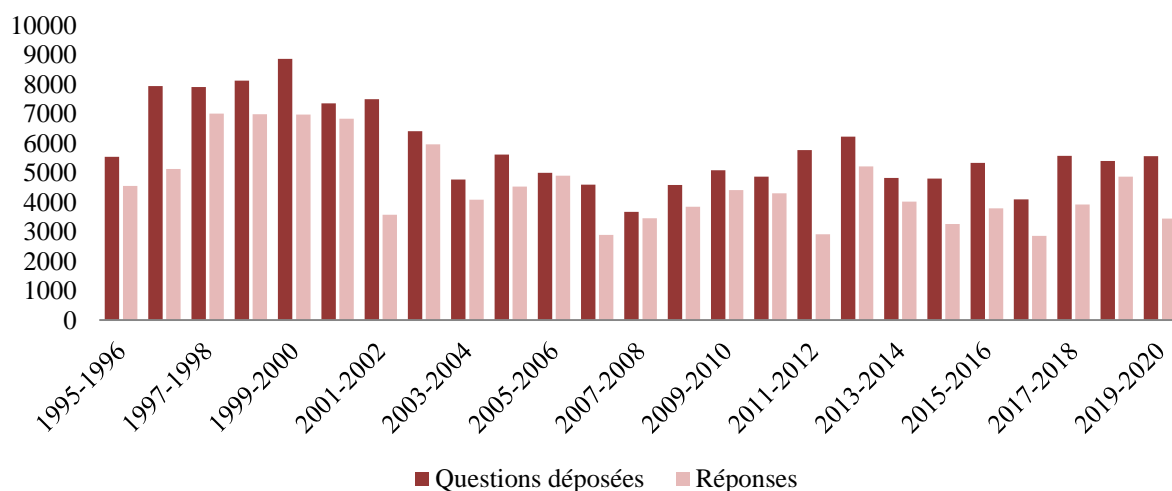
10. Questions écrites

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Questions déposées	Réponses	Questions sur dernière liste de rappel
1958-1959	189	186	
1959-1960	799	588	
1960-1961	848	701	
1961-1962	905	717	
1962-1963	798	620	
1963-1964	860	640	
1964-1965	761	584	
1965-1966	813	594	
1966-1967	874	486	
1967-1968	823	588	
1968-1969	862	707	
1969-1970	1 000	928	
1970-1971	947	930	
1972	1 369	1 200	183
1973	1 402	1 368	177
1974	1 676	1 486	301
1975	3 292	2 788	407
1976	3 614	2 998	505
1977	2 771	2 714	819
1978	3 455	3 040	864
1979	3 828	3 834	832
1980	4 294	3 695	879
1981	5 244	3 456	732
1982	6 011	5 495	1 147
1983	5 179	5 171	1 321
1984	6 420	5 243	2 095
1985	6 417	5 959	2 377
1986	5 111	3 927	683
1987	5 168	4 552	1 350
1988	4 415	2 791	857
1989	4 802	4 327	1 185
1990	5 414	4 684	2 068
1991	6 168	4 919	2 988
1992	4 931	5 114	1 856
1993	5 231	3 769	820
1994	4 939	5 187	646
1995 ¹	2 976	3 041	913
1995-1996	5 546	4 563	1 163
1996-1997	7 951	5 141	1 280

¹ Janvier à septembre

Année parlementaire (année civile entre 1972 et 1995)	Questions déposées	Réponses	Questions sur dernière liste de rappel
1997-1998	7 915	7 013	2 112
1998-1999	8 132	6 996	3 314
1999-2000	8 875	6 980	4 884
2000-2001	7 367	6 846	3 668
2001-2002	7 505	3 585	1 281
2002-2003	6 423	5 970	2 251
2003-2004	4 776	4 092	1 852
2004-2005	5 625	4 537	2 383
2005-2006	5 011	4 912	2 111
2006-2007	4 603	2 899	867
2007-2008	3 685	3 462	1 226
2008-2009	4 594	3 855	1 751
2009-2010	5 093	4 421	2 114
2010-2011	4 878	4 315	2 503
2011-2012	5 777	2 919	525
2012-2013	6 234	5 221	2 534
2013-2014	4 836	4026	3 369
2014-2015	4 815	3 267	3 727
2015-2016	5 340	3 794	4 828
2016-2017	4 101	2 869	186
2017-2018	5 580	3 925	2 038
2018-2019	5 405	4 871	2 362
2019-2020	5 571	3 476	4 444

Questions écrites



11. Débats d'orientation des finances publiques

Jeudi 14 juin 1990

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport relatif à l'évolution de la situation économique et financière :

(40 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la Commission des Finances,
15 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées,
Cinq heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	15 h 15
<u>Suspension</u> :	20 h
<u>Reprise</u> :	22 h 25
<u>Fin</u> :	1 h 40
<u>Durée</u> :	8 h
dont <u>Gouvernement</u> :	2 h 30
<u>Commissions</u> :	1 h 45
Président et rapporteur général de la commission des finances	64'
Président de la commission des affaires sociales.....	23'
Président de la commission des lois	18'
<u>Groupes</u> :	3 h 35
<u>Divers</u> :	10'

Mercredi 22 mai 1996

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Cinq heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	15 h 05
<u>Suspension</u> :	19 h 45
<u>Reprise</u> :	22 h 00
<u>Fin</u> :	1 h 50
<u>Durée</u> :	8 h 30
dont <u>Gouvernement</u> :	2 h 15
<u>Commissions</u> :	1 h 47
Président et rapporteur général de la commission des finances	52'
Président de la commission des affaires économiques	13'
Président de la commission des affaires sociales.....	11'
Président de la commission des lois	9'
Président de la commission des Affaires étrangères.....	12'
<u>Groupes</u> :	4 h 20
<u>Divers</u> :	8'

Jeudi 25 juin 1998

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport relatif à l'évolution de la situation économique et financière :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	10 h 05	
<u>Suspension</u> :	12 h 50	
<u>Reprise</u> :	15 h 45	
<u>Fin</u> :	19 h 15	
<u>Durée</u> :	6 h 15	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 15	
<u>Commissions</u> :	1 h 50	
	Rapporteur général de la commission des finances	25'
	Président de la commission des finances	35'
	Président de la commission des affaires économiques	8'
	Président de la commission des affaires culturelles.....	11'
	Président de la commission des affaires sociales.....	16'
	Président de la commission des affaires étrangères	15'
<u>Groupes</u> :	3 h 10	

Mardi 22 juin 1999

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport relatif à l'évolution de la situation économique et financière :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	17 h 35	
<u>Suspension</u> :	19 h 45	
<u>Reprise</u> :	21 h 50	
<u>Fin</u> :	1 h 50	
<u>Durée</u> :	6 h 10	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 55	
<u>Commissions</u> :	1 h 40	
	Rapporteur général de la commission des finances	0 h 37
	Président de la commission des finances	0 h 15
	Président de la commission des affaires économiques	0 h 11
	Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 13
	Président de la commission des affaires culturelles.....	0 h 12
	Président de la commission des affaires étrangères	0 h 12
<u>Groupes</u> :	2 h 30	
<u>Divers</u> :	0 h 05	

Mardi 6 juin 2000

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	16 h 45	
<u>Suspension</u> :	19 h 50	
<u>Reprise</u> :	22 h 05	
<u>Fin</u> :	1 h 50	
<u>Durée</u> :	6 h 50	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 35	
<u>Commissions</u> :	1 h 30	
Rapporteur général de la commission des finances		0 h 29
Président de la commission des finances		0 h 19
Président de la commission des affaires économiques		0 h 17
Président de la commission des affaires sociales.....		0 h 12
Président de la commission des affaires étrangères.....		0 h 12
<u>Groupes</u> :	3 h 40	
<u>Divers</u> :	0 h 05	

Mardi 19 et mercredi 20 juin 2001

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(60 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Quatre heures pour les groupes)

- Mardi 19 juin 2001

<u>Début</u> :	19 h 00	
<u>Suspension</u> :	20 h 10	
<u>Reprise</u> :	22 h 40	
<u>Fin</u> :	1 h 00	
<u>Durée</u> :	3 h 30	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 00	
<u>Commissions</u> :	1 h 20	
Rapporteur général de la commission des finances		0 h 45
Président de la commission des finances		0 h 11
Président de la commission des affaires économiques		0 h 14
Président de la commission des affaires sociales.....		0 h 09
<u>Groupes</u> :	1 h 10	

- Mercredi 20 juin 2001

<u>Début</u> :	10 h 00
<u>Fin</u> :	12 h 05
<u>Durée</u> :	2 h 05
dont <u>Groupes</u> :	1 h 30
<u>Commissions</u> :	0 h 10
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 10
<u>Gouvernement</u> :	0 h 25

- Récapitulation

<u>Durée</u> :	5 h 35
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 25
<u>Commissions</u> :	1 h 30
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 55
Président de la commission des finances	0 h 10
Président de la commission des affaires économiques	0 h 14
Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 09
<u>Groupes</u> :	2 h 40

Jeudi 26 juin 2003

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(45 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	16 h 18
<u>Fin</u> :	20 h 48
<u>Durée</u> :	4 h 30
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 52
<u>Commissions</u> :	0 h 57
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 27
Président de la commission des finances	0 h 20
Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 10
<u>Groupes</u> :	2 h 41

Jeudi 8 juillet 2004

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(45 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Trois heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	9 h 35	
<u>Fin</u> :	12 h 45	
<u>Durée</u> :	3 h 10	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 50	
<u>Commissions</u> :	0 h 39	
	Rapporteur général de la commission des finances	0 h 20
	Président de la commission des finances	0 h 19
<u>Groupes</u> :	1 h 41	

Jeudi 6 juillet 2005

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Trois heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	15 h 30	
<u>Fin</u> :	20 h 30	
<u>Durée</u> :	5 h 00	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 12	
<u>Commissions</u> :	1 h 38	
	Rapporteur général de la commission des finances	0 h 20
	Président de la commission des finances	0 h 21
	Président de la commission des Affaires culturelles	0 h 15
	Président de la commission des Affaires économiques	0 h 12
	Président de la commission des Affaires étrangères	0 h 09
	Président de la commission des Affaires sociales	0 h 12
	Président de la commission des lois	0 h 09
<u>Groupes</u> :	2 h 10	

Jeudi 29 juin 2006

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques et des finances sociales :

(20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	9 h 35	
<u>Fin</u> :	18 h 55	
<u>Durée</u> :	5 h 50	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 33	
<u>Commissions</u> :	1 h 31	
	Président de la commission des finances	0 h 19
	Président de la commission des Affaires sociales	0 h 13
	Rapporteur général de la commission des finances	0 h 24
	Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale	0 h 26
	Président de la commission des Affaires économiques	0 h 09
<u>Groupes</u> :	2 h 46 (14 orateurs)	

Mardi 24 juillet 2007

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
20 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale ;
10 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Quatre heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	10 h 05	
<u>Fin</u> :	19 h 40	
<u>Durée</u> :	6 h 05	
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 37	
<u>Commissions</u> :	1 h 28	
	Président de la commission des Finances	0 h 18
	Président de la commission des Affaires sociales	0 h 16
	Rapporteur général de la commission des Finances	0 h 24
	Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale	0 h 30
<u>Groupes</u> :	3 h 00 (13 orateurs)	

Mercredi 16 juillet 2008

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire :

(10 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur général de la commission des Finances ;
10 minutes pour le temps réservé au Président et au Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale ;
5 minutes pour le temps réservé à chacun des Présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	10 h 00
<u>Fin</u> :	15 h 55
<u>Durée</u> :	3 h 50
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 56
<u>Commissions</u> :	1 h 16
Président de la commission des Finances	0 h 17
Président de la commission des Affaires sociales	0 h 11
Rapporteur général de la commission des Finances	0 h 20
Rapporteur de la commission des Affaires sociales chargé des équilibres généraux de la sécurité sociale	0 h 21
Président de la commission des Affaires culturelles	0 h 07
<u>Groupes</u> :	1 h 38 (8 orateurs)

Jeudi 16 juillet 2009

Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur l'orientation des finances publiques pour 2010 :

(10 minutes pour le temps réservé au président et au rapporteur général de la commission des finances ;
10 minutes pour le temps réservé au président et au rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
5 minutes pour le temps réservé à chacun des présidents des autres commissions permanentes intéressées ;
Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	16 h 40
<u>Fin</u> :	20 h 25
<u>Durée</u> :	3 h 45
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 48
<u>Commissions</u> :	1 h 06
Président de la commission des finances	0 h 24
Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 12
Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 21
Président de la commission de la culture.....	0 h 09
<u>Groupes</u> :	1 h 51 (9 orateurs)

Jeudi 8 juillet 2010

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat et d'un vote en application de l'article 50-1 de la constitution sur l'orientation des finances publiques pour 2011

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
10 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et pour le président de la commission des affaires sociales ;
Deux heures pour les groupes ;
Scrutin public ordinaire sur la déclaration)

<u>Début</u> :	15 h 35
<u>Fin</u> :	19 h 20
<u>Durée</u> :	3 h 45
dont <u>Gouvernement</u> :	1 h 09
<u>Commissions</u> :	0 h 51
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 15
Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 14
Président de la commission des finances	0 h 14
Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 08
<u>Groupes</u> :	1 h 39 (9 orateurs)
<u>Scrutin public ordinaire</u> (aucune explication de vote admise) :	0 h 06

Jeudi 7 juillet 2011

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques pour 2012

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
10 minutes pour le président de la commission des finances (la présidente de la commission des affaires sociales est intervenue en remplacement du rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	16 h 18
<u>Fin</u> :	18 h 58
<u>Durée</u> :	2 h 40
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 28
<u>Commissions</u> :	0 h 43
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 18
Présidente de la commission des affaires sociales en remplacement du rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 10
Président de la commission des finances	0 h 15
<u>Groupes</u> :	1 h 29 (7 orateurs)

Jeudi 17 juillet 2012

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
10 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et la présidente de la commission des affaires sociales ;
Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	17 h 38	
<u>Fin</u> :	21 h 13	
<u>Durée</u> :	3 h 35	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 31	
<u>Commissions</u> :	1 h 06	
	Rapporteur général de la commission des finances	0 h 24
	Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 13
	Président de la commission des finances	0 h 17
	Présidente de la commission des affaires sociales.....	0 h 12
<u>Groupes</u> :	1 h 58 (9 orateurs)	

Jeudi 4 juillet 2013

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques.

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
10 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et pour la présidente de la commission des affaires sociales ;
Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	18 h 59	
<u>Fin</u> :	22 h 08	
<u>Durée</u> :	3 h 09	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 45	
<u>Commissions</u> :	0 h 48	
	Rapporteur général de la commission des finances	0 h 14
	Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 12
	Président de la commission des finances	0 h 12
	Présidente de la commission des affaires sociales.....	0 h 10
<u>Groupes</u> :	1 h 36 (8 orateurs)	

Mardi 15 juillet 2014

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2013

(20 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
10 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et pour la présidente de la commission des affaires sociales ;
Deux heures pour les groupes)

<u>Début</u> :	14 h 39
<u>Fin</u> :	18 h 04 ¹
<u>Durée</u> :	3 h 25
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 29
<u>Commissions</u> :	0 h 59
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 21
Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 14
Président de la commission des finances	0 h 14
Présidente de la commission des affaires sociales.....	0 h 10
<u>Groupes</u> :	1 h 57 (10 orateurs)

Jeudi 9 juillet 2015

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2014

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
Une heure trente pour les groupes ;
5 minutes pour la présidente de la commission des finances)

<u>Début</u> :	14 h 32
<u>Fin</u> :	17 h 39 ¹
<u>Durée</u> :	3 h 05
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 48
<u>Commissions</u> :	0 h 26
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 11
Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 08
Présidente de la commission des finances	0 h 07
<u>Groupes</u> :	1 h 33 (11 orateurs)

¹ Hors discussion des articles, explications de vote et vote sur l'ensemble du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année.

Jeudi 7 juillet 2016

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2015 :

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
Une heure trente pour les groupes ;
5 minutes pour la présidente de la commission des finances)

<u>Début</u> :	16 h 32	
<u>Fin</u> :	18 h 56 ¹	
<u>Durée</u> :	2 h 24	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 32	
<u>Commissions</u> :	0 h 23	
	Rapporteur général de la commission des finances	0 h 10
	Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 08
	Présidente de la commission des finances	0 h 05
<u>Groupes</u> :	1 h 29 (10 orateurs)	

Jeudi 20 juillet 2017

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2016 :

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
Une heure trente pour les groupes ;
5 minutes respectivement pour la présidente de la commission des finances et pour le président de la commission des affaires sociales)

<u>Début</u> :	16 h 30	
<u>Fin</u> :	19 h 35 ¹ (suspension de 10 minutes)	
<u>Durée</u> :	2 h 54	
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 43	
<u>Commissions</u> :	0 h 28	
	Rapporteur général de la commission des finances	0 h 09
	Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 08
	Présidente de la commission des finances	0 h 06
	Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 05
<u>Groupes</u> :	1 h 34 (10 orateurs)	

¹ Hors discussion des articles, explications de vote et vote sur l'ensemble du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année.

Jeudi 12 juillet 2018

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 :

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
Une heure pour les groupes ;
5 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et pour le président de la commission des affaires sociales)

<u>Début</u> :	15 h 31
<u>Fin</u> :	17 h 51 ¹
<u>Durée</u> :	2 h 19
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 42
<u>Commissions</u> :	0 h 32
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 11
Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 10
Président de la commission des finances	0 h 05
Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 06
<u>Groupes</u> :	0 h 52 (10 orateurs)

Jeudi 11 juillet 2019

Débat sur l'orientation des finances publiques joint à la discussion générale du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2018 :

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;
Une heure pour les groupes ;
5 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et pour le président de la commission des affaires sociales)

<u>Début</u> :	14 h 33
<u>Fin</u> :	16 h 55 ¹
<u>Durée</u> :	2 h 22
dont <u>Gouvernement</u> :	0 h 43
<u>Commissions</u> :	0 h 30
Rapporteur général de la commission des finances	0 h 11
Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....	0 h 08
Président de la commission des finances	0 h 06
Président de la commission des affaires sociales.....	0 h 05
<u>Groupes</u> :	1 h 02 (10 orateurs)

¹ Hors discussion des articles, explications de vote et vote sur l'ensemble du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année.

Jeudi 23 juillet 2020

Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'orientation des finances publiques

(10 minutes respectivement pour le rapporteur général de la commission des finances et pour le rapporteur général de la commission des affaires sociales ;

Une heure pour les groupes ;

5 minutes respectivement pour le président de la commission des finances et pour le président de la commission des affaires sociales)

Début : 15 h 38

Fin : 17 h 20

Durée : 1 h 42

dont Gouvernement : 0 h 20

Commissions : 0 h 23

Rapporteur général de la commission des finances0 h 08

Rapporteur général de la commission des affaires sociales.....0 h 09

Président de la commission des finances0 h 06

Groupes : 0 h 59 (8 orateurs)

12. Comparaisons pluriannuelles sur l'activité du Sénat lors de la session ordinaire

I - ACTIVITÉ GÉNÉRALE DU SÉNAT

	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20
Jours de séance publique	123	125	75	122	118	126	121	60	105	110	99
Heures de séance publique :	984 h 41	996 h 23	512 h 48	866 h 28	787 h 58	941 h 30	847 h 57	381 h 14	659 h 34	734 h 23	626 h 52
- travaux législatifs	647 h 17	689 h 23	225 h 01	608 h 52	567 h 01	599 h 11	544 h 22	288 h 46	513 h 54	586 h 48	461 h 47
- travaux de contrôle	172 h 01	160 h 45	84 h 18	216 h 20	177 h 38	153 h 32	141 h 01	91 h 10	139 h 13	142 h 16	163 h 15
- projet de loi de finances (1 ^{ère} lecture)	151 h 10	140 h 18	123 h 53	40 h 47	43 h 19	115 h 01	130 h 50	11 h 06	108 h 55	129 h 49	129 h 12
Heures de séance de soir et nuit :	218 h 48 (22,2 %)	249 h 58 (25,1 %)	116 h 15 (22,7 %)	188 h 53 (22 %)	191 h 39 (24 %)	232 h 45 (25 %)	184 h 16 (22 %)	77 h 36 (20 %)	127 h 19 (19 %)	153 h 44 (21 %)	136 h 44 (22 %)

II - ACTIVITÉ LÉGISLATIVE DU SÉNAT

*A) DÉCLARATIONS D'URGENCE ET PROCÉDURES ACCÉLÉRÉES**

	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20
Procédures accélérées	12	18	30	31	41	36	38	34	34	36	39

* Déclarations d'urgence avant le 1^{er} mars 2009.

B) COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20
Commissions mixtes paritaires (dont accord)	20 (19)	20 (20)	21 (9)	22 (15)	29 (21)	21 (9)	32 (19)	19 (10)	25 (14)	19 (11)	15 (11)

C) TEXTES DÉFINITIVEMENT ADOPTÉS

	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20
Textes de loi adoptés :											
- hors conventions	48	50	36	39	53	30	43	40	30	29	31
. dont lois issues de propositions de loi	20	17	19	15	23	11	24	21	7	15	13
- conventions	33	36	32	34	30	35	46	15	23	18	14

D) MODALITÉS D'ADOPTION DES TEXTES (hors conventions)

	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20
Adoption par la navette	62	68	15	20	23	14	15	17	7	15	14
- dont textes votés par le Sénat et adoptés par l'Assemblée nationale sans modification	8	18	4	10	8	8	9	5	4	5	6
Adoption textes commissions mixtes paritaires	13	18	8	13	21	9	19	10	14	5	13
Dernier mot de l'Assemblée nationale	1	-	13	6	9	7	9	13	8	9	4

E) STATISTIQUES RELATIVES AUX AMENDEMENTS

	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20
Amendements déposés	7 098	7 971	2 482	7 118	7 405	9 235	8 805	2 679	6 316	8 814	7 094
Origine des amendements déposés											
- Gouvernement	386	470	194	343	407	746	709	183	354	617	285
- Commissions	630	768	349	552	851	811	908	279	537	587	611
- Groupes	6 082	6 733	1 939	6 223	6 147	7 678	7 188	2 217	5 425	7 610	6 198
Amendements adoptés par le Sénat	1 546	1 625	908	1 224	1 875	1 988	2 266	875	1 355	2 009	1 466
Taux de reprise des amendements du Sénat par l'Assemblée nationale	-	- ¹	34 %	63%	73 %	63 %	66 %	67 %	54 %	54 %	49 %

¹ 86 % sur l'ensemble de l'année parlementaire

F) ESPACES RESERVES

	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20
Nombre de semaines comprenant des espaces réservés	9	9	5	10	8	9	9	6	9	10	8
Heures de débat :	69 h 58	102 h 47	50 h 55	104 h 57	99 h 18	89 h 36	66 h 06	40 h 04	75 h 45	70 h 50	63 h 07
- dont travaux législatifs	55 h 36	91 h 25	48 h 54	95 h 39	95 h 15	61 h 10	54 h 27	30 h 25	45 h 04	59 h 41	44 h 03
- dont travaux de contrôle	14 h 22	11 h 22	2 h 01	9 h 18	4 h 03	28 h 26	11 h 39	9 h 39	30 h 40	11 h 08	19 h 03
- dont travaux d'ordre interne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

G) DIVERS

	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20
Projets de loi déposés par le Gouvernement en premier lieu au Sénat (pourcentage du total)*	33 (46 %)	32 (44,4 %)	35 (50,7 %)	13 (18,8 %)	10 (26,3 %)	22 (52,4 %)	28 (47,5 %)	67 (75,3 %)	21 (38,2 %)	17 (42,5 %)	30 (43,5 %)
Propositions de loi déposées par les sénateurs	98	129	141	113	100	68	132	92	128	136	130
Motions de procédure (dont adoptées)	48 (6)	44 (4)	38 (16)	34 (5)	10 (4)	10 (3)	19 (9)	9 (8)	23 (6)	31 (8)	18 (7)
Motion de référendum	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Procédures de vote bloqué	2	1	-	3	2	-	-	-	1	-	-

* Ce pourcentage correspond aux projets de loi déposés hors conventions internationales.

III - CONTRÔLE PAR LE SÉNAT DE L'ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

A) DÉBATS

	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20
Débats consécutifs à des déclarations du Gouvernement	4	2	1	3	2	1	3	3	2	2	4
Demandes d'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger	1	-	-	1	1	1	1	-	-	-	-
Débat d'initiative sénatoriale	23	22	8	40	36	30	24	21	33	34	44
Débats européens	4	3	4	4	3	4	5	2	3	4	3

B) QUESTIONS ORALES DISCUTÉES EN SÉANCE PUBLIQUE

	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20
Questions d'actualité au Gouvernement											
Nombre de séances	14	14	11	16	14	15	32	18	30	33	34
Dépassement total	36'40''	1 h 01'28''	1 h 11'00''	2 h 08'27''	1 h 42'19''	51'58 ''	2 h 39'10 ''	1 h 17'44 ''	2 h 32'13''	2 h 46'06''	4 h 34'15''
Dépassement sénateurs	13'53''	22'38''	31'40''	27'58''	20'01''	5'16''	26'55''	18'11''	36'42''	43'28''	54'00''
Dépassement ministres	22'47''	38'50''	39'20''	1 h 40'29''	1 h 22'18''	46'42''	2 h 12'15''	59'33''	1 h 55'31''	2 h 02'38''	3 h 40'15''
Moyenne des ministres présents	12	12,9	12	16	14	14	17	15	15	17	15
(Présence Premier ministre)	(8 fois)	(6 fois)	(3 fois)	(6 fois)	(6 fois)	(7 fois)	(25 fois)	(13 fois)	(27 fois)	(28 fois)	(32 fois)
Questions orales											
Nombre de questions discutées	303	320	184	348	302	279	233	135	233	355	281

C) QUESTIONS ÉCRITES POSÉES PAR LES SÉNATEURS ET RÉPONSES

Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20
3 977 (3 212)	3 937 (3 199)	3 617 (2 669)	5 052 (3 872)	3 965 (3 140)	3 870 (2 303)	4 575 (2 699)	2 680 (2 688)	4 530 (2 596)	4 205 (3 755)	4 581 (2 422)

D) RÉOLUTIONS EUROPÉENNES

	Session ordinaire 2009-10	Session ordinaire 2010-11	Session ordinaire 2011-12	Session ordinaire 2012-13	Session ordinaire 2013-14	Session ordinaire 2014-15	Session ordinaire 2015-16	Session ordinaire 2016-17	Session ordinaire 2017-18	Session ordinaire 2018-19	Session ordinaire 2019-20
PPR 88-4 C (arts. 73 quater et 73 quinquies du Règlement)											
Déposées	18	15	25	25	27	14	20	16	21	13	14
Devenues résolution	8	11	14	23	21	17	12	14	14	10	11
Adoptées en séance	2	-	1	1	3	1	2	1	2	2	-
PPR 88-6 C (art. 73 octies du Règlement)											
Déposées	-	-	7	3	5	-	3	6	4	-	1
Devenues résolution	-	-	6	4	4	-	3	6	3	-	1
Adoptées en séance	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-

IV - SESSIONS EXTRAORDINAIRES DEPUIS 2013-2014

	2013 - 2014 01.07 - 24.07.14	2013 - 2014 16 et 24.09.14	2014 - 2015 01.07 - 23.07.15	2014 - 2015 15.09 - 30.09.15	2015 - 2016 01.07 - 21.07.16	2015 - 2016 27.09 - 30.09.16	2016 - 2017 04.07 - 03.08.17	2017 - 2018 01.07 - 31.07.18	2017 - 2018 25.09 - 30.09.18	2018- 2019 02.07 - 24.07.19	2018- 2019 24.09 - 27.09.19	2019- 2020 01.07 - 23.07.20
Jours de séance publique	18	2	12	9	11	14	16	19	1	11	4	11
Heures de séance publique	109 h 09	3 h 30	62 h 39	72 h 41	52 h 43	67 h 04	84 h 04	162 h 31	3 h 07	72 h 09	31 h 18	72 h 39
- dont travaux législatifs	99 h 27	-	52 h 40	67 h 30	48 h 31	61 h 40	72 h 54	150 h 30	2 h 12	61 h 43	30 h 15	59 h 32
- dont travaux de contrôle	9 h 42	3 h 30	9 h 59	5 h 11	4 h 12	5 h 19	10 h 25	12 h 01	0 h 56	10 h 26	0 h 57	13 h 07
Heures de séance du soir et de nuit	26 h 58	-	9 h 31	25 h 35	13 h 29	15 h 48	14 h 33	42 h 54	-	13 h 27	9 h 22	13 h 42

13. Liste des 68 commissions de contrôle et commissions d'enquête créées par le Sénat depuis 1959

- 1960 : (1) Commission de contrôle sur la **gestion de la réunion des théâtres lyriques nationaux**
Président : M. MASTEAU
Rapporteur : M. PELLENC

- 1966 : (2) Commission de contrôle sur les **problèmes d'orientation dans le service public de l'enseignement**
Président et rapporteur : M. GROS

- 1967 : (3) Commission de contrôle sur les **missions de l'ORTF**
Président : M. DAILLY
Rapporteur : M. DILIGENT

- 1969 : (4) Commission de contrôle sur l'**état d'exécution du V^e Plan en matière d'équipement sanitaire et social**
Président : M. GRAND
Rapporteur : M. CHAUVIN

- 1970 : (5) Commission d'enquête sur la **conception, la construction, l'aménagement et la gestion des abattoirs de la Vilette**
Président : M. MARCILHACY
Rapporteur : M. MIGNOT

- 1973 : (6) Commission de contrôle sur les **écoutes téléphoniques**
Président : M. MARCILHACY
Rapporteur : M. MONORY

- 1978 : (7) Commission d'enquête sur l'**Amoco Cadiz**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. GIRAULT

- (8) Commission d'enquête sur les **conditions financières de la production des programmes des sociétés nationales de télévision**
Président : M. MIROUDOT
Rapporteur : M. CLUZEL

- 1980 : (9) Commission d'enquête sur l'**industrie textile**
Président : M. VALLON
Rapporteur : M. PONCELET
- 1982 : (10) Commission de contrôle sur les **services de l'État chargés d'une mission de sécurité publique**
Président : M. GIRAULT
Rapporteur : M. TOMASINI
- (11) Commission de contrôle sur les **établissements chargés d'accueillir les personnes âgées**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. CHERIOUX
- 1983 : (12) Commission de contrôle sur le **fonctionnement des services de police et de sécurité engagés dans la lutte contre le terrorisme**
Président : M. PELLETIER
Rapporteur : M. MASSON
- (13) Commission d'enquête sur l'**évolution de la dette extérieure depuis 1981**
Président : M. COLIN
Rapporteur : M. LUCOTTE
- (14) Commission de contrôle sur l'**application des dispositions concernant les déchets industriels toxiques**
Président : M. DAILLY
Rapporteur : M. LEGRAND
- 1984 : (15) Commission de contrôle sur la **situation en Nouvelle-Calédonie**
Président : M. BOURGES
Rapporteurs : MM. GIRAULT et TIZON
- (16) Commission de contrôle sur la **gestion de la S.N.C.F.**
Président : M. FOSSET
Rapporteur : M. MASSON

(17) Commission de contrôle sur le **fonctionnement du service public des postes**

Président : M. de MONTALEMBERT

Rapporteur : M. VALLON

(18) Commission de contrôle sur **Télédiffusion de France (T.D.F.)**

Président : M. PINTAT

Rapporteur : M. PASQUA

(19) Commission d'enquête sur les **conditions de conclusion des concessions de canaux de communication audiovisuelle**

Président : M. RAUSCH

Rapporteur : M. de ROHAN

- 1986 : (20) Commission d'enquête sur les **manifestations étudiantes de novembre et décembre 1986**

Président : M. TAITTINGER

Rapporteur : M. MASSON

- 1988 : (21) Commission de contrôle sur les **opérations financières sur le capital des sociétés privatisées**

Président : M. de VILLEPIN

Rapporteur : M. CHINAUD

- 1990 : (22) Commission de contrôle sur la **gestion des services relevant du ministère de l'Intérieur chargés d'assurer le maintien de l'ordre et la sécurité des personnes**

Président : M. Louis BOYER

Rapporteur : M. LANIER

(23) Commission de contrôle sur le **fonctionnement des services relevant de l'autorité judiciaire**

Président : M. HAENEL

Rapporteur : M. ARTHUIS

(24) Commission de contrôle sur l'**organisation et le fonctionnement du second cycle de l'enseignement public du second degré**

Président : M. BLIN

Rapporteur : M. BOURDIN

(25) Commission de contrôle sur **Air France**

Président : M. CARTIGNY

Rapporteur : M. VINÇON

- 1991 : (26) Commission de contrôle sur la **mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen**

Président : M. MASSON

Rapporteur : M. de VILLEPIN

(27) Commission d'enquête sur le **fonctionnement du marché laitier**

Président : M. GRUILLOT

Rapporteur : M. DAUNAY

(28) Commission d'enquête sur le **fonctionnement des juridictions administratives**

Président : M. HAENEL

Rapporteur : M. ARTHUIS

(29) Commission d'enquête sur le **système transfusionnel français**

Président : M. SOURDILLE

Rapporteur : M. HURIET

- 1992 : (30) Commission d'enquête sur les **conditions d'accueil de M. HABACHE sur le territoire français**

Président : M. LAURENT

Rapporteur : M. LARCHER

(31) Commission d'enquête sur la **situation financière de la S.N.C.F.**

Président : M. HAENEL

Rapporteur : M. BELOT

- 1997 : (32) Commission d'enquête sur la **politique énergétique de la France**

Président : M. VALADE

Rapporteur : M. REVOL

(33) Commission d'enquête sur les **grands projets d'infrastructures terrestres d'aménagement du territoire**

Président : M. FRANCOIS-PONCET

Rapporteur : M. LARCHER

(34) Commission d'enquête sur les **35 heures**

Président : M. GOURNAC

Rapporteur : M. ARTHUIS

(35) Commission d'enquête sur la **régularisation des « sans-papiers »**

Président : M. MASSON

Rapporteur : M. BALARELLO

- 1998 : (36) Commission d'enquête sur les **personnels des écoles et de l'enseignement du second degré**

Président : M. GOUTEYRON

Rapporteur : M. GRIGNON

- 1999 : (37) Commission d'enquête sur la conduite de la **politique de sécurité menée par l'État en Corse**

Président : M. COURTOIS

Rapporteur : M. GARREC

- 2000 : (38) Commission d'enquête sur les **conditions de détention dans les établissements pénitentiaires** en France

Président : M. HYEST

Rapporteur : M. CABANEL

(39) Commission d'enquête sur les **conditions d'utilisation des farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage** et les conséquences qui en résultent pour la santé des consommateurs

Président : M. DÉRIOT

Rapporteur : M. BIZET

- 2001 : (40) Commission d'enquête sur les **inondations de la Somme**, afin d'établir les causes et les responsabilités de ces crues, d'évaluer les coûts et de prévenir les risques d'inondation

Président : M. DENEUX

Rapporteur : M. MARTIN

- 2002 : (41) Commission d'enquête sur les diverses mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation auxquelles **les mineurs délinquants** peuvent être soumis et leur adaptation à la nécessité de réinsertion de ces mineurs

Président : M. SCHOSTECK

Rapporteur : M. CARLE

- 2003 : (42) Commission d'enquête sur la politique nationale de lutte contre les **drogues illicites**
Présidente : Mme OLIN
Rapporteur : M. PLASAIT
- (43) Commission d'enquête sur la **maltraitance envers les personnes handicapées** accueillies en institution et les moyens de la prévenir
Président : M. P. BLANC
Rapporteur : M. JUILHARD
- 2005 : (44) Commission d'enquête sur **l'immigration clandestine**
Président : M. G. OTHILY (RDSE)
Rapporteur : M. F.-N. BUFFET (UMP)
- 2010 : (45) Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la **gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)** - Droit de tirage du groupe CRC-SPG¹
Président : M. François AUTAIN (CRC-SPG)
Rapporteur : M. Alain MILON (UMP)
- 2012 : (46) Commission d'enquête sur **l'évasion des capitaux** et des actifs hors de France et ses incidences fiscales - Droit de tirage du groupe CRC¹
Président : M. Philippe DOMINATI (UMP)
Rapporteur : M. Éric BOCQUET (CRC)
- (47) Commission d'enquête sur le **coût réel de l'électricité** afin d'en déterminer l'imputation aux différents agents économiques - Droit de tirage du groupe écologiste¹
Président : M. Ladislav PONIATOWSKI (UMP)
Rapporteur : M. Jean DESESSARD (ÉCOLO)
- 2013 : (48) Commission d'enquête sur **l'influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé** - Droit de tirage du groupe RDSE¹
Président : M. Alain MILON (UMP)
Rapporteur : M. Jacques MÉZARD (RDSE)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

(49) Commission d'enquête sur **l'efficacité de la lutte contre le dopage** - Droit de tirage du groupe socialiste¹

Président : M. Jean-François HUMBERT (UMP)

Rapporteur : M. Jean-Jacques LOZACH (SOC)

(50) Commission d'enquête sur le **rôle des banques et acteurs financiers dans l'évasion des ressources financières** et ses conséquences fiscales et sur les équilibres économiques ainsi que sur l'efficacité du dispositif législatif, juridique et administratif destiné à la combattre - Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. François PILLET (UMP)

Rapporteur : M. Éric BOCQUET (CRC)

- 2014 : (51) Commission d'enquête sur les **modalités du montage juridique et financier et l'environnement du contrat retenu *in fine* pour la mise en œuvre de l'écotaxe poids lourds** - Droit de tirage du groupe socialiste¹

Présidente : Mme Marie-Hélène DES ESGAULX (UMP)

Rapporteuse : Mme Virginie KLÈS (SOC)

- 2015 : (52) Commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la **lutte contre les réseaux djihadistes** en France et en Europe - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Présidents : Mme Nathalie GOULET (UDI-UC) - M. André REICHARDT (UMP)

Rapporteur : M. Jean-Pierre SUEUR (SOC)

(53) Commission d'enquête sur la réalité du **détournement du crédit d'impôt recherche** de son objet et de ses incidences sur la situation de l'emploi et de la recherche dans notre pays - Droit de tirage du groupe CRC¹

Président : M. Francis DELATTRE (UMP)

Rapporteuse : Mme Brigitte GONTHIER-MAURIN (CRC)

(54) Commission d'enquête sur le **fonctionnement du service public de l'éducation**, sur la perte de repères républicains que révèle la vie dans les établissements scolaires et sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans l'exercice de leur profession - Droit de tirage du groupe UMP¹

Présidente : Mme Françoise LABORDE (RDSE)

Rapporteur : M. Jacques GROSPERRIN (UMP)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(55) Commission d'enquête sur le coût économique et financier de la **pollution de l'air** – Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-François HUSSON (UMP)

Rapporteuse : Mme Leïla AÏCHI (ECOLO)

(56) Commission d'enquête sur le bilan et le contrôle de la création, de l'organisation, de l'activité et de la gestion des **autorités administratives indépendantes** – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Présidente : Mme Marie-Hélène DES ESGAULX (UMP)

Rapporteur : M. Jacques MEZARD (RDSE)

- 2016 : (57) Commission d'enquête sur les **chiffres du chômage** en France et dans les pays de l'**Union européenne**, ainsi que sur l'impact des réformes mises en place par ces pays pour faire baisser le chômage – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Présidente : Mme Anne EMERY-DUMAS (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Philippe DALLIER (Les Républicains)

- 2017 : (58) Commission d'enquête sur les **frontières européennes**, le **contrôle** des **flux** des **personnes** et des **marchandises** en Europe et l'**avenir** de l'**espace Schengen** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Jean-Claude REQUIER (RDSE)

Rapporteur : M. François-Noël BUFFET (Les Républicains)

(59) Commission d'enquête sur la réalité des **mesures de compensation** des **atteintes à la biodiversité** engagées sur des grands projets d'infrastructures, intégrant les mesures d'anticipation, les études préalables, les conditions de réalisation et leur suivi – Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-François LONGEOT (UDI-UC)

Rapporteur : M. Ronan DANTEC (Écologiste)

- 2018 : (60) Commission d'enquête sur l'**état** des **forces** de **sécurité intérieure** – Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Michel BOUTANT (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. François GROSDIDIER (Les Républicains)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(61) Commission d'enquête sur l'**organisation** et les **moyens** des **services** de l'**État** pour **faire face** à l'**évolution** de la **menace terroriste** après la **chute** de l'**État Islamique** - Droit de tirage du groupe UC¹

Président : M. Bernard CAZEAU (LaREM)

Rapporteur : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UC)

(62) Commission d'enquête sur les **mutations** de la **Haute fonction publique** et leurs **conséquences** sur le **fonctionnement** des **institutions** de la **République** - Droit de tirage du groupe CRCE¹

Président : M. Vincent DELAHAYE (UC)

Rapporteur : M. Pierre-Yves COLLOMBAT (CRCE)

- 2019 : (63) Commission d'enquête sur la **souveraineté numérique** - Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Président : M. Franck MONTAUGÉ (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Gérard LONGUET (Les Républicains)

(64) Commission d'enquête chargée d'**évaluer** l'**intervention** des **services** de l'État dans la **gestion** des **conséquences environnementales, sanitaires** et **économiques** de l'**incendie** de l'**usine Lubrizol à Rouen**

Président : M. Hervé MAUREY (UC)

Rapporteuses : Mmes Christine BONFANTI-DOSSAT (Les Républicains) et Nicole BONNEFOY (Socialiste et républicain)

(65) Commission d'enquête sur les **réponses apportées par les autorités publiques** au **développement** de la **radicalisation islamiste** et les **moyens** de la **combattre** - Droit de tirage du groupe Les Républicains¹

Présidente : Mme Nathalie DELATTRE (RDSE)

Rapporteuse : Mme Jacqueline EUSTACHE-BRINIO (Les Républicains)

- 2020 (66) Commission d'enquête sur les **problèmes sanitaires** et **écologiques liés** aux **pollutions** des **sols** qui ont accueilli des **activités industrielles** ou **minières**, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹

Président : M. Laurent LAFON (UC)

Rapporteuse : Mme Gisèle JOURDA (Socialiste et républicain)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(67) Commission d'enquête sur le **contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières**- Droit de tirage du groupe Union centriste¹

Président : M. Éric JEANSANNETAS (RDSE)

Rapporteur : M. Vincent DELAHAYE (UC)

(68) Commission d'enquête pour l'**évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion**

Président : M. Alain MILON (Les Républicains)

Rapporteurs : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains),

M. Bernard JOMIER (Socialiste et républicain) et Mme Sylvie

VERMEILLET (UC)

14. Liste des 77 missions d'information créées par le Sénat depuis 1969

- 1969 : (1) Mission d'information sur l'étude de l'**ensemble des questions nucléaires**
Président : M. COUDE DU FORESTO
Rapporteurs : MM. ARMENGAUD, CHAUTY, HOUDET, MAURICE-BOKANOWSKI et VERILLON
- 1971 : (2) Mission d'information sur la **régularité de la gestion de l'O.R.T.F. et les relations entretenues par cet organisme avec diverses entreprises publiques ou semi-publiques dans le domaine de la publicité**
Président : M. CAILLAVET
Rapporteur : M. DILIGENT
- 1977 : (3) Mission d'information sur les **enjeux et les conditions des équilibres extérieurs de la France**
- 1979 : (4) Mission d'information sur les **perspectives des équilibres extérieurs de la France dans le nouvel environnement international**
- 1980 : (5) Mission d'information sur l'**industrie automobile et son avenir**
Président : M. BRACONNIER
Rapporteur : Mme Brigitte GROS
- 1983 : (6) Mission d'information sur le **déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation et dressant un premier bilan**
Président : M. HOEFFEL
Rapporteur : M. PONCELET
- 1984 : (7) Mission d'information sur le **déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation (2^{ème} bilan)**
Président : M. HOEFFEL
Rapporteur : M. PONCELET

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

- 1986 : (8) Mission d'information sur l'**avenir des télécommunications en France et en Europe**
Président : M. LAFFITTE
Rapporteur : M. RAUSCH
- 1988 : (9) Mission d'information sur la **situation matérielle et professionnelle des personnels soignants non médecins des établissements hospitaliers publics, privés et privés à but non lucratif et sur la qualité de la vie en milieu hospitalier et les moyens de les améliorer**
Président : M. HURIET
Rapporteur : M. DESCOURS
- 1989 : (10) Mission d'information sur les **problèmes posés par l'avenir de l'espace rural français et les propositions d'éléments d'une politique d'aménagement**
Président : M. FRANCOIS-PONCET
Rapporteur : MM. HAENEL, HUCHON et du LUART
- (11) Mission d'information sur les **problèmes posés par l'immigration en France et les propositions d'éléments d'une politique d'intégration**
Président : M. CHERIOUX
Rapporteur : M. THYRAUD
- 1990 : (12) Mission d'information sur le **déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation (3^{ème} bilan)**
Président : M. PASQUA
Rapporteur : M. HOEFFEL
- 1991 : (13) Mission d'information sur les **conditions de la gestion technique, administrative et financière de la transfusion sanguine en France et les moyens de l'améliorer, notamment dans le respect des principes du don bénévole de sang**
Président : M. SOURDILLE
Rapporteur : M. HURIET
- (14) Mission d'information sur la **mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985**
Président : M. P. MASSON
Rapporteur : M. de VILLEPIN
- 1992 : (15) Mission d'information sur les **problèmes de l'aménagement du territoire**
Président : M. FRANCOIS-PONCET
Rapporteurs : MM. LARCHER, HUCHON, du LUART et PERREIN
- (16) Mission d'information sur la **télévision éducative**
Président : M. LAFFITTE
Rapporteur : M. TREGOUET

- 1994 : (17) Mission d'information sur les **conditions de sécurité du transport maritime et les risques de pollution du littoral**
Président : M. de CATUELAN
Rapporteur : M. J.F. LE GRAND
- 1996 : (18) Mission d'information sur la **contribution des nouvelles technologies de l'information au développement économique, social et culturel de la France**
Président : M. LAFFITTE
Rapporteur : M. JOYANDET assisté de MM. HERISSON et TÜRK
- 1996 : (19) Mission d'information sur la **place et le rôle des femmes dans la vie publique**
Président : Mme OLIN
Rapporteur : M. RICHERT
- 1998 : (20) Mission d'information sur le **bilan de la décentralisation et les améliorations de nature à faciliter l'exercice des compétences locales**
Président : M. DELEVOYE
Rapporteur : M. MERCIER
- 2000 : (21) Mission d'information sur les **questions liées à la marée noire provoquée par le naufrage du navire Erika**
Président : Mme HEINIS
Rapporteur : M. de RICHEMONT
- (22) Mission d'information sur les **questions liées à l'expatriation des compétences, des capitaux et des entreprises**
Président : M. BADRÉ
Rapporteur : M. FERRAND
- 2002 : (23) Mission d'information chargée de dresser un **bilan de la politique de la montagne**
Président : M. J. BLANC
Rapporteur : M. AMOUDRY
- 2003 : (24) Mission d'information sur **la France et les Français face à la canicule : les leçons d'une crise**
Président : M. PELLETIER
Rapporteurs : MM. FLANDRE et LEPELTIER, Mme LÉTARD
- 2005 : (25) Mission d'information sur le bilan et les conséquences de la **contamination par l'amiante**
Président : M. VANLERENBERGHE (UC-UDF)
Rapporteur : M. DÉRIOT (UMP)

(26) Mission d'information sur le bilan et les perspectives d'avenir des **politiques conduites envers les quartiers en difficulté** depuis une quinzaine d'années

Président : M. TÜRK (NI)

Rapporteur : M. P. ANDRÉ (UMP)

- 2006 : (27) Mission d'information sur la **notion de centre de décision économique** et les conséquences qui s'attachent, dans ce domaine, à l'attractivité du territoire national

Président : M. MARINI (UMP)

Rapporteur : M. C. GAUDIN (UC-UDF)

- 2007 : (28) Mission d'information sur le **fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle**

Président : M. CARLE (UMP)

Rapporteurs : M. SEILLIER (RDSE), Mmes DEMONTÈS (SOC) et DINI (UC-UDF)

(29) Mission d'information sur la **sécurité d'approvisionnement électrique de la France** et les moyens de la préserver

Président : M. SIDO (UMP)

Rapporteurs : MM. PASTOR (SOC), DENEUX (UC-UDF) et BILLOUT (CRC)

(30) Mission d'information sur la **prise en charge de la dépendance** et la création du cinquième risque

Président : M. MARINI (UMP)

Rapporteur : M. VASSELLE (UMP)

- 2008 : (31) Mission d'information sur les **politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion**

Président : M. DEMUYNCK (UMP)

Rapporteur : M. SEILLIER (RDSE)

(32) Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales

Président : M. BELOT (UMP)

Rapporteurs : Mme GOURAULT (UC) et M. KRATTINGER (SOC)

- 2009 : (33) Mission d'information sur la situation des **départements d'outre-mer**

Président : M. S. LARCHER (App. SOC)

Rapporteur : M. DOLIGÉ (UMP)

(34) Mission d'information sur la **politique en faveur des jeunes**

Président : Mme LE TEXIER (SOC)

Rapporteur : M. DEMUYNCK (UMP)

- 2009 : (35) Mission commune d'information sur le **traitement des déchets** - Droit de tirage du groupe UC¹

Président : M. BRAYE (UMP)

Rapporteur : M. SOULAGE (UC)

- 2010 : (36) Mission commune d'information sur **les conséquences de la tempête Xynthia**

Président : M. RETAILLEAU (NI)

Rapporteur : M. ANZIANI (SOC)

(37) Mission commune d'information sur la **désindustrialisation des territoires** - Droit de tirage du groupe socialiste¹

Président : M. BOURQUIN (SOC)

Rapporteur : M. CHATILLON (Ratt. UMP)

(38) Mission commune d'information Assemblée/Sénat sur les **toxicomanies**

Président : M. François PILLET (pour le Sénat) (UMP)

Rapporteur : M. Gilbert BARBIER (pour le Sénat) (RDSE)

(39) Mission commune d'information sur **l'organisation territoriale du système scolaire et sur l'évaluation des expérimentations locales en matière d'éducation** - Droit de tirage du groupe UMP¹

Président : M. Serge LAGAUCHE (SOC)

Rapporteur : M. Jean-Claude CARLE (UMP)

- 2011 : (40) Mission commune d'information sur le « **Mediator** »

Président : M. François AUTAIN (CRC-SPG)

Rapporteur : Mme Marie-Thérèse HERMANGE (UMP)

(41) Mission commune d'information sur la **Révision générale des politiques publiques** - Droit de tirage du groupe socialiste¹

Président : M. François PATRIAT (SOC)

Rapporteur : M. Dominique de LEGGE (UMP)

(42) Mission commune d'information sur « **Pôle emploi** »

Président : M. Claude JEANNEROT (SOC)

Rapporteur : M. Jean-Paul ALDUY (UMP)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat, qui prévoit, pour chaque groupe, un « droit de tirage » pour la création d'une commission d'enquête ou d'une mission d'information par année parlementaire.

(43) Mission commune d'information sur les **conséquences de la suppression de la taxe professionnelle** - Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : Mme Anne-Marie ESCOFFIER (RDSE)

Rapporteur : M. Charles GUENÉ (UMP)

- 2012 : (44) Mission commune d'information sur les **inondations qui se sont produites dans le Var** et, plus largement, dans le Sud-Est de la France au mois de novembre 2011

Président : M. Louis NÈGRE (UMP)

Rapporteur : M. Pierre-Yves COLLOMBAT (RDSE)

(45) Mission commune d'information sur les **dispositifs médicaux implantables** et les interventions à visées esthétiques - Droit de tirage du groupe UMP¹

Présidente : Mme Chantal JOUANNO (UMP)

Rapporteur : M. Bernard CAZEAU (SOC)

(46) Mission commune d'information sur les **pesticides et leur impact sur la santé** et l'environnement - Droit de tirage du groupe socialiste¹

Présidente : Mme Sophie PRIMAS (UMP)

Rapporteuse : Mme Nicole BONNEFOY (SOC)

(47) Mission commune d'information sur le fonctionnement, la méthodologie et la crédibilité **des agences de notation** - Droit de tirage du groupe UCR¹

Présidente : Mme Frédérique ESPAGNAC (SOC)

Rapporteur : M. Aymeri de MONTESQUIOU (UCR)

(48) Mission commune d'information sur la **filière viande** en France et en Europe - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Présidente : Mme Bernadette BOURZAI (SOC)

Rapporteuse : Mme Sylvie GOY-CHAVENT (UDI-UC)

- 2013 : (49) Mission commune d'information sur l'**action extérieure** de la France en matière de **recherche** et de **développement** - Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Henri de RAINCOURT (UMP)

Rapporteuse : Mme Kalliopi ANGO ELA (ÉCOLO)

(50) Mission commune d'information sur l'avenir de l'**organisation décentralisée** de la République - Droit de tirage du groupe UMP¹

Président : M. Jean-Pierre RAFFARIN (UMP)

Rapporteur : M. Yves KRATTINGER (SOC)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

- 2014 : (51) Mission commune d'information sur le **sport professionnel** et les **collectivités territoriales** - Droit de tirage du groupe RDSE¹
Président : M. Michel SAVIN (UMP)
Rapporteur : M. Stéphane MAZARS (RDSE)
- (52) Mission commune d'information sur la réforme des **rythmes scolaires** - Droit de tirage du groupe UMP¹
Présidente : Mme Catherine TROENDLÉ (UMP)
Rapporteuse : Mme Françoise CARTRON (SOC)
- (53) Mission commune d'information sur le **nouveau rôle** et la **nouvelle stratégie** pour l'**Union européenne** dans la **gouvernance mondiale** de l'**Internet** - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹
Président : M. Gaëtan GORCE (SOC)
Rapporteuse : Mme Catherine MORIN-DESAILLY (UDI-UC)
- (54) Mission commune d'information sur l'**accès** aux **documents administratifs** et aux **données publiques** - Droit de tirage du groupe écologiste¹
Président : M. Jean-Jacques HYEST (UMP)
Rapporteuse : Mme Corinne BOUCHOUX (Écologiste)
- (55) Mission commune d'information sur la réalité de l'**impact** sur l'**emploi** des **exonérations** de **cotisations sociales** accordées aux **entreprises** - Droit de tirage du groupe CRC¹
Président : M. Charles GUENÉ (UMP)
Rapporteuse : Mme Michelle DEMESSINE (CRC)
- 2015 : (56) Mission commune d'information sur la commande publique - Droit de tirage du groupe socialiste¹
Président : M. Philippe BONNECARRÈRE (UDI-UC)
Rapporteur : M. Martial BOURQUIN (SOC)
- (57) Mission d'information sur l'**organisation**, la **place** et le **financement** de l'**Islam** en **France** et de ses **lieux** de **culte** - Droit de tirage du groupe UDI-UC¹
Présidente : Mme Corinne FÉRET (Socialiste et républicain)
Rapporteur : Mme Nathalie GOULET (UDI-UC)
Co-rapporteur : M. André REICHARDT (Les Républicains)
- 2016 : (58) Mission d'information sur la **position** de la **France** à l'égard de l'**accord** de mars 2016 entre l'**Union européenne** et la **Turquie** relatif à la **crise** des **réfugiés** et sur les **conditions** de **mise** en **œuvre** de cet accord - Droit de tirage du groupe Communiste républicain et citoyen¹
Président : M. Jacques LEGENDRE (Les Républicains)
Rapporteur : M. Michel BILLOUT (CRC)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

(59) Mission d'information sur l'intérêt et les formes possibles de mise en place d'un revenu de base en France – Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹

Président : M. Jean-Marie VANLERENBERGHE (UDI-UC)

Rapporteur : M. Daniel PERCHERON (Socialiste et républicain)

(60) Mission d'information sur l'**inventaire** et le **devenir** des **matériaux** et **composants** des **téléphones mobiles** – Droit de tirage du groupe écologiste¹

Président : M. Jean-François LONGEOT (UDI-UC)

Rapporteuse : Mme Marie-Christine BLANDIN (Écologiste)

- 2017 : (61) Mission d'information sur la **situation** de la **psychiatrie** des **mineurs** en **France** – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Président : M. Alain MILON (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel AMIEL (RDSE)

(62) Mission d'information sur : « **Démocratie représentative, démocratie participative, démocratie paritaire : comment décider avec efficacité et légitimité en France en 2017 ?** » – Droit de tirage du groupe UDI-UC¹

Président : M. Henri CABANEL (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Philippe BONNECARRÈRE (UDI-UC)

- 2018 : (63) Mission d'information sur **Alstom** et la **stratégie industrielle** du pays – Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹

Président : M. Alain CHATILLON (Les Républicains)

Rapporteur : M. Martial BOURQUIN (Socialiste et républicain)

(64) Mission d'information sur la **réinsertion** des **mineurs enfermés** – Droit de tirage du groupe LaREM¹

Présidente : Mme Catherine TROENDLÉ (Les Républicains)

Rapporteur : M. Michel AMIEL (LaREM)

(65) Mission d'information sur le **développement** de l'**herboristerie** et des **plantes médicinales**, des **filières** et **métiers d'avenir** – Droit de tirage du groupe RDSE¹

Présidente : Mme Corinne IMBERT (Les Républicains)

Rapporteur : M. Joël LABBÉ (RDSE)

(66) Mission d'information sur la **pénurie** de **médicaments** et de **vaccins** – Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹

Président : M. Yves DAUDIGNY (Socialiste et républicain)

Rapporteur : M. Jean-Pierre DECOOL (Les Indépendants)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

- 2019 : (67) Mission commune d'information sur les **politiques publiques de prévention, de détection, d'organisation des signalements et de répression des infractions sexuelles** susceptibles d'être commises par des **personnes en contact avec des mineurs** dans le cadre de l'exercice de leur métier ou de leurs fonctions
- Présidente : Mme Catherine DEROCHE (Les Républicains)
Rapporteurs : Mmes Marie MERCIER (Les Républicains),
Michelle MEUNIER (Socialiste et républicain) et Dominique VÉRIEN (Union Centriste)
- (68) Mission d'information sur la **gestion des risques climatiques et l'évolution de nos régimes d'indemnisation** - Droit de tirage du groupe socialiste et républicain¹
- Président : M. Michel VASPART (Les Républicains)
Rapporteuse : Mme Nicole BONNEFOY (Socialiste et républicain)
- (69) Mission d'information sur le thème : « **Enjeux de la filière sidérurgique dans la France du XXI^{ème} siècle** : opportunité de croissance et de développement » - Droit de tirage du groupe UC¹
- Président : M. Franck MENONVILLE (Les Indépendants)
Rapporteuse : Mme Valérie LÉTARD (Union Centriste)
- (70) Mission d'information sur le thème : « **Gratuité des transports collectifs** : fausse bonne idée ou révolution écologique et sociale des mobilités ? » - Droit de tirage du groupe CRCE¹
- Présidente : Mme Michèle VULLIEN (Union Centriste)
Rapporteur : M. Guillaume GONTARD (CRCE)
- (71) Mission d'information sur les **transports aériens et l'aménagement des territoires** - Droit de tirage du groupe RDSE¹
- Président : M. Vincent CAPO-CANELLAS (Union Centriste)
Rapporteuse : Mme Josiane COSTES (RDSE)
- (72) Mission d'information sur la **sous-utilisation chronique des fonds européens** en France - Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹
- Présidente : Mme Laurence HARRIBEY (Socialiste et républicain)
Rapporteuse : Mme Colette MÉLOT (Les Indépendants)
- (73) Mission commune d'information relative au **sauvetage en mer** et à la **sécurité maritime**
- Présidente : Mme Corinne FÉRET (Socialiste et républicain)
Rapporteur : M. Didier MANDELLI (Les Républicains)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

- 2020 :
- (74) Mission d'information « **Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain ?** »
- Droit de tirage du groupe CRCE¹
Président : M. Arnaud BAZIN (Les Républicains)
Rapporteuse : Mme Cécile CUKIERMAN (CRCE)
- (75) Mission d'information « **Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique** » - Droit de tirage du groupe RDSE¹
Président : M. Jean-Marie MIZZON (UC)
Rapporteur : M. Raymond VALL (RDSE)
- (76) Mission d'information sur le **fonctionnement** et l'**organisation** des **fédérations sportives** - Droit de tirage du groupe Les Indépendants¹
Président : M. Jean-Jacques LOZACH (Socialiste et républicain)
Rapporteur : M. Alain FOUCHÉ (Les Indépendants)
- (77) Mission d'information sur le **trafic de stupéfiants en provenance de Guyane** - Droit de tirage du groupe La République En Marche¹
Président : M. Olivier CIGIOTTI (UC)
Rapporteur : M. Antoine KARAM (LaREM)

¹ En application de l'article 6 bis du Règlement du Sénat.

V. CALENDRIERS DE LA SESSION 2019-2020

1. Dates des réunions de la Conférence des Présidents

DATE	HEURE
Mardi 15 octobre 2019	19 h 30
Mercredi 6 novembre 2019	16 h 30
Jeudi 14 novembre 2019	18 h 30
Mercredi 11 décembre 2019	19 h 30
Mercredi 22 janvier 2020	19 h 30
Mardi 28 janvier 2020	14 h 15
Mardi 25 février 2020	19 h 30
Jeudi 19 mars 2020	14 h 15
Mardi 7 avril 2020	18 h 00
Mercredi 29 avril 2020	13 h 45
Mercredi 13 mai 2020	14 h 00
Mercredi 27 mai 2020	14 h 00
Mercredi 17 juin 2020	14 h 00
Mardi 21 juillet 2020	19 h 30

2. Date des espaces réservés et des séances de questions

<u>Octobre 2019</u>	
mercredi 2 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 9 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 15 octobre	Questions orales
mercredi 16 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 23 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé du groupe SOCR
jeudi 24 octobre	Espace réservé du groupe LaREM
mercredi 30 octobre	Questions d'actualité au Gouvernement

<u>Novembre 2019</u>	
mercredi 6 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 12 novembre	Questions orales
mercredi 13 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 20 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé du groupe CRCE
jeudi 21 novembre	Espace réservé du groupe Les Indépendants
mercredi 27 novembre	Questions d'actualité au Gouvernement

<u>Décembre 2019</u>	
mardi 3 décembre	Questions orales
mercredi 11 décembre	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé du groupe UC
jeudi 12 décembre	Espace réservé du groupe RDSE
mercredi 18 décembre	Questions d'actualité au Gouvernement

<u>Janvier 2020</u>	
mercredi 8 janvier	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 14 janvier	Questions orales
mercredi 15 janvier	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé du groupe SOCR
jeudi 16 janvier	Espace réservé du groupe UC
mercredi 22 janvier	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 29 janvier	Questions d'actualité au Gouvernement

<u>Février 2020</u>	
mercredi 5 février	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé du groupe LaREM
jeudi 6 février	Espace réservé du groupe CRCE
	Espace réservé du groupe Les Indépendants
mardi 18 février	Questions orales
mercredi 19 février	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 26 février	Questions d'actualité au Gouvernement

<u>Mars 2020</u>	
mardi 3 mars	Questions orales
mercredi 4 mars	Questions d'actualité au Gouvernement
jeudi 19 mars	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 25 mars	Questions d'actualité au Gouvernement

<u>Avril 2020</u>	
mercredi 1 ^{er} avril	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 8 avril	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 15 avril	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 22 avril	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 29 avril	Questions d'actualité au Gouvernement

<u>Mai 2020</u>	
mercredi 6 mai	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 13 mai	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 20 mai	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 26 mai	Questions orales
mercredi 27 mai	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé du groupe UC
jeudi 28 mai	Espace réservé du groupe RDSE
	Espace réservé du groupe SOCR

Juin 2020	
mercredi 3 juin	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé du groupe SOCR
jeudi 4 juin	Espace réservé du groupe CRCE
	Espace réservé du groupe UC
mercredi 10 juin	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 16 juin	Questions orales
mercredi 17 juin	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 24 juin	Questions d'actualité au Gouvernement
	Espace réservé du groupe RDSE
jeudi 25 juin	Espace réservé du groupe SOCR
	Espace réservé du groupe LaREM

Juillet 2020	
mercredi 1 ^{er} juillet	Questions d'actualité au Gouvernement
mercredi 8 juillet	Questions d'actualité au Gouvernement
jeudi 16 juillet	Questions d'actualité au Gouvernement
mardi 21 juillet	Questions orales
mercredi 22 juillet	Questions d'actualité au Gouvernement

CALENDRIER DE LA SESSION 2019-2020
 (SEMAINES DU GOUVERNEMENT ET SEMAINES SÉNATORIALES, QUESTIONS, ESPACES RÉSERVÉS AUX GROUPES)
 adopté par la Conférence des Présidents le 17 juillet 2019, modifié les 24 septembre 2019, 15 octobre 2019, 29 avril et 13 mai 2020

Octobre 2019		Novembre 2019		Décembre 2019		Janvier 2020		Février 2020		Mars 2020		Avril 2020		Mai 2020		Juin 2020	
mar 01	ven 01	ven 01	ven 01	dim 01	dim 01	mer 01	mer 01	dim 01	dim 01	dim 01	dim 01	mer 01	mer 01	ven 01	ven 01	jun 01	jun 01
mer 02	sam 02	sam 02	sam 02	lun 02	lun 02	jeu 02	jeu 02	dim 02	dim 02	lun 02	lun 02	jeu 02	jeu 02	sam 02	sam 02	mar 02	mar 02
jeu 03	dim 03	dim 03	dim 03	mar 03	mar 03	ven 03	ven 03	lun 03	lun 03	mar 03	mar 03	ven 03	ven 03	dim 03	dim 03	mer 03	mer 03
ven 04	lun 04	lun 04	lun 04	mer 04	mer 04	sam 04	sam 04	mar 04	mar 04	jeu 04	jeu 04	dim 04	dim 04	lun 04	lun 04	jeu 04	jeu 04
sam 05	mar 05	mar 05	mar 05	jeu 05	jeu 05	dim 05	dim 05	mer 05	mer 05	ven 05	ven 05	dim 05	dim 05	mar 05	mar 05	ven 05	ven 05
dim 06	mer 06	mer 06	mer 06	ven 06	ven 06	lun 06	lun 06	jeu 06	jeu 06	dim 06	dim 06	lun 06	lun 06	mer 06	mer 06	sam 06	sam 06
lun 07	jeu 07	jeu 07	jeu 07	sam 07	sam 07	mar 07	mar 07	ven 07	ven 07	dim 07	dim 07	jeu 07	jeu 07	mar 07	mar 07	dim 07	dim 07
mar 08	ven 08	ven 08	ven 08	dim 08	dim 08	mer 08	mer 08	dim 08	dim 08	mer 08	mer 08	ven 08	ven 08	mer 08	mer 08	lun 08	lun 08
mer 09	sam 09	sam 09	sam 09	lun 09	lun 09	jeu 09	jeu 09	dim 09	dim 09	jeu 09	jeu 09	ven 09	ven 09	sam 09	sam 09	mar 09	mar 09
jeu 10	dim 10	dim 10	dim 10	mar 10	mar 10	ven 10	ven 10	lun 10	lun 10	mar 10	mar 10	jeu 10	jeu 10	dim 10	dim 10	mer 10	mer 10
ven 11	lun 11	lun 11	lun 11	jeu 11	jeu 11	dim 11	dim 11	mar 11	mar 11	ven 11	ven 11	dim 11	dim 11	lun 11	lun 11	jeu 11	jeu 11
sam 12	mar 12	mar 12	mar 12	ven 12	ven 12	lun 12	lun 12	mer 12	mer 12	jeu 12	jeu 12	dim 12	dim 12	mar 12	mar 12	ven 12	ven 12
dim 13	mer 13	mer 13	mer 13	jeu 13	jeu 13	ven 13	ven 13	lun 13	lun 13	mer 13	mer 13	jeu 13	jeu 13	dim 13	dim 13	mer 13	mer 13
lun 14	jeu 14	jeu 14	jeu 14	sam 14	sam 14	mar 14	mar 14	ven 14	ven 14	jeu 14	jeu 14	dim 14	dim 14	mar 14	mar 14	jeu 14	jeu 14
mar 15	ven 15	ven 15	ven 15	dim 15	dim 15	lun 15	lun 15	mer 15	mer 15	dim 15	dim 15	jeu 15	jeu 15	mer 15	mer 15	lun 15	lun 15
mer 16	sam 16	sam 16	sam 16	lun 16	lun 16	jeu 16	jeu 16	dim 16	dim 16	lun 16	lun 16	mer 16	mer 16	jeu 16	jeu 16	mar 16	mar 16
jeu 17	dim 17	dim 17	dim 17	mar 17	mar 17	ven 17	ven 17	lun 17	lun 17	mar 17	mar 17	jeu 17	jeu 17	dim 17	dim 17	mer 17	mer 17
ven 18	lun 18	lun 18	lun 18	mer 18	mer 18	jeu 18	jeu 18	dim 18	dim 18	mer 18	mer 18	ven 18	ven 18	lun 18	lun 18	jeu 18	jeu 18
sam 19	mar 19	mar 19	mar 19	jeu 19	jeu 19	ven 19	ven 19	lun 19	lun 19	jeu 19	jeu 19	dim 19	dim 19	mar 19	mar 19	ven 19	ven 19
dim 20	mer 20	mer 20	mer 20	lun 20	lun 20	jeu 20	jeu 20	mer 20	mer 20	jeu 20	jeu 20	dim 20	dim 20	lun 20	lun 20	mer 20	mer 20
lun 21	jeu 21	jeu 21	jeu 21	mar 21	mar 21	ven 21	ven 21	lun 21	lun 21	mer 21	mer 21	jeu 21	jeu 21	mar 21	mar 21	dim 21	dim 21
mar 22	ven 22	ven 22	ven 22	dim 22	dim 22	lun 22	lun 22	mer 22	mer 22	jeu 22	jeu 22	dim 22	dim 22	mar 22	mar 22	lun 22	lun 22
mer 23	sam 23	sam 23	sam 23	lun 23	lun 23	jeu 23	jeu 23	dim 23	dim 23	lun 23	lun 23	mer 23	mer 23	jeu 23	jeu 23	mar 23	mar 23
jeu 24	dim 24	dim 24	dim 24	mar 24	mar 24	ven 24	ven 24	lun 24	lun 24	mer 24	mer 24	jeu 24	jeu 24	dim 24	dim 24	mer 24	mer 24
ven 25	lun 25	lun 25	lun 25	jeu 25	jeu 25	sam 25	sam 25	mar 25	mar 25	jeu 25	jeu 25	dim 25	dim 25	lun 25	lun 25	jeu 25	jeu 25
sam 26	mar 26	mar 26	mar 26	ven 26	ven 26	lun 26	lun 26	mer 26	mer 26	jeu 26	jeu 26	dim 26	dim 26	mar 26	mar 26	ven 26	ven 26
dim 27	mer 27	mer 27	mer 27	jeu 27	jeu 27	ven 27	ven 27	lun 27	lun 27	mer 27	mer 27	jeu 27	jeu 27	dim 27	dim 27	mer 27	mer 27
lun 28	jeu 28	jeu 28	jeu 28	mar 28	mar 28	ven 28	ven 28	lun 28	lun 28	mer 28	mer 28	jeu 28	jeu 28	dim 28	dim 28	mer 28	mer 28
mar 29	ven 29	ven 29	ven 29	dim 29	dim 29	lun 29	lun 29	mer 29	mer 29	jeu 29	jeu 29	dim 29	dim 29	mar 29	mar 29	ven 29	ven 29
mer 30	sam 30	sam 30	sam 30	lun 30	lun 30	jeu 30	jeu 30	dim 30	dim 30	lun 30	lun 30	mer 30	mer 30	jeu 30	jeu 30	mar 30	mar 30
jeu 31	dim 31	dim 31	dim 31	mar 31	mar 31	ven 31	ven 31	lun 31	lun 31	mer 31	mer 31	jeu 31	jeu 31	dim 31	dim 31	mar 31	mar 31

Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement
 Semaines de contrôle
 Semaines de Gouvernement